

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

27 NOVEMBRE 2017

N°175

Direction du Secrétariat Général

SOMMAIRE

RAA DU 27 NOVEMBRE 2017

Pages

<u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS	<i>(Conseil du 27 novembre 2017)</i>	3
<u>PARTIE 2</u> : DECISIONS	<i>(Conseil du 27 novembre 2017)</i>	229
<u>PARTIE 3</u> : ARRETES	<i>(du 03 au 30 novembre 2017)</i>	375
<u>PARTIE 4</u> : CERTIFICAT D'AFFICHAGE - CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL ARTICLE R. 332-25-2 DU CODE DE L'URBANISME		398

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOPYAGE.....	9
CULTURE.....	14
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION ET ARTISANAT.....	43
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT.....	48
FINANCES.....	81
HORS COMMISSION.....	99
LOGEMENT.....	122
PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES.....	149
PROXIMITE, RELATIONS AVEC LES USAGERS, CHASSE ET PECHE.....	158
RELATIONS INTERNATIONALES.....	162
RESSOURCES HUMAINES.....	178
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT.....	189
SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES.....	202
TRANSPORTS ET MOBILITE.....	212
VOIRIE, ESPACE PUBLIC.....	222

N°DÉLIB	COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	PAGES
---------	---	-------

15049	Cohésion sociale - Fonds d'Aide aux Jeunes - Prise de compétence effective de Montpellier Méditerranée Métropole - Organisation - Adoption du règlement intérieur - Financement	10
-------	---	----

N°DÉLIB	CULTURE	PAGES
---------	---------	-------

15015	Culture - Transfert Département de l'Hérault-Montpellier Méditerranée Métropole - Convention d'application triennale 2018-2020 de la convention de partenariat pour les festivals du domaine d'Ô - Autorisation de signature	15
15016	Culture - Transfert Département - Montpellier Méditerranée Métropole - Equipements culturels du Domaine d'Ô - EPIC, nouveaux statuts - Désignation des représentants de la Métropole - Convention d'Occupation - Convention d'Exploitation - Dénomination - Approbation et autorisation de signature	17
15051	Culture - Médiathèques - Convention de coopération pour la mise en place du Passeport multimédia avec la commune de Vendargues - Autorisation de signature	20
15052	Culture - Médiathèque E. Zola - Prise en charge de frais d'hébergement aux frais réels dans le cadre du Cycle de Rencontres « Ecrivains Francophones » - Approbation	23
15053	Culture - Musée Fabre - Demandes de subventions 2018 - Approbation - Autorisation de signature	25
15054	Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional - Convention de partenariat pédagogique avec l'association Jazz in Marciac - Autorisation de signature	28
15055	Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional - Convention de partenariat pédagogique et artistique avec l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie - Autorisation de signature	30
15056	Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional - Convention de partenariat avec le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	33
15057	Culture - Affectation d'une subvention à la commune de Castries - Approbation - Autorisation de signature	35
15058	Culture - Convention de gestion avec le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier relative au projet pédagogique DEMOS - Autorisation de signature	37
15077	Culture - Mandat SA3M pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Approbation	39
15078	Culture - Mandat SA3M pour l'aménagement d'un Centre d'art contemporain à l'hôtel Montcalm de Montpellier - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Approbation	41

N°DÉLIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION ET ARTISANAT	PAGES
---------	--	-------

15042	Développement économique - Co-financement des projets de maturation de la SATT AXLR - Attribution de subvention	44
-------	---	----

N°DÉLIB	DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	PAGES
---------	---	-------

15023	Développement et aménagement durable du territoire - Réfection de l'allée Jules Milhau à Montpellier - Offre de concours financier de la SNC Polygone - Approbation - Autorisation de signature	49
15024	Développement et aménagement durable du territoire - Instauration d'une taxe d'aménagement à taux majoré dans le secteur Montcalm - Ville de Montpellier - Approbation	52

N°DÉLIB	DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	PAGES
15025	Développement et aménagement durable du territoire - Instauration d'une Taxe d'Aménagement Majorée dans le quartier Saint Martin - Ville de Montpellier - Approbation	56
15026	Développement et aménagement durable du territoire - Instauration d'une Taxe d'Aménagement Majorée aux abords de la ligne 5 de Tramway - Approbation - Autorisation de signature	59
15027	Développement et aménagement durable du territoire - Commune de Castries - ZAC des Saurédes - Garantie d'emprunt à la SA3M - concessionnaire auprès de la banque Crédit Coopératif - Approbation - Autorisation de signature	62
15028	Développement et aménagement durable du territoire - Secteur de la Mogère - Cambacérès - Concession d'aménagement - Garantie d'emprunt à SA3M - Approbation - Autorisation de signature	66
15029	Développement et aménagement durable du territoire - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Convention de Projet Urbain partenarial - Approbation de la convention de PUP avenue de Mireval PC N° 3433717V0068 à conclure avec la SARL ACCIM - Convention de réversion - Autorisation de signature	69
15030	Développement et aménagement durable du territoire - Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Séquoia - opération sise 2715 Avenue Etienne Méhul à Montpellier - Approbation - Autorisation de signature	72
15031	Développement et aménagement durable du territoire - Rénovation thermique de copropriétés dans le cadre du projet EcoCité - Attribution de subvention et conventions de financement tripartites Région Occitanie / Montpellier Méditerranée Métropole / copropriétés - Autorisation de signature	75
15032	Développement et aménagement durable du territoire - Engagement de la modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) de la Ville de Montpellier - Proposition de composition de la commission locale du site patrimonial remarquable (collèges des représentants d'associations et des personnalités qualifiées)	78

N°DÉLIB	FINANCES	PAGES
15020	Finances - Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Révisions - Approbation	82
15021	Finances - Budget 2017 - Décision Modificative n°1 - Adoption	90
15022	Finances - Affectation et modification d'affectation des subventions - Adoption	96

N°DÉLIB	HORS COMMISSION	PAGES
15012	Hors Commission - Création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier - Programme et lancement de l'opération - Approbation	100
15013	Hors Commission - Contrat de partenariat entre la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature	103
15014	Hors Commission - Alliance des territoires - Contrat de réciprocité avec la Communauté de Communes des Monts de Lacaune et des Montagnes du Haut Languedoc - Approbation et autorisation de signature	106
15072	Hors Commission - Commissions de la Métropole - Composition - Approbation	110
15073	Hors Commission - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM - Création d'une filiale - Autorisation	112

N°DÉLIB	HORS COMMISSION	PAGES
15074	Hors Commission - Ouverture des magasins le dimanche - Loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Avis de la Métropole	114
15075	Hors Commission - Transfert des compétences départementales voiries et Fonds de Solidarité Logement - Continuité des solutions informatiques - Convention avec le Conseil Départemental de l'Hérault - Autorisation de signature	116
15076	Hors Commission - Organismes extérieurs - Représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de la Faculté de Langues et Cultures Etrangères et Régionales - UFR2 - Université Paul Valéry - Désignation	119

N°DÉLIB	LOGEMENT	PAGES
15033	Logement - Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Clôture de l'exercice 2017 - Avenant n°3 à la convention signée avec l'Etat - Autorisation de signature	123
15034	Logement - Construction de 61 logements sociaux à Montpellier - Attribution de subvention à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	126
15035	Logement - Construction de 22 logements sociaux - Résidence « Les Hauts de Lattes », ZAC Ode Acte 2 lot 25 D, chemin de Soriech à Lattes - Attribution de subvention à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous - Convention - Autorisation de signature	129
15036	Logement - Construction de 10 logements sociaux - Résidence « Le Ginestier », 1 824 rue Marcel Pagnol à Pérols - Attribution de subvention à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous - Convention - Autorisation de signature	132
15037	Logement - Construction de 43 logements sociaux - Résidence "Palomaya", ZAC Rive Gauche lot 4 à Montpellier - Attribution de subvention à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Délibération n°13734 du 14 avril 2016 - Modification - Autorisation de signature	134
15038	Logement - Construction de 32 logements sociaux - Résidence « Domaine de Courpouyran tranche 1 », ancien chemin de Lodève à Juvignac - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée - Convention - Autorisation de signature	137
15039	Logement - Construction de 5 logements sociaux - Résidence « Interlude », rue de Casseyrols à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée - Convention - Autorisation de signature.	140
15040	Logement - Construction de 40 logements sociaux - Résidence le « Plan des Garrigues », rue du plan des garrigues à Clapiers - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	143
15041	Logement - Construction de 8 logements sociaux - Résidence « Les Passerines », 53 rue des Passerines à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM PROMOLOGIS - Convention - Autorisation de signature	146

N°DÉLIB	PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	PAGES
15066	Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Commune de Pérols - Etude préalable à la réduction de la vulnérabilité du patrimoine bâti soumis au risque inondation par ruissellement pluvial - Convention de fonds de concours avec la commune - Autorisation de signature	150
15067	Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) sur le bassin versant de l'Etang de l'Or - Projet de convention cadre pour les années 2018 à 2022 - Approbation - Autorisation de signature	153

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DÉLIB	PROXIMITE RELATIONS AVEC LES USAGERS, CHASSE ET PÊCHE	PAGES
15050	Proximité, relations avec les usagers, chasse et pêche - Délégation du service public pour la gestion du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium - SAEML SFMA - Tarif général 2018 et Règlement intérieur - Approbation - Autorisation de signature	159
N°DÉLIB	RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITE	PAGES
15043	Relations internationales, Tourisme, parcs d'activité - Autorisation d'intégrer le comité d'itinéraire de l'Eurovélo route N°8 - Approbation de l'avenant à la convention de partenariat - Autorisation de signature	163
15044	Relations internationales, Tourisme, parcs d'activité - Mission d'affaires à Helsinki (Finlande) - Participation au salon SLUSH - du 28 novembre au 2 décembre 2017 - Autorisation	166
15045	Relations internationales, Tourisme, parcs d'activité - Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) 2017 - Convention de partenariat entre la Métropole, la SA3M et la SERM - Autorisation de signature	168
15046	Relations internationales, Tourisme, parcs d'activité - ZAC Euromédecine II - Communes de Montpellier et de Grabels - Garantie d'emprunt à la SERM - approbation - autorisation de signature	170
15047	Relations internationales, Tourisme, parcs d'activité - Parc 2000 2eme extension - Commune de Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA3M - Approbation - Autorisation de signature	173
15048	Relations internationales, Tourisme, parcs d'activité - ZAC Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Avenant n°1 à la concession d'aménagement - Modification de l'échéancier de versement de la participation d'équilibre à la S.E.R.M. - Approbation - Autorisation de signature	176
N°DÉLIB	RESSOURCES HUMAINES	PAGES
15017	Ressources Humaines - Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Avenant à la convention de service commun de Direction de la culture - Modification - Autorisation de signature	179
15018	Ressources Humaines - Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Création d'un service commun du département Développement et Aménagement Durables du Territoire - Approbation	182
15019	Ressources Humaines - Modification du tableau des emplois et des effectifs	185
N°DÉLIB	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	PAGES
15062	Service public de l'eau et de l'assainissement - Cournonterral - Station d'Epuration Intercommunale Gaia - Réhabilitation de la file 2 - Validation du programme de travaux et demande d'aide financière - Approbation - Autorisation de signature	190
15063	Service public de l'eau et de l'assainissement - Système de collecte de la station d'épuration Maera - Aménagements sur le bassin versant unitaire du ruisseau des vaches - Programme de travaux et enveloppe financière - Approbation - Demande d'aides financières	193
15064	Service public de l'eau et de l'assainissement - Avenant n°1 à la convention de co-Maîtrise d'ouvrage entre la Régie des Eaux et Montpellier Méditerranée Métropole relative au renouvellement des canalisations route de Boirargues sur la commune de Lattes - Autorisation de signature	196
15065	Service public de l'eau et de l'assainissement - Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Versement de la Dotation Initiale	199

N°DÉLIB	SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES	PAGES
15059	Sports et traditions sportives - Équipements sportifs métropolitains - Utilisation ponctuelle des loges et de l'espace de réception du stade d'honneur du Complexe Sportif Yves-du-Manoir - Tarifs de location - Adoption - Autorisation de signature	203
15060	Sports et traditions sportives - Associations sportives - Affectation de subventions - Fond spécial sport - Convention d'attribution - Approbation - Autorisation de signature	206
15061	Sports et traditions sportives - Autorisation d'occupation temporaire du domaine public - Piscine Olympique d'Antigone - Société CROC AU BAIN - Avenant n°5 - Autorisation de signature	209
N°DÉLIB	TRANSPORTS ET MOBILITE	PAGES
15068	Transports et Mobilité - Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée de L'Hérault - Adoption de l'itinéraire "Le Réseau Vert" sur les communes de Saint Geniès des Mourgues, Castries, Clapiers, Montferrier-sur Lez et Prades-le-Lez	213
15069	Transports et Mobilité - Avenant n°10 à la convention de délégation du service public des transports urbains - Approbation - Autorisation de signature	217
N°DÉLIB	VOIRIE, ESPACE PUBLIC	PAGES
15070	Voirie, Espace Public - Conventions de fonds de concours entre la Métropole et les communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Saint Geniès des Mourgues et Saint Jean de Védas - Approbation - Autorisation de signature	223
15071	Voirie, Espace Public - Convention pour la mise à disposition de données numériques géoréférencées relatives à la représentation à Moyenne Echelle des ouvrages de distribution de gaz - Approbation - Autorisation de signature	227

**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU
VOYAGE**



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

COHÉSION SOCIALE – FONDS D'AIDE AUX JEUNES - PRISE DE COMPÉTENCE EFFECTIVE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - ORGANISATION - ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR - FINANCEMENT

Mme A. YAGUE, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'article 90 de la loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe) prévoit le transfert de compétences des départements vers les métropoles. Par conventions de transferts en date du 23 décembre 2016 entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole, les 4 compétences faisant l'objet de transfert ont été fixées au sein desquelles figure le Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ).

A partir du 1^{er} janvier 2018, le Fonds métropolitain d'Aide aux Jeunes (FAJ3M) sera placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

La présente délibération fixe les modalités de mise en œuvre et de gestion du fonds sur le territoire métropolitain, propose le règlement d'intervention afférent au dispositif, précise les modalités de financement du FAJ3M, sa gouvernance ainsi que l'organisation qui sera mise en œuvre.

1 - Eléments de contexte :

Avec la crise et la montée du chômage au niveau national et local depuis 2008, la pauvreté s'aggrave et les catégories les plus défavorisées sont davantage fragilisées.

Montpellier et sa métropole n'échappent pas à cette tendance nationale. Le taux de pauvreté atteint 26% de la population sur Montpellier et 19% sur la Métropole (soit un niveau de vie inférieur à 1000€ par mois).

Or, les populations les plus concernées par la pauvreté sont les plus jeunes. En effet, Montpellier présente un taux de pauvreté de 35% chez les moins de 30 ans contre 31% au niveau de la métropole montpelliéraine (*Données Compas – ABS du CCAS de la Ville de Montpellier, septembre 2017*).

En 2015, 22 jeunes sur 1000 ont bénéficié du Fonds d'Aide aux Jeunes sur le Département de l'Hérault contre 17 jeunes pour 1000 au niveau national, ce qui le place au 30^{ème} rang des départements les plus contributeurs au titre de ce dispositif alors qu'il n'était que 54^{ème} en 2009.

Cette paupérisation de notre population jeune transparait aussi dans les statistiques relatives à la typologie des demandes d'aides : celles relatives à la subsistance (supérieures à 50% des demandes) et au logement (supérieures à 12%) demeurent les deux principales, la première ayant augmenté de plus de 9% depuis 2009.

Face à ce constat, le transfert et la mise en œuvre de ce dispositif de soutien et d'accompagnement des jeunes les plus démunis est un enjeu fort de lutte contre la précarité sur le territoire métropolitain.

2 - Le dispositif FAJ3M et ses missions :

Le FAJ3M est un dispositif qui vise à favoriser l'insertion sociale et/ou professionnelle des jeunes en grande difficulté et en situation de précarité âgés de 18 à 25 ans révolus.

Le fonds est destiné à aider financièrement les jeunes sans ressources ou avec de faibles ressources dans le cadre d'une démarche d'accompagnement, associant l'ensemble des acteurs compétents et visant leur insertion sociale et/ou professionnelle. Il intervient également pour apporter des secours temporaires pour faire face à des besoins urgents, notamment alimentaires.

Les aides financières sont versées le plus souvent à titre subsidiaire lorsque les autres dispositifs existants ne peuvent plus être mobilisés.

En 2016, le Fonds Départemental d'Aides aux Jeunes a bénéficié à 1017 jeunes dont 883 au niveau de Montpellier (87%) et 134 Jeunes des autres communes de la métropole (13%).

3 - Les aides mobilisables dans le cadre du FAJ3M :

A la suite du transfert de compétences du Département à la Métropole et afin d'assurer la continuité géographique dans l'attribution des aides et l'égalité de traitement des jeunes sur l'ensemble du territoire départemental, les typologies d'aide et d'intervention métropolitaines sont en phase avec le fonds départemental intervenant hors du périmètre métropolitain.

Ainsi, le FAJ3M sert à financer des aides individuelles et des actions collectives.

- **Les aides individuelles** portent sur la subsistance alimentaire, la mobilité, la formation et la préparation au concours, le logement, la santé... Elles sont précisées dans le règlement d'intervention proposé à l'adoption du Conseil métropolitain et annexé à la présente délibération. Les conditions d'éligibilité à ces aides sont également précisées dans ledit règlement.

- **Les actions collectives** sont des aides financières octroyées à des associations conventionnées intervenant dans l'accompagnement social des jeunes en difficulté. Des conventions d'objectifs spécifiques seront conclues ultérieurement et feront l'objet d'une délibération soumise à un prochain conseil métropolitain.

4 – Les modalités de financement du fonds :

Pour 2018, le montant du FAJ3M s'élève à 399 387€ provenant de :

- l'attribution annuelle de compensation du Département s'établissant à 272 387€ en vertu du rapport de CLECRT du 8 décembre 2016 et de la convention de transfert du 22 décembre 2016 ;

- la participation volontaire de la Ville de Montpellier à hauteur de 127 000€ comme précisé dans la convention financière ci-annexée et soumise à l'approbation du Conseil. Elle constitue la continuité de la participation de la Ville de Montpellier au FAJ, dans le cadre de la gestion déléguée qu'elle assure encore jusqu'au 31 décembre 2017, pour le compte du département.

Ce fonds pourra également être abondé par les communes de la Métropole qui le souhaitent.

Une **régie métropolitaine** a été créée par décision n°2017-900 afin de permettre le paiement rapide des aides individuelles par virement ou espèces.

Les dépenses relatives au FAJ3M seront imputées au Budget Primitif 2018. Pour autant, afin que le dispositif soit opérationnel dès le début du mois de janvier 2018 et que les premières aides individuelles puissent être versées à cette date, il est proposé d'inscrire la somme de 100 000€ en DM.

5 – L'organisation métropolitaine du FAJ3M :

Le fonctionnement du FAJ3M repose sur le schéma organisationnel précisé comme suit.

La constitution de la demande d'aide par le jeune s'effectue auprès d'un référent d'un des organismes partenaires (Mission Locale des Jeunes, associations intervenant dans le domaine de l'insertion sociale...), chargé d'accompagner le projet d'insertion. Les demandes individuelles sont ensuite transmises à la « Cellule FAJ3M ».

La « cellule FAJ3M » assure le pilotage administratif, la gestion technique et financière du dispositif. Chargée également de faire le lien avec l'ensemble des partenaires du dispositif et de procéder aux versements des aides, la cellule prépare également les comités techniques et comité de pilotage et assure l'animation de la commission d'attribution des aides.

La « Cellule FAJ3M » est placée sous l'autorité du directeur du Département mutualisé Cohésion Sociale et Vivre Ensemble. Elle se compose d'un chargé de mission métropolitain et d'un agent assurant le secrétariat et la gestion du FAJ3M.

Un poste d'agent territorial de catégorie C est créé dans le cadre du tableau des effectifs présenté au présent conseil pour assurer la gestion administrative et financière (préparation des commissions, gestion des versements...). Il sera pourvu par voie de mutation par l'agent actuellement en charge de ces missions au sein du CCAS de Montpellier agissant par convention, pour le compte de la Ville de Montpellier, au titre du FAJ délégué.

Après vérification de l'éligibilité de la demande par la Cellule FAJ3M, les demandes d'aide sont soumises à la Commission d'attribution, instance technique partenariale dont la composition est fixée dans le règlement du FAJ3M, qui a pour fonction d'examiner les demandes et d'émettre un avis sur les aides mobilisables. La commission se réunit au moins une fois par mois dans le but de traiter rapidement les demandes individuelles.

Les aides et secours d'urgence sont délivrés par une régie d'avance comme précisé dans le paragraphe précédent.

Un comité de pilotage, présidé par la Métropole, réunissant l'ensemble des financeurs et organismes partenaires est également constitué afin d'identifier les besoins liés au FAJ3M et les actions à mettre en œuvre notamment celles portées par des opérateurs associatifs ou administratifs spécialisés dans l'insertion des jeunes, d'évaluer le dispositif annuellement, de débattre des orientations à prendre afin de mieux adapter le dispositif aux besoins des jeunes et du territoire et de décider quelles actions seront financées par le FAJ3M.

Les comités de pilotage sont préparés en amont par les comités techniques chargés de collecter les données et de diffuser les informations sur le dispositif auprès des partenaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le règlement du FAJ3M ;
- approuver les modalités de gestion et d'organisation du FAJ3M sur le territoire montpelliérain ;
- inscrire par anticipation du vote du Budget 2018 une partie des dépenses attribuées aux aides individuelles en DM à hauteur de 100 000 € ;
- approuver la convention de participation financière entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151901-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

CULTURE



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

**CULTURE – TRANSFERT DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT-MONTPELLIER
MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - CONVENTION D'APPLICATION TRIENNALE
2018-2020 DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LES FESTIVALS DU
DOMAINE D'Ô - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Les festivals « Printemps des Comédiens », « Arabesques » et « Folies Lyriques », portés par des associations indépendantes, contribuent pleinement à l'animation et au rayonnement des équipements culturels du Domaine d'Ô pendant la saison estivale.

En application de l'article 90 de la loi NOTRe, de la délibération du Conseil de Métropole du 22 décembre 2016 relative au transfert des compétences du Département à la Métropole et de la convention de partenariat 'festivals du Domaine d'Ô' en date du 23 décembre 2016, le Département a transféré à Montpellier Méditerranée Métropole la gestion du projet culturel du Domaine d'Ô, avec mise à disposition des installations telles que l'amphithéâtre de plein air, le théâtre Jean-Claude Carrière et l'aire accueillant les chapiteaux.

Ce transfert interviendra effectivement à compter du 1^{er} janvier 2018.

Par un commun accord ayant fait l'objet d'une convention de partenariat, le Département et Montpellier Méditerranée Métropole ont acté leur volonté de maintenir les festivals d'été et défini leurs engagements réciproques à cette fin.

En application de l'article 1^{er} de la convention de partenariat mentionnée ci-dessus, une convention triennale 2018-2020 doit être conclue entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole pour procéder au versement annuel de ces sommes.

A ce titre le Département s'engage via la convention triennale à verser annuellement à Montpellier Méditerranée Métropole, dès la première année d'exercice de cette compétence, la somme de 1 668 365 €, ventilée comme suit :

- Printemps des Comédiens : 1 238 382 € ;
- Arabesques : 105 822 € ;
- Folies Lyriques : 324 161€.

Ces sommes seront reversées par Montpellier Méditerranée Métropole, désormais compétente, aux associations organisatrices.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention triennale de financement des festivals "Printemps des Comédiens", "Arabesques" et "Folies Lyriques";
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention susmentionnée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151889-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

**CULTURE – TRANSFERT DÉPARTEMENT - MONTPELLIER MÉDITERRANÉE
MÉTROPOLE - EQUIPEMENTS CULTURELS DU DOMAINE D'O - EPIC, NOUVEAUX
STATUTS - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA MÉTROPOLE -
CONVENTION D'OCCUPATION - CONVENTION D'EXPLOITATION - DÉNOMINATION
- APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'Etablissement Public Industriel et Commercial (l'EPIC) pour la gestion des activités artistiques et culturelles sur le domaine d'O a été créé par délibération du Conseil Départemental de l'Hérault en date du 2 mars 2009.

Le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions de la loi NOTRe, et par convention en date du 23 décembre 2016, ont défini le transfert au 1^{er} janvier 2018 de la compétence Culture comme la mise à disposition de la Métropole des équipements culturels dédiés aux spectacles vivants situés dans la partie nord du domaine d'O.

A ce titre, l'EPIC du domaine d'O relèvera à cette date de la gouvernance de Montpellier Méditerranée Métropole, qui considère que ce mode de gestion demeure le mieux adapté à la nature et aux contraintes des activités inhérentes à ces équipements. Celui-ci permet en effet, en comparaison avec une gestion en régie directe, une plus grande souplesse, une meilleure réactivité et une efficacité accrue dans le respect des budgets votés.

Afin d'assurer la continuité de cette institution, il est nécessaire d'approuver par anticipation les nouveaux statuts de l'EPIC du domaine d'O, qui prennent uniquement acte du changement de la personne morale de rattachement et définissent principalement :

- l'objet et les missions de l'EPIC,
- ses instances, leur composition et leur fonctionnement,
- les dispositions financières et comptables applicables,
- les modalités de modifications statutaires et de fin d'activité de l'établissement.

En application du texte soumis à approbation, il est également proposé de procéder à la désignation des membres du nouveau conseil d'administration de l'EPIC du domaine d'O composé comme suit :

- 5 membres titulaires, et en tant que de besoin 5 suppléants, détenteurs d'un mandat de conseiller métropolitain,
- 2 représentants de l'administration métropolitaine,
- 2 personnalités qualifiées désignées.

Le Président propose une première liste :

En tant que représentants titulaires : M. P. SAUREL, Mme R. ILLAIRE, Mme S. KERANGUEVEN, Mme M. DRAY-FITOUSSI et M. T. BREYSSE ;

En tant que représentants suppléants: M. J-M. ALAUZET, Mme E. LLORET, Mme L. ACQUIER, Mme P. DANAN et M. S. TORTORICI ;

En tant que personnalités qualifiées : M. Jean-Michel PARIS et Mme Gabrielle DELONCLE ;

En tant que représentants de l'administration : Le Directeur général des services ou son représentant, le Directeur général Adjoint ou son représentant.

Mme I. TOUZARD propose à l'Assemblée une seconde liste concernant les membres élus :

En tant que représentants titulaires : Mme I. TOUZARD, M. R. CAIZERGUES, M. E. PASTOR, M. R. REVOL et M. C. COUR ;

En tant que représentants suppléants : Mme M-C PANOS, Mme M. CASSAR, Mme C. DARDE, M. J. RAYMOND et M. J. VERA.

En application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil décide, à l'unanimité, de ne pas procéder à ces désignations par un vote à scrutin secret mais par vote à main levée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue avec 59 voix pour et 10 abstentions, la liste proposée par Mme TOUZARD ayant obtenu 19 voix.

A l'issue de ce renouvellement et lors de sa séance d'installation au début du mois de janvier 2018, le nouveau conseil d'administration procédera à l'élection de son nouveau Président.

Le directeur de l'EPIC sera désigné par le Conseil de Métropole, sur proposition de son Président, lors d'une séance ultérieure.

L'approbation de ces nouveaux statuts de l'EPIC implique la confirmation de sa dénomination comme suit : « EPIC du domaine d'O ».

Par ailleurs, en application de la convention de transfert susvisée et du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole dispose de tous les pouvoirs de gestion sur les biens qui lui ont été mis à disposition, notamment celui d'autoriser l'occupation des biens du domaine public qui lui ont été remis. Afin de garantir la continuité d'occupation et donc d'activité de l'EPIC du domaine d'O, il est nécessaire d'adopter par anticipation la convention d'occupation du domaine public à intervenir entre la Métropole et l'EPIC dès le 1^{er} janvier 2018. Celle-ci définit notamment les biens et la parcelle concernés, les réserves d'usage et de jouissance au profit de la Métropole, notamment la réservation de 15 jours d'utilisation métropolitaine, le régime des sous-occupations, les conditions générales relatives à l'entretien, la maintenance, aux travaux et aux charges récupérables, la durée de la convention prévue du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2020, les responsabilités et assurances incombant aux deux parties et les modalités de fin de la convention.

La poursuite des activités de l'EPIC du domaine d'O pendant sa saison d'hiver 2017-2018, concomitante avec le changement d'institution de rattachement, nécessite aussi l'approbation par anticipation de la convention d'exploitation qui fixe notamment : la composition des instances de contrôles, les missions de service public confiées à l'EPIC, les conditions de mise à disposition des biens mobiliers et immobiliers, les modalités d'approbation des programmes d'actions et de communication établis par l'EPIC, les calendriers de remise des rapports d'activité et financiers mais aussi les recettes et les contributions annuelles versées par Montpellier Méditerranée Métropole.

Celles-ci s'inscriront dans le montant de la dotation à l'EPIC, prise en compte dans l'attribution de compensation qui sera versée annuellement par le Département de l'Hérault au titre du transfert de la compétence culture, soit 3 082 589 €.

En application de la convention Montpellier Méditerranée Métropole s'engage sur la moitié de ce montant, soit 1 541 294,50 €, et en versera 50%, soit 770 647, 25 €, avant la fin du mois de janvier. Le montant de la contribution annuelle sera fixé par avenant, après adoption du budget de la Métropole. Les autres versements interviendront avant fin avril, mi-juillet et début décembre.

Ces modalités de versement interviendront dès l'année 2018, le projet de convention soumis à l'assemblée portant sur les années 2018, 2019 et 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les nouveaux statuts de l'EPIC, la convention d'occupation du domaine public et la convention triennale d'exploitation à intervenir entre l'EPIC et Montpellier Méditerranée Métropole, les nouvelles dénominations des espaces, équipements culturels du domaine d'O et de l'EPIC ;
- désigner les représentants de la Métropole au sein des instances de l'EPIC et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- approuver la nouvelle dénomination "EPIC du domaine d'O" ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151997-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

CULTURE – MÉDIATHÈQUES - CONVENTION DE COOPÉRATION POUR LA MISE EN PLACE DU PASSEPORT MULTIMÉDIA AVEC LA COMMUNE DE VENDARGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait de l'intercommunalité une coopérative d'action publique au service des communes et mène une politique de développement de la lecture publique à l'échelle de son territoire.

Une des manifestations concrètes de cet engagement a été d'élargir l'accès des médiathèques métropolitaines à d'autres médiathèques communales de la Métropole, via une carte dite « Passeport multimédia », qui vient compléter la carte spécifique donnant accès à l'ensemble des équipements métropolitains de lecture publique.

Sans changer le fonctionnement technique, informatique et administratif des différentes bibliothèques, ce dispositif vise à faciliter la circulation des usagers entre les différents établissements. Il a donné lieu en 2005 à la signature d'une première convention pour la mise en place du Passeport multimédia entre Montpellier Méditerranée Métropole et deux communes du territoire, Saint-Jean-de-Védas et Villeneuve-lès-Maguelone.

Depuis 2012, le Conseil de Métropole a approuvé neuf nouvelles conventions avec les communes de Murviel-lès-Montpellier, Courmonterral, Cournonsec, Fabrègues, Lattes, Prades-le-Lez, Saint-Drezery, Grabels et Sussargues par délibérations respectives du 24 mai 2012, du 19 juillet 2012, du 8 octobre 2012, du 24 septembre 2013, du 29 octobre 2013, du 27 novembre 2013, du 20 juin 2016, du 25 octobre 2016 et du 2 novembre 2017.

Il est proposé aujourd'hui d'adopter une nouvelle convention, qui met en partenariat le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole et la médiathèque de la commune de Vendargues.

Sur demande d'un usager dans les équipements partenaires, elle prévoit la délivrance d'une carte passeport donnant la possibilité à l'utilisateur inscrit en médiathèque dans l'une des deux entités signataires de la convention de fréquenter les autres établissements, sans devoir acquitter de frais supplémentaires au titre d'une nouvelle inscription.

Le dispositif de passeport commun est rendu possible par l'harmonisation préalable des tarifs d'inscription.

La convention pour la mise en place du « Passeport multimédia » renforce la dynamique de coopération déjà instituée avec la commune de Vendargues : participation au catalogue collectif et aux manifestations culturelles majeures que sont les Préfaces de la Comédie du Livre, les Rencontres de la Comédie du Livre, Festi Petits et La Métropole en Jeux.

Elle s'inscrit dans une démarche générale qui prend la mesure des nouveaux enjeux territoriaux en matière de service public de lecture.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de coopération relative au dispositif "Passeport multimédia" avec la commune de Vendargues ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151706-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

CULTURE – MÉDIATHÈQUE E. ZOLA - PRISE EN CHARGE DE FRAIS D'HÉBERGEMENT AUX FRAIS RÉELS DANS LE CADRE DU CYCLE DE RENCONTRES « ECRIVAINS FRANCOPHONES » - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Direction des médiathèques et du livre de Montpellier Méditerranée Métropole propose, en partenariat avec le laboratoire de recherche RIRRA 21, de l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 et la librairie Le Grain des Mots, un cycle annuel de rencontres autour des écrivains francophones contemporains qui se déroule à la Médiathèque centrale Émile Zola.

Ce cycle vise à faire découvrir au public la pluralité de cette production littéraire en français dans le monde, en invitant des auteurs francophones à venir évoquer leurs derniers romans lors d'une rencontre littéraire publique, à plusieurs moments de l'année.

Deux rencontres sont d'ores et déjà fixées, le 25 janvier 2018 et le 15 mars 2018. Une troisième rencontre aura lieu en avril ou en mai, dans le cadre de ce cycle francophone.

Il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole prenne en charge les frais réels d'hébergement de l'ensemble des auteurs invités dans le cadre de ce cycle francophone, pour un montant maximal de 1 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charge aux frais réels des frais d'hébergement des auteurs invités dans le cadre de ces rencontres ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151688-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

CULTURE – MUSÉE FABRE - DEMANDES DE SUBVENTIONS 2018 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans la continuité des actions culturelles entreprises depuis sa réouverture, le musée Fabre poursuivra en 2018 son ambitieux programme d'enrichissement des collections, d'expositions temporaires ainsi que ses actions en faveur des publics, pour un montant global prévisionnel de 2 000 000 €.

La programmation 2018 comprend notamment les expositions suivantes :

« Picasso – Donner à voir »
15 juin 2018 au 23 septembre 2018

Le musée Fabre s'associe à la manifestation culturelle internationale « Picasso-Méditerranée ». A l'initiative du musée national Picasso-Paris, plus de soixante institutions, en France et en Europe, ont conçu ensemble une programmation autour de l'œuvre « obstinément méditerranéenne » de Pablo Picasso.

Le musée Fabre proposera une exposition d'envergure qui constituera un des temps majeurs de cette manifestation. Elle présentera, pour la première fois au public du musée, un panorama de la carrière de l'artiste, s'articulant autour de ses années charnières, de ses recherches, de ses ruptures.

Hommage à Jean-Michel Meurice
27 janvier 2018 au 29 avril 2018

Le musée Fabre souhaite rendre hommage à Jean-Michel Meurice (né en 1938), personnalité atypique, à la fois réalisateur de films et de documentaires, mais aussi l'un des acteurs majeurs du renouveau de la peinture en France dans les années 1970.

L'accrochage, mêlant peinture et arts graphiques, sera présenté dans les espaces de la collection contemporaine du musée. Il rassemblera un ensemble d'œuvres offertes par l'artiste au musée Fabre au cours des dernières années, dont certaines seront présentées pour la première fois, ainsi que des œuvres spécialement sélectionnées dans l'atelier de l'artiste pour l'occasion.

Dans le secret des œuvres d'art
24 mars 2018 au 2 septembre 2018

L'exposition présentera cinq focus sur six œuvres : peinture sur bois, sur toile, dessins, sculpture en bronze et toile en matériaux contemporains, dont l'étude et la restauration ont été réalisées en 2017. Les propriétés des matériaux, les techniques de création, les besoins en termes de conservation et de restauration seront révélés au public, proposant un discours à la croisée de l'histoire, de la science, de l'artisanat et de l'art. Le visiteur sera convié à pénétrer les secrets de la matérialité des œuvres et le processus de leur restauration.

Compte tenu de l'ampleur de cette programmation, il est proposé de demander des subventions du montant le plus large possible auprès des services de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie et de la Région Occitanie, pour la mise en œuvre des expositions temporaires organisées en 2018, l'édition des catalogues (expositions ou fonds permanent) et le programme d'action culturelle et éducative qui sera élaboré pour les différents publics et notamment les publics empêchés.

Le Label d'Intérêt National (LIN) sera sollicité auprès du ministère de la Culture pour l'exposition «*Picasso – Donner à voir*».

En parallèle, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre sa démarche d'enrichissement des collections du musée Fabre.

Délibération n° 15053

Le Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées (FRAM) permet au ministère de la Culture et de la Communication (DRAC Occitanie) et à la Région Occitanie de soutenir la politique en faveur de l'enrichissement des collections du musée Fabre.

A cet effet, il est proposé au Conseil de solliciter une subvention 2018 la plus large possible auprès du Fonds Régional d'Acquisitions pour les Musées (FRAM) pour le soutien à l'acquisition des œuvres.

Il convient également de déposer un dossier de demande de subventions du montant le plus large possible auprès de la DRAC Occitanie et de la Région Occitanie en soutien aux dispositifs éducatifs créés spécifiquement pour le parcours des collections permanentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser les demandes de subventions du montant le plus large possible auprès de l'État, de la DRAC Occitanie et de la Région Occitanie pour les acquisitions ainsi que la programmation 2018 du musée Fabre,
- dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151674-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - CONVENTION DE PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE AVEC L'ASSOCIATION JAZZ IN MARCIAC - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre des programmes mis en œuvre pendant la saison culturelle 2017-2018 de la salle de spectacles l'Astrada, l'Association Jazz In Marciac organise des master-class animées par des artistes-pédagogues reconnus et qui s'adressent à un public de musiciens amateurs et confirmés.

Compte tenu de la qualité de cette expérience, il est apparu opportun d'offrir à certains élèves du Conservatoire la possibilité d'en bénéficier afin d'enrichir la formation qu'ils reçoivent tout en favorisant le besoin fondamental d'un rapport de proximité entre étudiants et milieu professionnel.

L'Association Jazz In Marciac s'engage à accueillir, au sein des master-class de formation musicale qu'elle organise, les élèves du Conservatoire inscrits au département jazz et musiques improvisées de cet établissement. Suite au succès des éditions précédentes, il est proposé de renouveler pour l'année 2017-2018 ce partenariat pédagogique et artistique. Il convient à cet effet de formaliser une convention qui précise les engagements réciproques des deux parties et les modalités d'organisations pédagogiques des master-class (disciplines instrumentales, dates et thèmes).

Le Conservatoire réglera, par élève, à l'association, la somme forfaitaire de 95,00 € de frais pédagogiques et lui communiquera les identités et coordonnées des élèves.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat pédagogique et artistique entre le l'association Jazz in Marciac et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151564-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - CONVENTION DE PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE AVEC L'OPÉRA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER OCCITANIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Méditerranée Métropole a été classé en 2007 dans la catégorie des Conservatoires à Rayonnement Régional (CRR). A ce titre, ses missions sont notamment d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs, mais aussi de proposer des formations visant à accompagner des étudiants en voie de professionnalisation vers leur futur secteur d'activité, et de participer à la construction de la personnalité de l'enfant et des jeunes élèves en les formant à l'école du spectateur.

Par délibération n°14364 du 14 décembre 2016, le Conseil a autorisé la signature d'une convention de partenariat entre le CRR et l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie (OONM) pour l'année scolaire 2016-2017. Compte tenu du bilan positif de ce partenariat, il est proposé de reconduire ce dispositif en formalisant une nouvelle convention pour l'année 2017-2018.

Cette nouvelle convention fixe les modalités de mise en œuvre générale du projet et précise les engagements respectifs des partenaires.

L'OONM s'engage notamment à offrir des opportunités de stages de participation et d'observation à des étudiants majeurs du CRR issus des cursus Musique, Danse et Art dramatique, dans le cadre de productions lyriques, de concerts symphoniques ou de tout autre événement.

L'OONM proposera également des rencontres avec des professionnels et pourra inviter gracieusement un certain nombre d'élèves du CRR à un ou plusieurs des événements marquants de la saison. Les générales publiques seront gratuites pour ces élèves et un quota de places à tarif préférentiel sera mis à leur disposition pour les représentations lyriques et symphoniques.

Par ailleurs, afin que les élèves du CRR puissent travailler dans des locaux adaptés à l'enseignement qu'ils reçoivent, mais aussi se « projeter » et se produire dans un lieu conçu et destiné aux spectacles et aux concerts, l'OONM mettra à leur disposition le studio Dominique Bagouet pour les cours de danse, la salle Molière pour des concerts, conférences, classes de maître et examens, ainsi que la grande salle de l'Opéra Comédie pour le spectacle de danse annuel. Dans le cadre du projet DEMOS, l'OONM mettra également à la disposition du CRR des salles de travail et de répétition au Corum.

La Métropole, à travers le CRR s'engage à prendre en charge les frais supplémentaires de sécurité et de nettoyage induits par l'utilisation de la salle Molière au regard de la réglementation concernant les Etablissements Recevant du Public. Cette prestation sera facturée par l'OONM au tarif journalier forfaitaire de 280 euros. Le CRR s'engage également à mettre gracieusement à disposition de l'OONM des instruments, matériels techniques et locaux lui appartenant, sous réserve de leur disponibilité et des contraintes de service public.

Enfin, le service Développement culturel et numérique de l'OONM et le CRR s'entendent afin que les élèves de cycle 3 spécialisé du pôle érudition rédigent ponctuellement des notices d'œuvres qui seront insérées dans les cahiers pédagogiques de l'OONM pour huit concerts symphoniques.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat artistique et pédagogique entre l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie-Pyrénées-Méditerranée et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susvisée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 15055

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. BARRAL, M. J.-L. COUSQUER, Mme S. KERANGUEVEN, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme V. PEREZ, M. B. TRAVIER.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151562-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole (CRR) et le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier (CCAS) œuvrent, dans le cadre de leurs missions spécifiques de service public, sur un territoire et des publics identiques.

Le CCAS propose un ensemble de prestations afin de favoriser une meilleure intégration des personnes en situation de précarité et d'isolement. Pour les personnes âgées, il est par exemple possible d'accéder, entre autres, à un programme de loisirs grâce aux animations qu'il organise.

Le CRR de Montpellier Méditerranée Métropole a parmi ses missions, outre celles d'assurer un enseignement d'excellence, de participer à la construction de la personnalité de l'enfant, de le former à l'école du spectacle vivant et de développer une politique d'éducation et de sensibilisation artistiques et culturelles destinées à favoriser l'accès à la culture à tous les publics.

Aussi le CCAS et le CRR ont décidé d'un commun accord d'établir une convention de partenariat afin de mettre en œuvre des événements artistiques (concerts, spectacles etc.), à l'attention des publics accueillis au CCAS (personnes prises en charge au domicile, résidents des EHPAD et leurs familles, personnes en situation de précarité et/ou d'isolement) en faisant le lien avec les projets inter-générationnels mis en œuvre sur chaque territoire.

Les lieux de ces événements seront mis à disposition de l'un ou l'autre des partenaires, à titre gracieux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes et la finalité de la convention passée entre le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151834-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s) :

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es) :

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

**CULTURE – AFFECTATION D'UNE SUBVENTION À LA COMMUNE DE CASTRIES -
APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Classé au titre des monuments historiques, le château de Castries constitue, avec son jardin à la Française dessiné par Le Nôtre, jardinier du roi Louis XIV, et son aqueduc conçu par Paul Riquet, ingénieur du Canal du Midi, un des plus importants ensembles monumentaux du territoire métropolitain.

La commune de Castries souhaitant entreprendre des travaux de rénovation du bâtiment, un avant-projet définitif a été réalisé par l'architecte en charge du dossier, faisant apparaître un montant total estimatif de 3 336 377 € HT, honoraires compris. Le montant prévisionnel des travaux est estimé à 3 045 000 € HT. Ces travaux s'étaleront sur trois ou quatre phases.

La première phase, dont le montant total estimatif s'élève à 1 271 539 € HT, concernera l'aménagement de la salle Jean-François de Castries et la création d'un local technique au rez-de-chaussée du bâtiment, ainsi que des travaux de rénovation dans l'escalier d'honneur, la salle à manger du premier étage et la création d'un local technique au deuxième étage.

Afin de pouvoir réaliser cette première phase de travaux, la commune de Castries a sollicité un financement de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 400 000 €.

Compte tenu de la valeur patrimoniale de cet ensemble architectural, et conformément au contrat triennal conclu avec la Région Occitanie dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, il est proposé de répondre favorablement à cette demande.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention à la commune de Castries dans le cadre du projet de rénovation de son Château ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 06/12/17
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20171127-lmc1151920-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

CULTURE – CONVENTION DE GESTION AVEC LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE MONTPELLIER RELATIVE AU PROJET PÉDAGOGIQUE DEMOS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de sa politique d'enseignement artistique et culturel, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité mettre en œuvre le projet pédagogique DEMOS (Dispositif d'Éducation Musicale et Orchestrale à vocation Sociale), initié par la Cité de la musique - Philharmonie de Paris. Ce projet se donne pour objectif d'accompagner une centaine d'enfants, vivant dans des quartiers « Politique de la ville » ou dans des zones rurales éloignées des lieux d'enseignement musical, vers la pratique instrumentale.

La démarche associe des professionnels du champ culturel et du champ social au travers de la présence, au sein des ateliers de pratique musicale, de musiciens, spécialistes dans le domaine artistique, et de référents de terrain, chargés de l'accompagnement des enfants et de leurs familles avant, pendant et après les ateliers.

Ces référents, au nombre de trois dans la Ville de Montpellier, seront déployés sur un quartier, au sein duquel ils auront pour rôle d'assurer l'accompagnement des enfants et de leurs familles, mais aussi de favoriser le développement d'actions sociales dans les structures partenaires (écoles, maisons pour tous, médiathèques), et de participer à des formations d'analyse et d'échanges de pratiques visant à développer les compétences professionnelles propres à ce champ d'intervention.

Afin de bénéficier de l'expertise des services du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville de Montpellier dans ce domaine, il est proposé d'établir une convention qui prévoit que ce dernier s'engage à assurer la gestion et le suivi des missions de ces référents de terrain dans les quartiers Hauts de Massane, Près d'Arènes et Celleneuve, et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution. Le CCAS sera à ce titre l'employeur du personnel concerné et garant des conditions matérielles d'exercice de ces missions.

En contrepartie, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à verser au CCAS la somme de 165 000 € sur la durée du dispositif, soit trois ans (33 000 € en 2017, 55 000 € en 2018 et 2019 et 22 000 € en 2020), somme correspondant à la rémunération des référents de terrain.

Le Comité technique réuni le 14 novembre a donné un avis favorable.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de gestion avec le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier relative au projet pédagogique Démon ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 06/12/17
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20171127-lmc1150142-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

CULTURE – MANDAT SA3M POUR LA RÉALISATION DU NOUVEAU CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence culturelle, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional ainsi que de l'aménagement des espaces publics y afférents sur l'ancien site de la Maternité Grasset, situé 13 avenue du Professeur Grasset à Montpellier.

Par délibération n°13710 du 14 avril 2016, transmise en Préfecture le 18 avril 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), un mandat de réalisation de cet équipement. Ce mandat a été notifié le 7 juin 2016.

Par la même délibération, le Conseil a approuvé le programme de l'opération, son budget et son planning. Il a également autorisé le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre conformément aux dispositions du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le deuxième semestre de l'année 2016 a permis le lancement de la procédure de choix du titulaire du marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional.

Le montant des dépenses engagées au 31 décembre 2016 s'élève à 176 000 € TTC et le bilan actualisé au compte-rendu à la collectivité porte sur un montant de 41 483 000 € TTC, réparti comme suit :

- Etudes : 160 000 € ;
- Travaux et honoraires techniques : 32 332 000 € ;
- Frais divers : 863 000 € ;
- Rémunération du mandataire : 1 331 000 € ;
- Frais financiers : 1 000 € ;
- TVA : 6 795 000 €.

Un avenant n°1 au mandat ayant pour objet de permettre une avance de trésorerie au mandataire est par ailleurs en cours afin d'éviter tous frais financiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération présenté par la SA3M ;
- approuver le montant des dépenses au 31 décembre 2016 ainsi que le nouveau montant prévisionnel de l'opération de 41 483 000 € TTC ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151913-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

CULTURE – MANDAT SA3M POUR L'AMÉNAGEMENT D'UN CENTRE D'ART CONTEMPORAIN À L'HÔTEL MONTCALM DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence culturelle, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de la réalisation d'un Centre d'Art Contemporain, dénommé MoCo, dans l'enceinte de l'hôtel Montcalm, situé rue Joffre à Montpellier.

Par délibération en date du 30 juin 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) un mandat d'études et de réalisation pour ce projet, approuvé le programme, le calendrier et le budget prévisionnels de l'opération de construction, et autorisé la SA3M à engager une procédure concurrentielle avec négociations pour l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre. Le contrat de mandat a été notifié à la SA3M le 22 juillet 2016.

Le programme consiste en la réhabilitation de l'Hôtel Montcalm en Centre d'Art Contemporain.

Le futur équipement comprendra :

- 3150m² de surface utile dont 1500m² dédiés aux espaces d'expositions (3 grands volumes de 320, 380 et 600m²) ;
- un espace restauration-corner-bar avec terrasse extérieure dans le Parc Roblès ;
- des espaces d'agréments aménagés dans le Parc Roblès.

Le contrat de mandat ayant été engagé en juillet, le deuxième semestre 2016 a été consacré au lancement de la procédure de désignation du maître d'œuvre.

Pour les besoins de trésorerie de l'opération, une nouvelle avance de 200 k€ sera positionnée en 2018, et fera l'objet d'un avenant n°1 au contrat de mandat.

Pour le reste, le bilan prévisionnel demeure inchangé à ce stade de l'opération, et s'élève à 6 601 k € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération présenté par la SA3M ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151893-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CO-FINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AXLR - ATTRIBUTION DE SUBVENTION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets a été lancé en 2010 par l'Agence Nationale de la Recherche pour la création de 14 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologie (SATT) sur le territoire national.

Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer la vente des brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé. Cette « valorisation économique » de la recherche peut se faire soit au travers de la création d'entreprises innovantes soit par le biais de partenariat avec des entreprises existantes pour améliorer leur compétitivité.

Le 1er août 2012, la SATT dénommée AxLR a été créée en Languedoc-Roussillon, avec 11 actionnaires : Caisse des dépôts et Consignation, Centre National de la Recherche Scientifique, Université de Perpignan Via Domitia, Université de Nîmes, Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture, Institut de Recherche pour le Développement, Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, Centre International d'Etudes Supérieures en Sciences Agronomiques, Université de Montpellier et Université Paul Valéry.

Elle est dotée d'un fonds de 45 M€ sur 10 ans, au travers du Fonds National de Valorisation (FNV) afin de financer les projets de maturation des établissements de recherche actionnaires en vue d'un transfert technologique vers l'entreprise.

Pour appuyer cette initiative localement, la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent s'engager sur la mobilisation de financements complémentaires au FNV pour un montant de 1 650 000 € sur les projets de maturation initiés au sein d'AxLR pour l'année 2017 selon les modalités suivantes : 150 000 € de Montpellier Méditerranée Métropole, 750 000 € de la Région Occitanie, 750 000 € du FEDER.

Lors des Comités d'Investissement de la SATT AxLR du 29 juin 2017, 4 projets de maturation ayant vocation à aboutir à une création d'entreprise ont été identifiés pour leur intérêt régional et leur potentiel de développement.

- Le projet de maturation TESO VIR : La persistance d'un réservoir viral chez les patients infectés par le HIV est l'obstacle majeur au développement d'une thérapie efficace, le projet ambitionne de développer une nouvelle stratégie thérapeutique visant à éradiquer le réservoir viral et la maladie associée. Porté par la SATT AxLR, ce projet est rattaché aux laboratoires de génétique humaine (IGH) CNRS/UM. Au cours ou à l'issue du programme de maturation, le projet fera l'objet d'une création d'entreprise sur la Métropole de Montpellier.

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 425 222€. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (199 982€), de la Région Occitanie (97 620 €), le FEDER (97 620€) et de Montpellier Méditerranée Métropole (30 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

- Le projet de maturation E-CAT : Le projet E-CAT ambitionne de développer et de commercialiser un petit catamaran électrique à foils, accessible à un large public et procurant des sensations uniques de glisse. Ce véhicule nautique écologique, à mi-chemin entre le stand-up paddle et le scooter des mers, permettra la découverte des zones côtières protégées et autres activités de loisir nautique. Ce projet donnera lieu à la création, de la start up Air to Sea sur la Métropole de Montpellier. Porté par la SATT AxLR, ce projet est rattaché aux laboratoires Institut d'Electronique et des Systèmes IES (UM – CNRS) Laboratoire d'Informatique, de Robotique et de Microélectronique de Montpellier LIRMM (UM-CNRS).

Le budget total du programme est de 435 800 € dont 426 800 € de dépenses éligibles au titre des financements FEDER, Région et Métropole. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (384 350 €), de la Région Occitanie (69 690 €), le FEDER (69 690 €) et de Montpellier Méditerranée Métropole (10 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

- Le projet de maturation DIVINS Les anévrismes cérébraux dont la base est large (à collet large) sont difficilement traitables : les dispositifs endovasculaires proposés actuellement aux patients ne sont pas toujours appropriés et entraînent quelquefois une rupture retardée. Le projet DIVINS propose un dispositif innovant qui combine les avantages de deux dispositifs déjà existants afin de permettre une meilleure prise en charge des anévrismes intracrâniens à collet large.

L'objectif du programme de maturation standard est de proposer une première version du prototype DIVINS et d'évaluer son efficacité dans un modèle d'anévrisme chez le cochon ce qui permettra également d'apporter les prérequis à un futur marquage FDA/CE pour la start-up qui sera créée sur la Métropole de Montpellier à l'issue des développements. Porté par La SATT AxLR ce projet est rattaché au Laboratoire de Génie de Mécanique et de Génie Civil (LMGC).

Le budget total du programme est de 300 764 € dont 259 044 € de dépenses éligibles au titre des financements FEDER, Région et Métropole. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (210 098 €), de la Région Occitanie (37 833 €), le FEDER (37 833 €) et de Montpellier Méditerranée Métropole (15 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

- Le projet de maturation Rogowski : Les pathologies neurodégénératives de type Alzheimer et les maladies apparentées entraînent une détérioration progressive des cellules nerveuses provoquant des symptômes de démences. À l'heure actuelle, il n'existe aucun traitement permettant de guérir de la démence ou d'en modifier l'évolution. Le projet a pour objectif de poursuivre l'optimisation et le développement de composés moléculaires ciblant une enzyme exprimée dans les neurones dont la fonction est critique pour la régulation des microtubules.

Cette cible thérapeutique originale satisfait beaucoup de critères de convergence pour engager le développement d'un candidat médicament pour traiter des maladies neurodégénératives et envisager la création d'une entreprise sur Montpellier. Porté par La SATT AxLR ce projet est rattaché Institut de Génétique Humaine CNRS UPR1142.

Le budget total du programme est de 318 000 € dont 318 000 € de dépenses éligibles au titre des financements FEDER, Région et Métropole. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (230 770 €), de la Région Occitanie (38 615 €), le FEDER (38 615 €) et de Montpellier Méditerranée Métropole (10 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

Après avis favorable du Comité d'investissement et sous réserve de l'approbation du Conseil d'Administration de la SATT AxLR sur le financement, il est proposé d'apporter une contribution à ce projet qui répond à l'objectif encouragé par la Métropole, de favoriser la création d'emplois durables sur son territoire.

D'un montant total de 65 000 €, le financement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra sous forme de subvention correspondant aux dépenses, telles que présentées dans les annexes financières des conventions de financement du projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions de financement et l'attribution des subventions des projets de maturation ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1150836-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU
TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – RÉFECTION DE L'ALLÉE JULES MILHAU À MONTPELLIER - OFFRE DE CONCOURS FINANCIER DE LA SNC POLYGONE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'allée Jules Milhau, appelée communément « dalle du Triangle » est un espace appartenant aux parties communes de la copropriété privée de l'immeuble du Triangle, ouvert au public sur la base d'une servitude de passage public accordée à la Ville de Montpellier par la copropriété le 10 avril 1975 dans le cadre de la vente des lots nécessaires à la réalisation de l'ancienne ZAC Michelet - Paladium.

L'allée Jules Milhau est stratégiquement positionnée et constitue le maillon principal de l'axe piétonnier urbain entre le cœur de ville historique, la place de la Comédie, et les nouveaux quartiers, notamment Antigone. Elle dessert également directement l'entrée principale du centre commercial du Polygone. Permettant le passage de l'ordre de 100 000 piétons par jour, la dalle du Triangle n'a pas fait l'objet de travaux lourds de reprise depuis l'ouverture de l'ensemble immobilier en 1977.

La création de Montpellier Méditerranée Métropole et le transfert associé de la compétence « espace public – voirie » a entraîné de plein droit la reprise des droits et obligations de la Ville par la Métropole, tirés de la servitude de passage du 10 avril 1975. Le droit de passage piétons, opérant sur les différents niveaux des parties communes du Triangle, et le droit de passage pour les véhicules de secours et de service exclusivement dévolu au niveau 35,30 NGF dit « Triangle Haut », sont notamment consentis moyennant l'entretien, la réfection et l'éclairage des parties grevées.

La copropriété de l'ensemble immobilier du Triangle conserve pour sa part l'ensemble des obligations liées aux travaux, à l'entretien et la gestion de tout autre espace, en ce compris toutes les sous-faces du revêtement de l'allée Jules Milhau.

La copropriété, face au constat de l'usure des dispositifs d'étanchéité de la dalle dont l'entretien lui incombe, étudie à ce jour des solutions techniques en vue de réaliser les importants travaux de reprise nécessaires. Le lancement d'une première phase d'études techniques visant cet objet est envisagé lors de l'assemblée générale extraordinaire de copropriété programmée le 29 novembre prochain.

Par ailleurs, la copropriété appelée « Ensemble immobilier du centre commercial et des parkings du Polygone », propriétaire du centre commercial qui a ouvert ses portes en 1975 et a fait l'objet d'une surélévation en 1996, dont l'entrée principale est desservie via l'allée Jules Milhau, projette, à l'horizon 2018-2019, une rénovation complète du centre, de ses façades et de ses abords immédiats.

A ce titre, la Ville de Montpellier, copropriétaire de cet ensemble immobilier en qualité de détenteur des parkings initialement affectés à l'ancien Hôtel de Ville, a décidé, par délibération du 26 janvier 2017, de cofinancer le projet de rénovation comprenant la mise aux normes règlementaire des parkings.

Dans un contexte favorable de volonté de participation à un projet de requalification urbaine des partenaires riverains de l'allée Jules Milhau, tenant l'état fortement dégradé des surfaces vues et des sous-faces de l'allée, et tenant les obligations de la Métropole dans le cadre de la servitude du 10 avril 1975 sur un passage public très fortement usité, la SNC Le Polygone, Société en Nom Collectif, copropriétaire de l'ensemble immobilier du Polygone, a proposé à la Métropole, dans la mesure où celle-ci s'engagerait à procéder aux études et travaux de réfection du revêtement de la dalle du Triangle et des accessoires qui lui incombent, de participer financièrement à l'opération.

Etant donné le caractère spécialement et directement intéressé de la SNC Le Polygone à la réalisation de l'opération, cette dernière propose à la Métropole la signature d'une convention d'offre de concours, conditionnée à la réalisation de l'opération entre 2018 et fin 2019, à hauteur de 50 % du montant de l'opération qui incomberait à cette dernière.

Au stade des études de programmation, le montant total prévisionnel d'opération qui devrait être entièrement à la charge de la Métropole est estimé à 2 053 752 € HT. La participation prévisionnelle de la SNC Le Polygone s'élèverait en conséquence à 1 026 876 € HT ramenant la charge nette de la Métropole au même montant.

Le programme prévisionnel de l'opération porte principalement sur les études techniques et travaux relatifs à la réfection du revêtement de la dalle, au réaménagement des jardinières, et du mobilier urbain et au cofinancement des primes d'assurances associées.

L'engagement par la SNC Le Polygone, représentée à la convention par son gérant, la SAS SOCRI Promotions, est toutefois principalement conditionné à un début d'exécution de l'opération avant le mois de juin 2018 pour un achèvement au 2ème semestre 2019 et la nécessité d'une revoyure en cas de modification du programme d'intervention ou de surcoûts d'opération.

Aussi, sous couvert de décision favorable de la copropriété de l'ensemble immobilier Le Triangle en vue de la réalisation de l'opération, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'offre formulée par la SNC Le Polygone concourant au financement de l'opération de réfection du revêtement de la dalle du Triangle dans la limite fixée par la servitude du 10 avril 1975 et les obligations d'entretien du domaine public métropolitain immédiatement adjacent.

Cette acceptation n'obère pas d'autres participations possibles à l'opération.

La Ville sera appelée à cofinancer à hauteur de 49 % le reliquat à la charge de la Métropole soit 503 169 € HT prévisionnels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accepter l'offre de concours financier, à hauteur de 50% du montant prévisionnel de l'opération, proposée par la SNC Le Polygone en vue de la réalisation de l'opération de réfection de la dalle du Triangle conformément aux termes dont le projet de convention est joint en annexe ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 06/12/17
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20171127-lmc1152326-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
INSTAURATION D'UNE TAXE D'AMÉNAGEMENT À TAUX MAJORÉ DANS LE
SECTEUR MONTCALM - VILLE DE MONTPELLIER - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°13373 du 12 novembre 2015, le Conseil de Métropole a fixé le taux de la taxe d'aménagement à 5% sur l'ensemble des communes de son territoire. Elle a également majoré ce taux dans certains secteurs notamment des communes de Lattes et de Montpellier.

En effet, l'article L331-15 du Code de l'urbanisme précise que « le taux de la part [...] intercommunale de la taxe d'aménagement peut être augmenté jusqu'à 20 % dans certains secteurs par une délibération motivée, si la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux ou la création d'équipements publics généraux est rendue nécessaire en raison de l'importance des constructions nouvelles édifiées dans ces secteurs ».

La Ville de Montpellier souhaite encourager et accompagner son développement urbain, toujours soutenu en raison d'un dynamisme démographique important, tout en s'assurant de la qualité des équipements publics indispensables pour offrir à tous les habitants les services requis.

C'est ainsi qu'en réponse au programme prévisionnel de constructions envisagé dans plusieurs secteurs de la Ville de Montpellier, de nombreux travaux de voirie, de réseaux divers et d'équipements publics généraux sont rendus nécessaires.

C'est le cas notamment du secteur du Parc Montcalm, situé à l'Ouest du centre-ville de Montpellier, sur lequel il est proposé d'instaurer un nouveau périmètre de taxe d'aménagement à taux majoré tel que délimité sur le plan annexé et présenté comme suit.

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants, la reconversion de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) constitue l'un des projets majeurs que mène la Commune en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité et la présence d'un grand parc, le parc Montcalm.

S'étirant sur une superficie de 20 hectares, le projet de réaménagement du parc Montcalm est conçu par la superposition de trois enjeux :

- le paysage avec notamment le maintien des alignements d'arbres et des massifs boisés les plus significatifs,
- les usages de loisirs et sportifs avec le maintien, la reconstitution et la création d'équipements sportifs et récréatifs,
- l'hydraulique avec la création de bassins d'écroulement des crues pour protéger à l'amont et à l'aval, le quartier environnant des débordements du Lantissargues.

Face à ces enjeux, l'aménagement du parc consistera à :

- en matière hydraulique, réaliser 7 bassins d'écroulement des crues d'un volume de rétention mobilisable d'environ 27 400 m³. Le premier bassin sera alimenté par un déversoir latéral, les autres bassins se rempliront ensuite successivement. L'évacuation se fera par le dernier bassin situé en aval et relié au Lantissargues par un ouvrage de régulation et une surverse de sécurité ;

- au niveau du paysage, à s'inspirer de la géométrie du parc actuel, avec ses lignes d'arbres et ses cheminements en grille. Le nouveau dessin du parc reprend ces lignes existantes, les prolongent et forment des cadres qui dessinent ainsi une famille de jardins rectangulaires. Les alignements d'arbres définissent donc des jardins et bordent des allées. Ces allées plantées peuvent varier en dimension et en usage. Les espaces les plus larges (10 à 15 m) sont des espaces de circulation mais peuvent aussi accueillir des programmes sportifs ou récréatifs, les allées les plus étroites (3m) sont des espaces de déambulation et de découverte du parc ;

- en matière sportive, la nouvelle programmation a été conçue à partir de la lecture des activités qui se déroulent actuellement dans le parc (basket-ball, tambourin, athlétisme/course à pied, tennis, bike polo, et en y rajoutant de nouveaux usages : parcours sportif, skate-park, course d'orientation, terrains de pétanque associés à des aires de jeux pour enfants, des espaces de détente, et des aires de pique-nique,... L'objectif est de faire de cet espace un lieu de convivialité qui soit appropriable par tous en fonction des envies. Il s'agit en effet de concilier des lieux ombragés et des milieux ouverts, des espaces équipés d'aires de jeux, de terrains de sports et des espaces dégagés et naturels.

L'ampleur des dimensions de ce parc, la qualité des aménagements prévus, la diversité des équipements offerts et l'intensité qu'il dégagera feront que sa proximité sera recherchée. Aussi, vivre à son contact, travailler dans ses environs apparaîtront comme de véritables atouts et seront de nature à faire évoluer en douceur ce quartier vers une plus grande densité au fur et à mesure de son réaménagement. Au total, environ 800 logements soit 48 000 m² de surface de plancher pourraient être réalisés de manière diffuse sur le périmètre considéré, en dehors de la ZAC, notamment sous la forme d'opérations de renouvellement urbain (agrandissement/extension ou démolition/reconstruction). Cette évolution se fera progressivement et sera encadrée par les règles du nouveau Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) en cours d'élaboration.

Le coût total des aménagements du parc est estimé à 23 400 000 € dont une partie est directement financée dans le cadre de la ZAC EAI. Le montant restant à financer est assuré par la Ville de Montpellier à hauteur de 9 700 000 € dans le cadre des participations pour équipements publics. Dans la mesure où les nouveaux logements, situés à proximité de ce parc et hors de la ZAC, rendent également nécessaires les aménagements et équipements publics tels que prévus sur ce secteur, il apparaît tout à fait opportun que sa densification contribue à la prise en charge de ces équipements publics.

Au regard de ce programme d'équipements publics et en tenant compte des constructions prévisionnelles sur ce secteur aux abords du Parc Montcalm, la part maximale des travaux d'équipements pouvant être mise à la charge des constructeurs des nouveaux logements est estimée à 5 076 000 €.

En conséquence, conformément aux dispositions de l'article L 331-15 du Code de l'urbanisme, il est proposé de majorer le taux de la taxe d'aménagement dans ce secteur à 20%, venant se substituer au taux général de 5% établi sur le reste de la Métropole.

Le produit de la taxe d'aménagement à taux majoré sera intégralement perçu par Montpellier Méditerranée Métropole, qui versera ensuite la quote-part correspondante aux montants des équipements publics communaux à réaliser dans ce secteur à la Ville de Montpellier.

Il convient de rappeler que les exonérations de taxe d'aménagement (obligatoires et facultatives) ainsi que la majoration de la valeur forfaitaire des places de stationnement en surface, votées par le Conseil de Métropole dans sa délibération du 12 novembre 2015 continuent à s'appliquer sur ce secteur de taxe d'aménagement majorée.

Par ailleurs, toutes les majorations de taxe d'aménagement ou autres exonérations ou majorations exceptionnelles de taxe d'aménagement fixées par le Conseil de Métropole préalablement à la présente délibération restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- majorer le taux de taxe d'aménagement dans le quartier du Parc Montcalm tel que délimité sur le plan joint en annexe de la présente délibération à 20% ;
- reporter la délimitation de ce périmètre dans les annexes du PLU de Montpellier à titre d'information,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme S. JANNIN.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1152175-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
INSTAURATION D'UNE TAXE D'AMÉNAGEMENT MAJORÉE DANS LE QUARTIER
SAINT MARTIN - VILLE DE MONTPELLIER - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°13373 du 12 novembre 2015, le Conseil de Métropole a fixé le taux de la taxe d'aménagement à 5% sur l'ensemble des communes de son territoire. Elle a également majoré ce taux dans certains secteurs notamment des communes de Lattes et de Montpellier.

En effet, l'article L331-15 du Code de l'urbanisme précise que « *le taux de la part [...] intercommunale de la taxe d'aménagement peut être augmenté jusqu'à 20 % dans certains secteurs par une délibération motivée, si la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux ou la création d'équipements publics généraux est rendue nécessaire en raison de l'importance des constructions nouvelles édifiées dans ces secteurs* ».

La Ville de Montpellier souhaite encourager et accompagner son développement urbain, toujours soutenu en raison d'un dynamisme démographique important, tout en s'assurant de la qualité des équipements publics indispensables pour offrir à tous les habitants les services requis.

C'est ainsi qu'en réponse au programme prévisionnel de constructions envisagé dans plusieurs secteurs de la Ville de Montpellier, de nombreux travaux de voirie, de réseaux divers et d'équipements publics généraux sont rendus nécessaires.

C'est le cas notamment du secteur Saint-Martin, situé dans le quartier Près d'Arènes à Montpellier, sur lequel il est proposé d'instaurer un nouveau périmètre de taxe d'aménagement à taux majoré tel que délimité sur le plan annexé et présenté comme suit.

Le territoire compris entre les avenues des Prés d'Arènes, de l'Abrivado, de Palavas, Albert Dubout et boulevard de la Perruque fait actuellement l'objet d'une forte pression immobilière, du fait, notamment, de l'arrivée de la ligne 4 du tramway en 2012, mais aussi de la situation du quartier, à proximité immédiate de l'A709 et d'équipements structurants tels que la gare ou l'hôtel de Ville et à l'interface de quartiers très dynamiques (quartiers Port Marianne, Nouveau St Roch, Restanque etc...).

De nombreuses mutations urbaines sont intervenues ces dernières années et ont amené à la création de logements nouveaux, entraînant la saturation progressive des écoles du secteur. Cette pression foncière n'a pu être correctement régulée, notamment du fait de la suppression du coefficient d'occupation du sol à travers la loi relative à l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (dite loi ALUR). Compte tenu de la situation du quartier et de sa desserte, la Ville de Montpellier souhaite encourager son développement

Les réflexions engagées en matière de programmation urbaine et de potentiel foncier sur ce secteur ont permis de calibrer le programme prévisionnel de construction à moyen terme à environ 27 000 m² de surface de plancher, soit environ 450 logements supplémentaires qui pourraient être réalisés de manière diffuse sur le périmètre considéré, notamment sous la forme d'opérations de renouvellement urbain (agrandissement/extension ou démolition/reconstruction).

Le développement de ces nouveaux logements nécessite la création d'environ cinq classes d'enseignement primaire supplémentaires à moyen terme. Ces nouvelles classes à créer ne sont aujourd'hui pas localisées précisément car elles seront ouvertes en fonction des besoins réels constatés dans le périmètre concerné : elles pourront par conséquent aussi bien être créées au sein d'un groupe scolaire existant aujourd'hui ou bien trouver leur place au sein d'un nouveau groupe scolaire à créer.

D'autres aménagements, notamment les espaces verts de proximité du Lantissargues, ainsi que des évolutions de la voirie et du pont sur le Lantissargues sont nécessaires pour contribuer à améliorer l'aménagement paysager de ce secteur.

Le coût total de ces aménagements est estimé à environ 6 400 000 €. Dans la mesure où les nouveaux logements vont impliquer des aménagements et équipements publics tels que prévus sur ce secteur, il apparaît tout à fait opportun que sa densification contribue à la prise en charge de ces équipements publics.

Au regard de ce programme d'équipements publics et en tenant compte des constructions prévisionnelles sur ce secteur, la part maximale des travaux d'équipements pouvant être mise à la charge des constructeurs des nouveaux logements est estimée à 2 855 250 €.

En conséquence, conformément aux dispositions de l'article L 331-15 du Code de l'urbanisme, il est proposé de majorer le taux de la taxe d'aménagement dans ce secteur à 20%, venant se substituer au taux général de 5% établi sur le reste de la Métropole.

Le produit de la taxe d'aménagement à taux majoré sera intégralement perçu par Montpellier Méditerranée Métropole, qui versera ensuite la quote-part correspondante aux montants des équipements publics communaux à réaliser dans ce secteur à la Ville de Montpellier.

Il convient de rappeler que les exonérations de taxe d'aménagement (obligatoires et facultatives) ainsi que la majoration de la valeur forfaitaire des places de stationnement en surface, votées par le Conseil de Métropole dans sa délibération du 12 novembre 2015 continuent à s'appliquer sur ce secteur de taxe d'aménagement majorée.

Par ailleurs, toutes les majorations de taxe d'aménagement ou autres exonérations ou majorations exceptionnelles de taxe d'aménagement fixées par le Conseil de Métropole préalablement à la présente délibération restent inchangées

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- majorer le taux de taxe d'aménagement dans le quartier Saint Martin tel que délimité sur le plan joint en annexe de la présente délibération à 20%,
- reporter la délimitation de ce périmètre dans les annexes du PLU de Montpellier à titre d'information,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire
Publié le : 06/12/17
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20171127-lmc1152178-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
INSTAURATION D'UNE TAXE D'AMÉNAGEMENT MAJORÉE AUX ABORDS DE LA
LIGNE 5 DE TRAMWAY - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°13373 du 12 novembre 2015, le Conseil de Métropole a fixé le taux de la taxe d'aménagement à 5% sur l'ensemble des communes de son territoire. Elle a également majoré ce taux dans certains secteurs notamment de Lattes et de Montpellier.

En effet, l'article L331-15 du Code de l'urbanisme précise que « *le taux de la part [...] intercommunale de la taxe d'aménagement peut être augmenté jusqu'à 20 % dans certains secteurs par une délibération motivée, si la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux ou la création d'équipements publics généraux est rendue nécessaire en raison de l'importance des constructions nouvelles édifiées dans ces secteurs* ».

La Ville de Montpellier souhaite encourager et accompagner son développement urbain, toujours soutenu en raison d'un dynamisme démographique important, tout en s'assurant de la qualité des équipements publics indispensables pour offrir à tous les habitants les services requis.

C'est ainsi qu'en réponse au programme prévisionnel de constructions envisagé dans plusieurs secteurs de la Ville de Montpellier, de nombreux travaux de voirie, de réseaux divers et d'équipements publics généraux sont rendus nécessaires.

C'est le cas notamment du secteur situé au Nord de Montpellier, aux abords de la future ligne 5 du tramway, sur lequel il est proposé d'instaurer un nouveau périmètre de taxe d'aménagement à taux majoré tel que délimité sur le plan annexé et présenté comme suit.

L'opération de construction de la 5^{ème} ligne de tramway constitue un projet majeur pour la Métropole, non seulement par l'offre supplémentaire de déplacement que représente l'infrastructure, mais aussi parce qu'elle répond à plusieurs objectifs :

- poursuivre la couverture spatiale du territoire et la construction d'un réseau maillé performant de transports publics notamment pour diminuer la dépendance automobile,
- s'intégrer dans une stratégie urbaine globale,
- assurer des dessertes de qualité des grands équipements de la Métropole dont les établissements scolaires, les pôles universitaires et de recherche dans le cadre du plan Campus, des pôles d'emploi,
- prendre en compte le désenclavement des quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville,
- inscrire le réseau de tramway dans une perspective de desserte des communes périurbaines du territoire de la Métropole.

Ce futur réseau renforcera le caractère structurant des transports en commun dans le système de déplacements, accroîtra leur rôle en permettant l'accès à un grand nombre de pôles d'activités pour l'ensemble des habitants de la ville de Montpellier notamment.

Ce corridor de Lavérune à Clapiers, se développe sur 15,7 kilomètres, dont environ 3,3 kilomètres sur la partie Nord du territoire Montpelliérain.

Les réflexions engagées en matière de programmation urbaine et de potentiel foncier sur ce secteur ont permis de calibrer le programme prévisionnel de construction à moyen terme à environ 150 000 m² de surface de plancher, soit environ 2500 logements qui pourraient être réalisés de manière diffuse sur le périmètre considéré, notamment sous la forme d'opérations de renouvellement urbain (agrandissement/extension ou démolition/reconstruction).

Ces futures constructions nécessiteront le réaménagement des rues empruntées avec des aménagements urbains ou la réalisation d'espaces publics de qualité.

La redistribution de l'espace public qui bénéficiera en premier lieu aux circulations douces implique que les cheminements piétons soient largement repris et améliorés et l'aménagement systématique d'un itinéraire cyclable à proximité de la ligne.

Des mesures sont également intégrées dans le projet pour apporter les évolutions nécessaires au plan de circulation et prendre en compte les contraintes hydrauliques, notamment dans le cadre de la lutte contre les inondations.

Le coût des travaux de construction de la ligne 5 du tramway, sur la portion située sur la partie Nord du territoire de Montpellier (soit 3,3 kilomètres environ) est estimé à environ 82 500 000 €.

Dans la mesure où les nouveaux logements vont impliquer la réalisation d'aménagements et équipements publics tels que prévus sur ce secteur, il apparaît tout à fait opportun que la densification du secteur aux abords de la ligne 5 du tramway contribue à la prise en charge de ces équipements publics.

Au regard de ce programme d'équipements publics et en tenant compte des constructions prévisionnelles sur ce secteur aux abords de la ligne 5 du tramway sur le territoire de Montpellier, la part maximale des travaux d'équipements pouvant être mise à la charge des constructeurs des nouveaux logements est estimée à environ 15 862 500 €.

En conséquence, conformément aux dispositions de l'article L 331-15 du Code de l'urbanisme, il est proposé de majorer le taux de la taxe d'aménagement dans ce secteur à 20%, venant se substituer au taux général de 5% établi sur le reste de la Métropole.

Il convient de rappeler que les exonérations de taxe d'aménagement (obligatoires et facultatives) ainsi que la majoration de la valeur forfaitaire des places de stationnement en surface, votées par le Conseil de Métropole dans sa délibération du 12 novembre 2015, continuent à s'appliquer sur ce secteur de taxe d'aménagement majorée.

Par ailleurs, toutes les majorations de taxe d'aménagement ou autres exonérations ou majorations exceptionnelles de taxe d'aménagement fixées par le Conseil de Métropole préalablement à la présente délibération restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- majorer le taux de taxe d'aménagement aux abords de la future ligne 5 du tramway tel que délimité sur le plan joint en annexe de la présente délibération à 20% ;
- reporter la délimitation de ce périmètre dans les annexes du PLU de Montpellier à titre d'information ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire
Publié le : 06/12/17
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20171127-lmc1152181-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE CASTRIES - ZAC DES SAURÉDES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA3M - CONCESSIONNAIRE AUPRÈS DE LA BANQUE CRÉDIT COOPÉRATIF - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a initié depuis 2003 une démarche d'études urbaines communales. Ces études, dont la maîtrise d'ouvrage est assumée par les communes, constituent les applications concrètes du SCoT sur le territoire. Conduites en amont des démarches opérationnelles, elles ont vocation à permettre la meilleure articulation possible entre les documents de planification de Montpellier Méditerranée Métropole (SCoT, PLH, PDU, schéma directeur d'assainissement...), les documents d'urbanisme (PLU) et les opérations d'aménagement. L'objectif final est d'aboutir à la mise en œuvre de projets d'aménagement ambitieux, particulièrement respectueux de l'identité des sites d'intervention.

A cet effet la Commune de Castries a conduit en 2008 avec l'accompagnement de la Métropole les études urbaines nécessaires pour anticiper son développement. Il en découle un certain nombre d'actions urbaines notamment sur cinq secteurs d'extension de zones d'habitat, plus ou moins importants et en particulier celui des Saurèdes.

L'aménagement du secteur d'extension Sud-ouest, bordé par la Cadoule, doit être en phase avec les enjeux environnementaux du XXIème siècle.

Les objectifs d'aménagements concernent la diversification de l'offre en logements, la maîtrise de l'extension urbaine du village, l'optimisation des équipements, des liaisons avec le tissu urbain proche, et l'aménagement d'espaces publics paysagers de proximité. Ces objectifs permettent également de répondre aux enjeux qui ont été définis par le SCoT :

- Eviter l'étalement urbain en définissant clairement les limites entre espaces urbains et espaces naturels et agricoles ;
- Organiser un réseau viaire adapté au trafic et s'appuyer sur des voies mixtes majorant la part modale des modes doux ;
- Reconstituer des liens fonctionnels entre les espaces verts de la ville (peu nombreux) et les grands ensembles naturels en périphérie.

Par délibération du 07 juin 2010, la commune de Castries confiait à la SAAM, devenue SA3M, un mandat d'études destiné à définir notamment le programme et les modalités de réalisation de l'opération d'aménagement... Les études produites lors de ce mandat ont abouti à la production d'un dossier de création de ZAC, dont le bilan de la concertation et l'objet de ce dossier ont été approuvés par le Conseil Municipal de Castries en janvier 2012.

Ces interventions s'inscrivent ainsi dans la définition d'une action ou opération d'aménagement, telle que définies à l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme, permettant notamment et concomitamment la mise en œuvre d'un projet urbain et d'une politique locale de l'habitat, le renouvellement urbain et la sauvegarde ou la mise en valeur du patrimoine bâti, non bâti ou naturel.

La SAAM, devenue SA3M, a été attributaire de la concession d'aménagement en mars 2012 et, par la même, a lancé les acquisitions foncières ainsi que les études d'urbanismes et techniques.

Le programme de cette opération de 190 logements est basé sur le principe de mixité :

- Mixité sociale avec une offre comprenant 30% de logements locatifs sociaux, et 20 % de logements abordables ;
- Typologie d'habitat variée : petits collectifs (R+2) et individuels groupés (R+1).

Le quartier, organisé autour d'un parc paysager remplissant une fonction hydraulique, offre un cadre de vie de qualité à la hauteur de la réputation du village.

Etendue sur une superficie de 5 hectares, cette opération est en phase de maîtrise foncière. Les principales acquisitions sont échelonnées sur fin 2013 et 2014.

Les travaux de viabilisation commenceront en 2015 (0,6M€) et se poursuivront jusqu'en 2020.

Organisée en deux tranches de commercialisation, la première a débuté en 2015, sachant que leur volume et la variété de leur offre (individuels/collectifs, social/libre) sont équivalents.

Afin de financer la maîtrise foncière nécessaire à cette opération et les travaux de viabilisation, la SA3M a sollicité auprès du Crédit Coopératif un prêt d'un montant de 1 000 000 € dès le premier trimestre 2018 et pour une durée de 3 ans.

Le traité de concession d'aménagement entre la Commune de Castries et la SA3M, prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC), au profit de la collectivité concédante.

Au titre de sa compétence en matière politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole peut intervenir pour favoriser les objectifs de mixité sociale dans l'habitat notamment par le biais de subventions pour surcoût de charges foncières ou de garanties d'emprunt.

Etant donné l'intérêt pour Montpellier Méditerranée Métropole de promouvoir l'aménagement de l'espace et une politique de l'habitat cohérents, elle souhaite assurer dans les meilleures conditions l'accompagnement de la démarche de la commune à travers cet aménagement.

Il est proposé à l'assemblée délibérante d'accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 80 % pour le remboursement du prêt destiné à financer la ZAC des Saurèdes située sur la Commune de Castries et d'un montant total de 1 000 000 euros souscrit par la SA3M, emprunteur auprès de la banque Crédit Coopératif.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Prêteur : Crédit Coopératif,
- Montant attribué : 1 000 000 Euros,
- Durée totale : 3 ans,
- Taux fixe : 0.25 %,
- Un an de différé d'amortissement,
- Périodicité des échéances : semestrielle,
- Amortissement constant,
- Frais de dossier : 2 000 € TTC,
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%.

La garantie est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple du Crédit Coopératif, la Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement. La Métropole s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la garantie d'emprunt, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code Général des Collectivités Territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme ;
- garantir 80% de l'emprunt de 1 000 000 euros sollicité par la SA3M auprès du Crédit Coopératif ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir au contrat de prêt et à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151595-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SECTEUR DE LA MOGÈRE - CAMBACÈRES - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - GARANTIE D'EMPRUNT À SA3M - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le site du quartier CAMBACERES (Mogère), localisé sur les communes de Montpellier et de Lattes, est traversé par les deux grandes infrastructures « jumelées » que sont l'autoroute A9 déplacée, mise en service en mai 2017 et le contournement ferré Nîmes-Montpellier (CNM) pour une livraison prévue fin 2017.

Il constitue aussi et surtout le site d'accueil de la future gare nouvelle - Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) - pour laquelle SNCF-R (SNCF-Réseau, anciennement RFF), a signé un contrat de partenariat le 4 février 2015 avec le groupement formé par ICADE, pour assurer sa conception, sa construction, son entretien, sa maintenance et son financement. La mise en service de la gare est prévue en juillet 2018.

De ce fait, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) a identifié ce territoire comme un site stratégique en termes d'aménagement du territoire. A ce titre, son aménagement relève de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole a contracté, par délibération du 24 septembre 2013, une concession d'aménagement avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) – devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - et créé une ZAC sur 60ha, notamment pour assurer l'aménagement, la desserte et la viabilité du Pôle d'Echanges Multimodal à échéance de sa livraison.

La concession d'aménagement prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être accordée par Montpellier Méditerranée Métropole, au service des intérêts et tous frais y afférent ainsi qu'au remboursement des emprunts contractés par la SA3M pour la réalisation de l'opération. Cette garantie peut en outre être demandée à d'autres personnes, notamment à tout actionnaire de la SA3M. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au profit de la collectivité concédante.

Aussi, la SA3M après qu'elle ait organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt d'un montant de 2 500 000 €, à contracter auprès du Crédit Coopératif destiné au financement de l'opération.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

Montant : 2.500.000 € ;
Durée : 7 ans ;
Différé d'amortissement sur 2 ans ;
Taux fixe : 0.50% ;
Périodicité : semestrielle ;
Frais de dossier : 5 000 € TTC ;
Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%.

Au cas où la SA3M pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêt aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la garantie d'emprunt à la SA3M, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code Général des collectivités territoriales,
- garantir 80% de l'emprunt de 2 500 000 € sollicité par la SA3M auprès du Crédit Coopératif, soit 2 000 000 € ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir au contrat de prêt et à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151866-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL - APPROBATION DE LA CONVENTION DE PUP AVENUE DE MIREVAL PC N° 3433717V0068 À CONCLURE AVEC LA SARL ACCIM - CONVENTION DE RÉVERSION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

La SARL ACCIM a déposé un permis de construire N°3433717V0068 en date du 9 septembre 2017, sur les parcelles cadastrées : AK440 et AK 441, avenue de Mireval sur le territoire de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, d'une superficie de 1318 m² sur laquelle elle envisage de réaliser une opération de construction. L'opération consiste en la création de 11 logements avec une surface de plancher de 607 m².

Il apparaît que l'opération, objet du Permis de Construire, se situe dans un périmètre de Projet Urbain Partenarial institué par une délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°13988 du 21 juillet 2016, qui a délimité ce périmètre de PUP et les modalités de partage des coûts des équipements mis à la charge des constructeurs concernés. Ceux-ci concernent des équipements publics de voirie et réseaux et de bâtiments publics collectifs.

L'opération, objet du Permis de Construire, rend nécessaire un certain nombre d'équipements publics qui consistent d'une part en la réalisation d'aménagement de voirie et réseaux et d'autre part en la réalisation des équipements collectifs.

Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL ACCIM, futur constructeur, se sont entendus pour conclure ensemble une convention de projet urbain partenarial au sens de l'article L. 332-11-3 du Code de l'urbanisme.

La SARL ACCIM s'engage, dans le cadre de la mise en œuvre des autorisations administratives nécessaires à la bonne réalisation de l'opération, à verser la fraction du coût des équipements publics nécessaires aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre défini à l'article 2 de la convention.

Cette fraction est estimée comme suit :

Voiries et réseaux :

- 7 454 € HT pour la réalisation d'aménagement de voirie avenue de Mireval,
- 12 260 € HT : pour le renforcement du réseau ERDF.

Equipements Collectifs de superstructures :

La population amenée par l'opération projetée est évaluée à 28 habitants dont environ 6 enfants.

L'apport de population représente 0.00298 % de la population de Villeneuve-lès-Maguelone (9 400 habitants). Aussi il est mis à la charge du constructeur :

- 0,416 places de crèches dans la nouvelle structure créée dont le montant des travaux est évalué à 1.650.000€ soit 12.500 € HT à la charge du constructeur,
- création des nouvelles salles d'activités et équipements sportifs acquises au montant de 1.600.000 € représentant 4 766 € HT à la charge du constructeur.

En conséquence, la participation financière totale mise à la charge de la SARL ACCIM pour la réalisation d'équipements publics rendus nécessaires par l'opération s'élève à la somme de : **36 980 € HT.**

Il est précisé que l'ensemble des équipements publics de voirie relèvent de la compétence de la Métropole, et que les équipements de superstructures relèvent de la compétence communale.

Il convient donc d'établir une convention de reversement des produits issus de la convention de PUP à la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour les équipements relevant de sa compétence. Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à reverser à la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, la somme de 17 266 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial à conclure entre la SARL ACCIM et Montpellier Méditerranée Métropole et notamment le montant de sa participation, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2018 ;
- approuver le projet de convention de reversement des produits du Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour les équipements relevant de sa compétence ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les deux conventions précitées ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151842-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE
MÉTROPOLE ET LA SOCIÉTÉ SÉQUOIA - OPÉRATION SISE 2715 AVENUE ETIENNE
MÉHUL À MONTPELLIER - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, la Métropole et la Ville de Montpellier incitent à la requalification des quartiers en favorisant la mixité urbaine et sociale avec la création de logements notamment sociaux. La mutation urbaine de la parcelle OC 37 située au 2715 Avenue Etienne Méhul, s'inscrit dans cette perspective.

Entre la ZAC Garosud et la ZAC des Grisettes, cette parcelle d'une superficie d'environ 4214 m², desservie par la ligne 2 du tramway (arrêt Sabine), fait face au quartier des Grisettes. Elle est occupée aujourd'hui par un entrepôt. Dans ce contexte, un projet prévoyant la construction d'un ensemble immobilier est porté par la Société Séquoia.

Ce projet consiste en la démolition de l'entrepôt existant pour réaliser environ 90 logements (dont 30 seront affectés au logement social). Une demande de permis de construire sera déposée dans ce but par la Société Séquoia.

A l'articulation entre le quartier des Grisettes et Garosud, ce projet implique cependant la requalification de l'espace public au droit de l'opération, par la réalisation des aménagements et de réseaux d'une partie de l'avenue Etienne Méhul.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions du projet porté par la Société Séquoia, les articles L. 332-11-3 et suivants et R. 332-25-1 et suivants du Code de l'urbanisme permettent la conclusion entre la Société Séquoia et Montpellier Méditerranée Métropole d'un contrat de projet urbain partenarial.

L'objet de ce projet urbain partenarial est de permettre la prise en charge financière par la Société Séquoia d'une partie des aménagements de voiries et de réseaux desservant l'opération, l'autre partie étant prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces aménagements sont décrits dans le projet de convention. Ils permettront principalement :

- de requalifier l'avenue Etienne Méhul conformément aux prescriptions des différents services de la Métropole ;
- d'aménager une partie de l'avenue Méhul (trottoirs, stationnements, plantations, éclairage public ...)

et de reprendre ou de créer les réseaux nécessaires à la desserte de l'opération.

L'aménagement de cette portion de voirie nécessite l'élargissement de l'espace public pour obtenir un profil de voirie d'environ 14,5 m. Pour ce faire, la Société Séquoia rétrocèdera sous la forme d'apport en nature, une bande de terrain de 4m environ au droit de l'opération, ce qui correspond à environ 260 m² de terrain et qui est valorisée à 15 600 € HT, qui seront à déduire du montant total de participation demandée.

La mise en œuvre des travaux nécessaires à cette opération a été chiffrée à la somme de 575 280 € HT (incluant les travaux et le foncier nécessaire à cet aménagement).

La convention de projet urbain partenarial propose donc de mettre à la charge de la société une part de ces aménagements qui s'élève à 80% du coût d'aménagement de voiries et des travaux de réseaux pour l'éclairage ainsi que 90% de reprise de création du réseau pluvial au droit de l'opération.

Selon cette répartition, le montant mis à la charge de la Société Séquoia s'élève ainsi à 474 432 € HT correspondant à 82 % du coût total HT de l'opération d'aménagement dont une partie de la participation mise à la charge de la Société Séquoia sera acquittée sous la forme d'un apport en terrain pour un montant valorisé de 15 600 € HT.

La convention sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Séquoia. Elle précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Le périmètre du projet urbain partenarial, annexé à la convention, correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet portée par la Société Séquoia. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du projet urbain partenarial et exonère ces parcelles de taxe d'aménagement (part métropolitaine instituée par délibération au Conseil de Métropole du 12 novembre 2015) pour une durée de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure du projet urbain partenarial telle qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial, et notamment le montant de la participation de la Société Séquoia, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de projet urbain partenarial ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151917-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
RÉNOVATION THERMIQUE DE COPROPRIÉTÉS DANS LE CADRE DU
PROJET ECOCITÉ - ATTRIBUTION DE SUBVENTION ET CONVENTIONS
DE FINANCEMENT TRIPARTITES RÉGION OCCITANIE / MONTPELLIER
MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ / COPROPRIÉTÉS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Plan Climat Air Energie Territorial approuvé par Montpellier Méditerranée Métropole inclut un axe phare en faveur de la rénovation thermique des logements, et en particulier les copropriétés privées des Trente Glorieuses.

C'est pourquoi la Métropole a répondu à un appel à projets « ECOCITE Ville de Demain » relatif aux opérations de rénovation énergétique. Cette candidature a été approuvée par le Conseil de Métropole le 18 décembre 2014. Il s'agit d'un tremplin pour initier les premières opérations de rénovation thermique de copropriétés privées sur la Métropole avec un objectif ambitieux en termes de performances énergétiques, les bouquets de travaux retenus devant atteindre le niveau « BBC Rénovation ».

A l'issue de l'examen de la candidature, le Premier Ministre a annoncé, par courrier en date du 27 juillet 2015, l'attribution d'une participation du Programme Investissement d'Avenir (PIA) à hauteur de 6 082 585 € pour la rénovation thermique de copropriétés. Cette subvention inclut des subventions d'investissement et d'ingénierie afin de réaliser les études complémentaires, financières, techniques et juridiques, nécessaires pour préparer les votes de travaux. Ces financements ont été contractualisés dans une convention « Rénovation énergétique » signée le 7 juin 2016, entre la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM.

De plus, la participation du PIA à hauteur de 3 450 000 € pour le financement des travaux de rénovation thermique de la copropriété « Le Nouveau Monde » a fait l'objet d'une seconde décision de financement du Premier Ministre en date du 22 décembre 2015, formalisée dans une lettre - avenant à la convention « Rénovation énergétique ».

Actuellement, 5 copropriétés font partie du programme EcoCité et bénéficient donc de ces financements du PIA.

En complément, une participation aux investissements de travaux de copropriétés a été accordée par la Région Occitanie dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région (CPER) 2015/2020 pour un montant total de 2,5 millions d'euros. La participation de la Région pour les cinq copropriétés du programme EcoCité devrait s'élever à près de 1 979 000 €.

Compte tenu du caractère exemplaire et novateur des projets portés par ces copropriétés, situées pour la plupart en Quartier Prioritaire de la Ville ou présentant des taux d'impayés correspondant à la catégorie « copropriétés fragiles » de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), il est proposé d'apporter une aide collective complémentaire de 521 000 € sur fonds propres de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'ensemble des copropriétés du programme EcoCité.

Cette subvention sera versée directement au syndic de copropriété et sera automatiquement déduite du montant des appels de fonds, assurant son usage effectif au profit des travaux de rénovation énergétique qui seront votés en Assemblée Générale.

De plus, dans le cadre de sa compétence « politique locale de l'habitat » et en sa qualité de délégataire des aides à la pierre, Montpellier Méditerranée Métropole peut financer des opérations d'amélioration de l'habitat, notamment de rénovation thermique de copropriétés en difficulté, en mobilisant les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) par délégation, les aides complémentaires de l'Etat au titre du programme Habiter Mieux en faveur de la rénovation thermique des logements, ainsi que des aides individuelles sur fonds propres.

Le montant de ces aides individuelles sur fonds propres, attribuées aux propriétaires occupants éligibles aux aides de l'ANAH, pourra être calculé selon le principe d'intervention suivant :

- Pour les propriétaires occupants très modestes : 25% de la dépense subventionnable retenue par l'ANAH, auxquels s'ajoute une aide de 500 € complémentaire, dans la limite de 100% de subventions publiques par rapport à la dépense TTC retenue ;
- Pour les propriétaires occupants modestes : 20% de la dépense subventionnable retenue par l'ANAH, auxquels s'ajoute une aide de 500 € complémentaire, dans la limite de 80% de subventions publiques par rapport à la dépense TTC retenue.

La participation sur fonds propres de Montpellier Méditerranée Métropole à l'ensemble de l'opération représenterait alors près de 1 979 000 €, intégrant les coûts d'études, d'ingénierie et le pilotage du projet.

Aujourd'hui les deux copropriétés les plus avancées, la résidence d'Orient et Le Saint Clément 1, s'appêtent à soumettre le vote des travaux en Assemblées Générales prévues pour décembre 2017. Aussi, le partenariat entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole pour accompagner financièrement ces projets fait l'objet de conventions tripartites avec chacune des deux copropriétés afin de préciser les modalités d'intervention de chacune des parties.

Sur les copropriétés d'Orient et Saint Clément 1, le financement régional prévisionnel représente 396 033 €. Les aides financières apportées par Montpellier Méditerranée Métropole devraient s'élever à 385 609 €, dont 219 501 € par délégation de l'ANAH, 56 929 € sur fonds propres pour des aides individuelles aux propriétaires occupants à bas revenus, et 109 179 € sur fonds propres au titre d'aides collectives. Ces financements, couplés avec les aides du PIA, permettent d'atteindre environ 50 % du montant TTC des travaux des copropriétés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'octroi des subventions telles que décrites ci-dessus ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 au chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sur la base des dépenses réellement constatées, et dans la limite des crédits annuels alloués ;
- approuver les projets de conventions tripartites relatives aux deux copropriétés L'Orient et Le Saint Clément 1 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions tripartites de la résidence d'Orient du Saint Clément 1 ainsi que tout document relatif à ces affaires.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOU, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151592-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
ENGAGEMENT DE LA MODIFICATION N°1 DU PLAN DE SAUVEGARDE ET DE
MISE EN VALEUR (PSMV) DE LA VILLE DE MONTPELLIER - PROPOSITION
DE COMPOSITION DE LA COMMISSION LOCALE DU SITE PATRIMONIAL
REMARQUABLE (COLLÈGES DES REPRÉSENTANTS D'ASSOCIATIONS ET DES
PERSONNALITÉS QUALIFIÉES)**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans un souhait de protection du patrimoine du centre historique de Montpellier, le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) applicable sur l'ancien secteur sauvegardé a été révisé en novembre 2016.

La loi n°2016-925 relative à la Liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine (LCAP), promulguée le 7 juillet 2016, a instauré les Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR). Le secteur sauvegardé de Montpellier, soumis aux dispositions du PSMV, a été ainsi, de plein droit, transformé en site patrimonial remarquable.

Après une première année d'application du document, il apparaît aujourd'hui nécessaire de procéder à des modifications d'ordres rédactionnel et graphique et d'apporter des précisions au PSMV afin d'en améliorer la compréhension et la lisibilité.

Ces modifications relèvent du champ d'application de la procédure de modification du PSMV.

Montpellier Méditerranée Métropole sollicite le Préfet afin de mener cette procédure.

La loi LCAP a également modifié les dispositions relatives à l'ancienne commission locale assurant jusque-là le suivi des évolutions du secteur sauvegardé, du PSMV et des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP).

Dénommée désormais Commission locale du site patrimonial remarquable, cette commission est composée de :

- Membres de droit : le président de la commission (président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent en matière de plan local d'urbanisme), le Préfet, le Directeur régional des affaires culturelles, l'architecte des Bâtiments de France ;
- Un maximum de 15 membres nommés, dont un tiers parmi les membres de l'organe délibérant de l'EPCI compétent, un tiers de représentants d'associations ayant pour objet la protection, la promotion ou la mise en valeur du patrimoine, et un tiers de personnalités qualifiées.

Pour chacun des membres nommés, un suppléant est désigné.

Cette commission est sollicitée lors de l'élaboration, la révision ou la modification des plans applicables aux SPR. La Loi LCAP dispose que les représentants d'associations et les personnalités qualifiées sont désignés par l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, après avis du Préfet.

Le Président propose les désignations suivantes :

En tant que représentants d'associations ayant pour objet la protection, la promotion ou la mise en valeur du patrimoine :

- **Association Internationale Saint Roch de Montpellier** : Mme Anne-Marie CONTE PRIVAT, en tant que représentant titulaire, et M. Michel SPITTLER, en tant que représentant suppléant ;

- **Patrimoine et Architecture** : M. Nicolas MERIC, en tant que représentant titulaire, et M. Emmanuel MAGNIN, en tant que représentant suppléant ;

- **Le passe muraille** : M. Pierre PLANCHERON, en tant que représentant titulaire, et Mme Claire DURAND, en tant que représentant suppléant ;

- **Vieilles Maisons Françaises** : M. Olivier ICARD, en tant que représentant titulaire, et M. Henri TEISSERENC, en tant que représentant suppléant

- **Club Archéologique du Languedoc** : Mme Lucette VIALA, en tant que représentant titulaire, et Mme MERCIER, en tant que représentant suppléant.

En tant que personnes qualifiées :

Représentants titulaires :

Mme AUDURIER CROS, géographe ;
M. DAZY, hydrogéologue ;
Mme REINIKAINEN, architecte ;
Mme HIRSCHY, architecte du patrimoine ;
M. MARKIEWICZ, archéologue ;

Représentants suppléants

Mme GRANDJOUAN, conservatrice honoraire du patrimoine ;
M. VERDIER, architecte ;
M. CAPELIER, architecte ;
M. DEREY, directeur de l'ENSAM ;
M. BERTRAND, historien.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Le Conseil décide à l'unanimité de ne pas procéder à ces désignations par un vote à scrutin secret mais par vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Cette proposition est soumise à avis du Préfet. Après réception de cet avis, le Conseil de Métropole désignera en son sein les représentants des associations et les personnes qualifiées ainsi que les représentants du Conseil de Métropole (titulaires et suppléants).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter auprès de Monsieur le Préfet de département l'engagement de la modification du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) de Montpellier et proposer que cette procédure soit menée par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- solliciter l'avis de Monsieur le Préfet de département sur la proposition de composition de la commission locale du site patrimonial remarquable pour les collèges des représentants d'associations et des personnalités qualifiées.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151892-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

FINANCES



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT - RÉVISIONS - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L5217-10-7), Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Ces autorisations de programme définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.

Elles constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements et incluent l'actualisation prévisionnelle des prix.

Le montant des autorisations de programme et crédits de paiement suivantes sont révisées dans le cadre de la décision modificative 2017.

GRANDES INFRASTRUCTURES

Intitulé du programme	Montant de l'AP initiale	Montant de la révision d'AP	Montant de l'AP révisée	Réalisé antérieur	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
Contournement Nîmes-Montpellier	79 349 798€	1 488 500 €	80 838 298 €	74 670 798 €	5 054 500 €	427 000 €	422 000 €	264 000€

POLES TERRITORIAUX

Pôle Plaine Ouest :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	
Pôle: Plaine Ouest	CP DM 2017	TOTAL CP 2017	CP DM 2017	TOTAL CP 2017
	-34 117,45	5 344 937,17	32 472,14	485 103,05
Cournonsec		171 304,00		52 728,00
Cournonterral	-101 237,51	392 920,11	11 265,51	30 746,51
Fabrègues		1 000 837,00		72 481,00
Lavérune	125 941,00	739 211,06		52 291,54
Pignan		272 588,00	-7 359,37	129 567,00
Saint Jean de Védas	-30 254,94	2 488 325,00		113 209,00
Saussan	-28 566,00	279 752,00	28 566,00	34 080,00

AP dépenses (905+908)	Pour information: total des APCP DEPENSES "Espace Public"			
Pôle: Plaine Ouest	Montant de l'AP dont réalisations antérieures	CP BP + BS 2017	CP DM 2017	TOTAL CP 2017
	7 228 098,16	5 831 685,53	-1 645,31	5 830 040,22
Cournonsec	338 279,06	224 032,00		224 032,00
Cournonterral	553 327,29	513 638,62	-89 972,00	423 666,62
Fabrègues	1 134 037,91	1 073 318,00		1 073 318,00
Lavérune	862 217,80	665 561,60	125 941,00	791 502,60
Pignan	678 999,68	409 514,37	-7 359,37	402 155,00
Saint Jean de Védas	3 291 944,98	2 631 788,94	-30 254,94	2 601 534,00
Saussan	369 291,44	313 832,00		313 832,00

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			
Pôle: Plaine Ouest	Montant de l'AP dont réalisations antérieures	CP BP + BS 2017	CP DM 2017	TOTAL CP 2017
	1 480 195,24	1 191 313,00	-1 375,00	1 189 938,00
Cournonsec	30 000,00	30 000,00		30 000,00
Cournonterral	175 028,00	243 403,00	-81 375,00	162 028,00
Fabrègues				
Lavérune	125 000,00	45 000,00	80 000,00	125 000,00
Pignan				
Saint Jean de Védas	1 100 136,24	822 879,00		822 879,00
Saussan	50 031,00	50 031,00		50 031,00

Pôle Piémonts et Garrigues :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	
Pôle: Piémonts et Garrigues	CP DM 2017	TOTAL CP 2017	CP DM 2017	TOTAL CP 2017
	277 439,60	5 006 726,60	-330 180,60	1 035 199,40
Grabels	-25 707,25	1 704 528,75	25 707,25	128 767,25
Juvignac	329 985,85	2 654 485,85	-359 887,85	675 918,15
Murviel-lès-Montpellier	6 765,00	354 934,00	4 000,00	115 410,00
Saint Georges d'Orques	-33 604,00	292 778,00		115 104,00

AP dépenses (905+908)	Pour information: total des APCP DEPENSES "Espace Public"			
Pôle: Piémonts et Garrigues	Montant de l'AP dont réalisations antérieures	CP BP + BS 2017	CP DM 2017	TOTAL CP 2017
	7 363 977,88	6 094 667,00	-52 741,00	6 041 926,00
Grabels	2 097 548,82	1 833 296,00	0,00	1 833 296,00
Juvignac	3 859 021,08	3 360 306,00	-29 902,00	3 330 404,00
Murviel-lès-Montpellier	610 451,68	459 579,00	10 765,00	470 344,00
Saint Georges d'Orques	796 956,30	441 486,00	-33 604,00	407 882,00

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			
Pôle: Piémonts et Garrigues	Montant de l'AP dont réalisations antérieures	CP BP + BS 2017	CP DM 2017	TOTAL CP 2017
	1 434 747,18	1 266 887,00	-43 836,00	1 223 051,00
Grabels	600 698,00	600 698,00		600 698,00
Juvignac	225 000,00	250 000,00	-25 000,00	225 000,00
Murviel-lès-Montpellier	243 482,00	234 482,00	9 000,00	243 482,00
Saint Georges d'Orques	365 567,18	181 707,00	-27 836,00	153 871,00

Pôle Vallée du Lez :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 907 : ENVIRONNEMENT	
Pôle: Vallée du Lez	CP DM 2017	TOTAL CP 2017	CP DM 2017	TOTAL CP 2017	CP DM 2017	TOTAL CP 2017
	58 000,00	3 750 646,00	-77 457,00	1 264 793,00	-9 158,00	7 382,00
Castelnau-le-Lez		1 434 979,00	-11 054,00	985 049,00		0,00
Clapiers	58 000,00	373 522,00	-60 123,00	64 303,00	-1 350,00	1 650,00
Jacou		428 848,00	-1 371,00	57 658,00	-227,00	1 773,00
Le Crès		919 237,00	-2 000,00	93 178,00	-5 400,00	1 800,00
Montferrier-sur-Lez		268 295,00	-660,00	29 220,00	-337,00	663,00
Prades-le-Lez		325 765,00	-2 249,00	35 385,00	-1 844,00	1 496,00

AP dépenses (905+908)	Pour information: total des APCP DEPENSES "Espace Public"			
Pôle: Vallée du Lez	Montant de l'AP dont réalisations antérieures	CP BP + BS 2017	CP DM 2017	TOTAL CP 2017
	7 859 417,23	5 051 436,00	-28 615,00	5 022 821,00
Castelnau-le-Lez	3 946 548,10	2 431 082,00	-11 054,00	2 420 028,00
Clapiers	645 271,40	442 948,00	-3 473,00	439 475,00
Jacou	731 066,40	489 877,00	-1 598,00	488 279,00
Le Crès	1 788 456,41	1 021 615,00	-7 400,00	1 014 215,00
Montferrier-sur-Lez	311 130,98	299 175,00	-997,00	298 178,00
Prades-le-Lez	436 943,94	366 739,00	-4 093,00	362 646,00

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			
Pôle: Vallée du Lez	Montant de l'AP dont réalisations antérieures	CP BP + BS 2017	CP DM 2017	TOTAL CP 2017
	1 562 188,00	1 545 788,00	0,00	1 545 788,00
Castelnau-le-Lez	386 400,00	370 000,00		370 000,00
Clapiers	127 250,00	127 250,00		127 250,00
Jacou	297 060,00	297 060,00		297 060,00
Le Crès	605 485,00	605 485,00		605 485,00
Montferrier-sur-Lez	0,00			0,00
Prades-le-Lez	145 993,00	145 993,00		145 993,00

Pôle Cadoule et Béranger :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	
Pôle: Cadoule et Béranger	CP DM 2017	TOTAL CP 2017	CP DM 2017	TOTAL CP 2017
	81 000,00	5 215 486,00	0,00	361 162,00
Baillargues	-20 000,00	446 205,00		51 361,00
Beaulieu		191 801,00		54 711,00
Castries	-20 000,00	777 954,00		19 057,00
Montaud		287 901,00		0,00
Restinclières	34 000,00	458 127,00		0,00
Saint-Brès		165 620,00		54 274,00
Saint-Drézery		520 494,00		45 043,00
Saint Geniès des Mourgues	87 000,00	387 221,00		34 280,00
Sussargues		256 428,00		16 576,00
Vendargues		1 723 735,00		85 860,00

AP dépenses (905+908)	Pour information: total des APCP DEPENSES "Espace Public"			
Pôle: Cadoule et Béranger	Montant de l'AP dont réalisations antérieures	CP BP + BS 2017	CP DM 2017	TOTAL CP 2017
	7 850 630,29	5 495 648,00	81 000,00	5 576 648,00
Baillargues	1 071 535,27	517 566,00	-20 000,00	497 566,00
Beaulieu	397 309,02	246 512,00	0,00	246 512,00
Castries	1 308 354,03	817 011,00	-20 000,00	797 011,00
Montaud	415 561,30	287 901,00	0,00	287 901,00
Restinclières	458 941,50	424 127,00	34 000,00	458 127,00
Saint-Brès	451 622,49	219 894,00	0,00	219 894,00
Saint-Drézery	658 058,48	565 537,00	0,00	565 537,00
Saint Geniès des Mourgues	561 360,90	334 501,00	87 000,00	421 501,00
Sussargues	367 605,10	273 004,00	0,00	273 004,00
Vendargues	2 160 282,20	1 809 595,00	0,00	1 809 595,00

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			
Pôle: Cadoule et Béranger	Montant de l'AP dont réalisations antérieures	CP BP + BS 2017	CP DM 2017	TOTAL CP 2017
	2 350 430,44	2 163 011,00	81 000,00	2 244 011,00
Baillargues	130 000,00	150 000,00	-20 000,00	130 000,00
Beaulieu	145 800,00	145 800,00		145 800,00
Castries	297 000,00	317 000,00	-20 000,00	297 000,00
Montaud	212 266,00	212 266,00		212 266,00
Restinclières	208 151,00	174 151,00	34 000,00	208 151,00
Saint-Brès	180 399,44	94 929,00		94 929,00
Saint-Drézery	200 222,00	200 222,00		200 222,00
Saint Genès des Mourgues	262 205,00	175 205,00	87 000,00	262 205,00
Sussargues	149 470,00	128 521,00		128 521,00
Vendargues	564 917,00	564 917,00		564 917,00

Pôle Littoral :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		Pour information: total des APCP DEPENSES "Espace Public"	
Pôle: Littoral	CP DM 2017	TOTAL CP 2017	CP DM 2017	TOTAL CP 2017	CP DM 2017	TOTAL CP 2017
	0,00	3 750 716,80	0,00	1 214 751,82	0,00	4 965 468,62
Lattes		2 207 419,00		746 955,82		2 954 374,82
Pérols		1 213 377,00		301 214,00		1 514 591,00
Villeneuve-lès-Maguelone		329 920,80		166 582,00		496 502,80

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			
Pôle: Littoral	Montant de l'AP dont réalisations antérieures	CP BP + BS 2017	CP DM 2017	TOTAL CP 2017
	1 592 513,70	778 809,00	0,00	778 809,00
Lattes	1 442 337,70	628 633,00		628 633,00
Pérols	0,00			0,00
Villeneuve-lès-Maguelone	150 176,00	150 176,00		150 176,00

Pôle Montpellier :

AP dépenses	Pour information: total des APCP DEPENSES "Espace Public"			
Pôle: Montpellier	Montant de l'AP dont réalisations antérieures	CP BP + BS 2017	CP DM 2017	TOTAL CP 2017
	44 615 027	25 353 916		25 353 916
Montpellier	44 615 027	25 353 916		25 353 916

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 907 : ENVIRONNEMENT	
Pôle: Montpellier	CP DM 2017	TOTAL CP 2017	CP DM 2017	TOTAL CP 2017
	6 000	7 380 730	100 000	234 749
Montpellier	6 000	7 380 730	100 000	234 749

AP recettes (907+908)	Pour information: total des APCP RECETTES "Espace Public"			
Pôle: Montpellier	Montant de l'AP dont réalisations antérieures	CP BP + BS 2017	CP DM 2017	TOTAL CP 2017
	9 390 590	7 509 479	106 000	7 615 479
Montpellier	9 390 590	7 509 479	106 000	7 615 479

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la révision de l'autorisation de programme relative au Contournement Nîmes-Montpellier et de celles relatives aux six pôles territoriaux de Montpellier Méditerranée Métropole,
- retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux susmentionnés,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire
Publié le : 29/11/2017
Déposé En Préfecture
Le : 29/11/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20171127-lmc1152068-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 29/11/2017
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

FINANCES – BUDGET 2017 - DÉCISION MODIFICATIVE N°1 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2017, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget Principal ainsi que des budgets annexes d'assainissement et transport.

La Décision Modificative du Budget Principal s'équilibre à **9 242 785,28 euros en fonctionnement** et à **- 8 360 420,12 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget Principal se présente de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL – FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	489 354,38		489 354,38
931	Sécurité et salubrité publiques	-60 000,00		-60 000,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-101 405,00		-101 405,00
934	Santé et action sociale	100 000,00		100 000,00
935	Aménagement des territoires et habitat	334 053,62		334 053,62
936	Action économique	-428 900,00		-428 900,00
937	Environnement	178 000,00		178 000,00
938	Transports	-262 589,13		-262 589,13
940	Impositions directes	23 345,72		23 345,72
943	Opérations financières	-460 000,00		-460 000,00
946	Transfert entre les sections		3 365 000,00	3 365 000,00
953	Virement à la section d'investissement		6 065 925,69	6 065 925,69
Total		-188 140,41	9 430 925,69	9 242 785,28

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	10 904,00		10 904,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-316 457,00		-316 457,00
935	Aménagement des territoires et habitat	-1 788,00		-1 788,00
936	Action économique	76 000,00		76 000,00
937	Environnement	58 362,00		58 362,00
938	Transports	1 088 523,00		1 088 523,00
940	Impositions directes	40,00		40,00
941	Autres impôts et taxes	1 542 984,28		1 542 984,28
942	Dotations et participations	-423 000,00		-423 000,00
946	Transfert entre les sections		7 207 217,00	7 207 217,00
Total		2 035 568,28	7 207 217,00	9 242 785,28

BUDGET PRINCIPAL – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	148 600,00		148 600,00
901	Sécurité et salubrité publiques	-30 000,00		-30 000,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-1 045 677,00		-1 045 677,00
905	Aménagement des territoires et habitat	-5 240 612,67		-5 240 612,67
906	Action économique	-2 896 600,00		-2 896 600,00
907	Environnement	-909 696,00		-909 696,00
908	Transports	-4 813 651,45		-4 813 651,45
921	Taxes non affectées	-280 000,00		-280 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	-500 000,00		-500 000,00
926	Transfert entre les sections		7 207 217,00	7 207 217,00
Total		-15 567 637,12	7 207 217,00	-8 360 420,12

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	326 122,60		326 122,60
905	Aménagement des territoires et habitat	-5 604 609,00		-5 604 609,00
907	Environnement	-100 000,00		-100 000,00
908	Transports	-3 264 679,00		-3 264 679,00
922	Dotations et participations	-1 058 963,00		-1 058 963,00
923	Dettes et autres opérations financières	-8 089 217,41		-8 089 217,41
925	Opérations patrimoniales			0,00
926	Transfert entre les sections		3 365 000,00	3 365 000,00
951	Virement de la section de fonctionnement		6 065 925,69	6 065 925,69
Total		-17 791 345,81	9 430 925,69	-8 360 420,12

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

La Décision Modificative du Budget annexe d'assainissement s'équilibre à **0 euros en fonctionnement** et à **300 000 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe d'assainissement se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE D'ASSAINISSEMENT – EXPLOITATION

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	320 000		320 000
65	Charges diverses de gestion courante	23 420		23 420
67	Charges exceptionnelles	-643 420		-643 420
023	Virement à la section d'investissement		300 000	300 000
Total		-300 000	300 000	0

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Total		0	0	0

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
20	Immobilisations incorporelles	259 500		259 500
21	Immobilisations corporelles	40 500		40 500
Total		300 000	0	300 000

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
021	Virement de la section d'exploitation		300 000	300 000
Total		0	300 000	300 000

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe d'assainissement par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

La Décision Modificative du Budget annexe transport s'équilibre à **0 euros en fonctionnement** et à **- 8 874 169,52 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe transport se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE TRANSPORT – EXPLOITATION

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	-90 000		-90 000
012	Charges de personnel et frais assimilés	-70 000		-70 000
65	Charges diverses de gestion courante	83 415		83 415
67	Charges exceptionnelles	-400 000		-400 000
023	Virement à la section d'investissement		-6 873 415	-6 873 415
042	Opération d'ordre de transfert entre sections		7 350 000	7 350 000
Total		-476 585	476 585	0

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Total		0	0	0

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
21	Immobilisations corporelles	16 000,00		16 000,00
23	Immobilisations en cours	-8 273 162,13		-8 273 162,13
27	Créances diverses	-14 000,00		-14 000,00
041	Opérations patrimoniales		-603 007,39	-603 007,39
Total		-8 271 162,13	-603 007,39	-8 874 169,52

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subvention d'investissement	-1 274 200,00		-1 274 200,00
16	Emprunts et dettes assimilées	-7 508 839,74		-7 508 839,74
23	Immobilisations en cours	-20 000,00		-20 000,00
27	Créances diverses	55 292,61		55 292,61
021	Virement de la section d'exploitation		-6 873 415,00	-6 873 415,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections		7 350 000,00	7 350 000,00
041	Opérations patrimoniales		-603 007,39	-603 007,39
Total		-8 747 747,13	-126 422,39	-8 874 169,52

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe transport par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M43,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 29/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 29/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151993-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 29/11/2017
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

FINANCES – AFFECTATION ET MODIFICATION D'AFFECTATION DES SUBVENTIONS - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de la Décision Modificative 2017, il est proposé l'affectation ou la modification des subventions de fonctionnement et d'investissement suivantes :

FONCTIONNEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
6574	COMITE DE TENNIS DE L'HERAULT FEDERATION INTERNATIONALE DE TENNIS (ITF)	10 000
6574	MONTPELLIER HANDBALL (ASSOCIATION)	15 750
6574	MONTPELLIER HANDBALL (SAS)	28 370
6574	CLUB TAURIN DE VILLENEUVE LES MAGUELONE "SECTION PAUL RICARD"	20 000
6574	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE NATATION U.C (MANUC)	25 000
6574	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE HOCKEY CLUB	-11 250
6574	CEREGARD	2 000
6574	ATMO OCCITANIE (ex AIR LR)	-3 607
6574	GAMMES	-10 000
657381	GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC - DEVELOPPEMENT SOCIAL ET URBAIN (GIP DSUA)	-5 000
6574	CONSEILS CITOYENS	-20 000
6574	CONFEDERATION DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ENTREPRISES DU BATIMENT (CAPEB)	10 000
6574	FONDATION ENTREPRENDRE	10 000
6574	OFFICE DU TOURISME ET DES CONGRES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	80 000

INVESTISSEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
204182	OPERATEURS PUBLICS (OPHLM) - CREDITS ETAT	-960 000
204182	OPERATEURS PRIVES (SA - SEM) - CREDITS ETAT	-550 000
20422	PERSONNES PRIVEES - AIDES A LA RENOVATION LOGEMENT - FONDS ANAH	-500 000

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation ou de la modification des subventions de fonctionnement et d'investissement, telles que décrites dans les tableaux ci-dessus et dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec les structures bénéficiaires ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 15022

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. F. ABERT, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. J.-L. COUSQUER, Mme M. FOURCADE, Mme I. GUIRAUD, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme C. MARION, M. J.-L. MEISSONNIER, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 29/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 29/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151930-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 29/11/2017

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

HORS COMMISSION



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

HORS COMMISSION – CRÉATION D'UN CIMETIÈRE MÉTROPOLITAIN DANS LE PROLONGEMENT DU CIMETIÈRE COMMUNAL SAINT ETIENNE SUR LE SITE DE GRAMMONT À MONTPELLIER - PROGRAMME ET LANCEMENT DE L'OPÉRATION - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique citoyenne et solidaire, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité s'impliquer et s'investir dans des opérations de création, d'extension voire de translation de sites funéraires, et activer la nouvelle compétence en matière de cimetière métropolitain que lui confère son statut de Métropole. A cet effet, par délibération n°13245 du 30 septembre 2015, elle a défini les critères relatifs à l'intérêt métropolitain de la compétence susvisée.

Les capacités des cimetières et sites cinéraires communaux existants se réduisent, compte tenu de l'évolution démographique des communes de la Métropole, et les marges de manœuvre des communes pour assurer les aménagements et extensions nécessaires s'avèrent très limitées, à la vue des problématiques de réserves foncières.

C'est pourquoi le site de l'Espace Rock de Grammont, d'une superficie de 11 hectares et mitoyen au cimetière communal Saint Etienne, a été retenu pour la création d'un cimetière métropolitain par extension du cimetière existant.

En vue de préciser les conditions de réalisation de cette opération, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé un programme d'études en 2016, qui s'est achevé en octobre 2017.

La réalisation de cette extension vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants, proposés dans le cadre du masterplan du projet :

- La création de 11 000 places supplémentaires, dans un espace de grande qualité paysagère à caractère méditerranéen, respectueux de l'environnement et ancré dans la topographie du site ;
- l'aménagement des carrés au fur et à mesure, par tranches, avec implantation d'équipements métropolitains (amphithéâtre de la mémoire, jardins du souvenir, terrasse panoramique, colombariums, ossuaires etc.), dans le respect des différents cultes de la population métropolitaine ;
- l'amélioration de l'accès au cimetière par le réaménagement de l'entrée principale avec la création d'une nouvelle conciergerie ;
- l'aménagement d'une première tranche de concessions répondant aux besoins repérés.

Sur la base de ce programme général, l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération a été arrêtée à la somme de 37,64 millions d'euros HT.

Ce programme se compose de trois phases distinctes, en vue de l'aménagement progressif des parcelles qui composent le futur cimetière métropolitain.

La première phase prévoit la mise en place des clôtures délimitant le cimetière, ainsi que l'aménagement d'une zone comportant 4 632 places en caveaux et la création d'un ossuaire. Le démarrage des travaux est prévu en 2019. La livraison interviendra en deux temps : la première partie sera livrée à l'automne 2019, la seconde à l'automne 2020.

La deuxième phase prévoit l'aménagement d'une zone comportant 1 776 places en caveaux. Sa livraison est prévue en 2026.

Enfin, la troisième phase prévoit l'aménagement d'une zone comportant 4 636 places en caveaux. Sa livraison est prévue en 2032.

Il est aujourd'hui proposé d'approuver le programme et le lancement de l'opération.

Pourra ainsi débiter la mise en œuvre de sa première phase.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme et le lancement de l'opération de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Étienne sur le site de Grammont à Montpellier ;
- dire que les crédits afférents sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1152273-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

HORS COMMISSION – CONTRAT DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU GRAND PIC SAINT-LOUP ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le 6 juillet 2016, l'Etat et les 15 métropoles françaises créées à cette date, ont entériné un pacte visant à faire des métropoles de véritables moteurs de l'aménagement du territoire avec en 2017, 150 millions d'euros du Fond de Soutien à l'Investissement Local consacrés à leur développement et aux territoires avec qui elles interagissent.

Le 5 janvier 2017, le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Ruralité et des Collectivités territoriales et le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ont signé une déclinaison locale de ce dispositif : le pacte métropolitain d'innovation de Montpellier Méditerranée Métropole qui comporte deux volets :

- un volet « Montpellier Capital Santé »,
- un volet « coopération » qui participe à l'alliance des territoires entre la Métropole et les intercommunalités voisines et partenaires. Ce volet représente un budget estimatif d'études de 300 000 €.

C'est dans ce cadre, animées d'une volonté commune de favoriser un développement équilibré et respectueux de leurs singularités, que la Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup et la Métropole ont souhaité conclure un premier contrat pour la période 2018-2020.

Ce partenariat se justifie notamment par la multiplicité des enjeux qui concernent les deux territoires et par la volonté des élus locaux d'y apporter rapidement et conjointement des réponses concrètes.

Au Nord de la Métropole, la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup constitue en effet un amphithéâtre au patrimoine naturel et bâti remarquable. A travers ce contrat partenarial, elle s'inscrit dans une logique de complémentarité avec la Métropole qui doit permettre d'aboutir à des coopérations variées, structurées et concrètes, ayant un impact direct sur les habitants, le tissu économique et social, les paysages et l'environnement.

Ce dialogue institutionnalisé, contractualisé et permanent permet de dépasser les limites administratives considérant que les effets de l'attractivité démographique ainsi que les enjeux, en termes d'animation culturelle, d'urbanisme, de mobilité, de développement économique, de préservation des espaces naturels et agricoles et des paysages, ne s'arrêtent pas aux frontières des territoires.

L'ambition des deux partenaires est ainsi de mettre en œuvre des politiques d'aménagement partagées visant notamment à :

- faciliter la mise en réseau des infrastructures et réseaux des deux territoires notamment en matière d'animation culturelle, sportive et de développement économique,
- veiller à une bonne intégration architecturale et paysagère des interfaces entre les deux intercommunalités en privilégiant un développement durable commun et en travaillant à cet effet à la préservation des cônes de vue ainsi que des espaces naturels et agricoles,
- organiser et faciliter la mobilité des habitants à l'échelle d'un grand bassin de vie à travers une structuration autour des pôles d'échanges multimodaux, une coordination des maillages des territoires par les différents modes de déplacements notamment le co-voiturage ou le développement de vélos-stations et la continuité des pistes cyclables,
- partager collectivement la protection de la biodiversité en assurant des continuités écologiques entre chaque territoire, via entre autres les trames vertes et bleues et agricoles,
- et organiser une complémentarité des offres foncières pour continuer à accueillir des emplois à une échelle de la Grande Aire Urbaine.

Délibération n° 15013

Cet accord qui accompagne la mise en œuvre des projets des deux territoires, concerne l'ensemble des acteurs institutionnels, économiques et associatifs et s'articule autour de trois grands thèmes :

- renforcer les complémentarités en matière de développement économique, d'actions culturelles, sportives et de loisirs ;
- créer des synergies et structurer les filières touristiques, agricoles et agro-alimentaires à l'échelle des deux territoires ;
- et poursuivre la réalisation de projets communs dans les domaines de la gestion du cycle de l'eau et des mobilités.

Les thématiques précitées comportent des perspectives de coopération bilatérales, voire multilatérales avec les autres EPCI voisins et partenaires qui pourront se concrétiser au cours des prochains mois et jusqu'à la fin du présent mandat.

Le contrat fera, dans cette perspective, l'objet d'avenants annuels précisant les thématiques ciblées par année. Il complètera et parfois s'intégrera dans les axes de partenariats, déjà définis entre Montpellier Méditerranée Métropole et les Communautés d'Agglomération d'Ales, de Sète Agglopôle Méditerranée et de Nîmes Métropole notamment en matière de développement économique, touristique et culturel, et qui auront naturellement vocation à s'étendre à d'autres structures intercommunales partenaires, dans un cadre juridique restant à définir.

Sa mise en œuvre se traduira par des conventions d'applications dédiées, établies conformément à la législation en vigueur notamment au Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du contrat de partenariat entre le Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ce contrat de partenariat et l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151875-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

HORS COMMISSION – ALLIANCE DES TERRITOIRES - CONTRAT DE RÉCIPROCITÉ AVEC LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES MONTS DE LACAUNE ET DES MONTAGNES DU HAUT LANGUEDOC - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, première métropole adhérente à la Fédération des communes forestières de France et la Communauté de Communes des Monts de Lacaune et de la Montagne du Haut Languedoc, elle aussi membre de cette structure, ont souhaité s'associer pour favoriser le développement réciproque de leurs territoires.

Ce nouveau partenaire regroupe une partie de ces hautes terres intrinsèquement liées à l'histoire du territoire métropolitain, qui depuis plusieurs siècles ont tissé des liens économiques, culturels, spirituels, humains avec Montpellier.

Les Présidents des deux structures intercommunales et le Président de l'Union Régionale des Communes Forestières d'Occitanie, réunis le 23 mars dernier au siège de la Communauté de Communes, à Lacaune, ont affirmé leur volonté d'amorcer un processus d'échanges, de travail et de formalisation des objectifs permettant d'aboutir à un premier contrat de réciprocité Ville-Montagne concernant les filières bois, tourisme et santé avant la fin de l'année.

Ce projet de partenariat s'inscrit dans la double dynamique d'affirmation des métropoles en tant que territoires d'équilibres, catalyseurs du développement régional et de renforcement de l'alliance des territoires afin que les relations d'interdépendances entre les zones urbaines, péri-urbaines et rurales ne cessent de s'accroître au bénéfice d'un développement équilibré, coopératif et respectueux de ces différents espaces.

C'est l'un des éléments majeurs du Pacte d'Innovation Montpellier Capital Santé Etat signé le 5 janvier dernier avec l'Etat et de son volet territorial qui mobilise 240 000 € de crédits d'Etat afin de développer des études et des actions qui contribuent à cette mission.

Les 6 axes de coopérations identifiés sont les suivants :

Pérenniser et renforcer la filière bois - énergie :

- structuration de la filière amont : reboisement, exploitation, transformation (plaquettes/ granulats...) ;
- développement de contrats d'approvisionnement de moyen terme dans le respect du code des marchés publics ;
- développement et diversification de l'utilisation du bois-énergie: poursuite de la réalisation d'un parc de chaufferie dernière génération de grande capacité pour le chauffage urbain, mise en place de chaufferie de petite et moyenne capacité pour des équipements publics (crèches, écoles, piscines, centres socio-culturels et socio-éducatifs...), promotion de la solution bois énergie dans l'habitat individuel.

Renforcer la filière bois – construction :

- sensibilisation de l'ensemble des acteurs (élus, sociétés d'aménagements et autres maîtres d'ouvrages publics et privés, promoteurs, entreprises de construction, particuliers ...) ;
- rédaction de clauses techniques et administratives « types » dans les marchés publics de construction ;
- référence à la marque « bois des territoires du massif central » dans les appels d'offres ;
- formation des acteurs ;
- réalisation de bâtiments de référence : écoles, crèches, logements collectifs.

Créer une filière locale de mobilier bois intérieur et extérieur :

- réalisation d'un catalogue des produits, entrepreneurs, producteurs et revendeurs locaux ;
- design et mobilier bois : travail avec l'école d'architecture, l'école des beaux-arts, des designers de l'aire métropolitaine et les fabricants des territoires ;
- lancement d'appels d'offres et de groupement d'achats « mobiliers bois » avec des cahiers des charges et des allotissements adaptés ;

- référence à la marque « bois des territoires du massif central » dans les appels d'offres ;
- réalisation d'opérations de références : équipement intérieur et abords de nouveaux bâtiments publics en mobilier bois, implantation de mobiliers extérieurs bois ou aménagements extérieurs bois dans les parcs et jardins et futures aires sportives et/ ou de loisir.

Développer des actions de transition énergétique et environnementale bénéficiant aux deux territoires :

- fléchage des recettes issues des taxes de défrichement pour financer les plans de reboisement dans les zones de production ;
- mobilisation de financements de l'Agence de l'Eau en faveur de la forêt : préservation de la biodiversité, lutte contre le ruissellement ;
- travail sur les compensations 'carbone' entre l'aire urbaine métropolitaine et la moyenne montagne languedocienne.

Elaborer une offre touristique partenariale, axée sur nos atouts réciproques :

- mise en place sur le territoire métropolitain d'actions de promotion des paysages, des activités de pleine nature et des produits du terroir du Haut-Languedoc ;
- développement de produits touristiques « packagés » associant les atouts des 2 territoires ;
- structuration d'offres touristiques associant le patrimoine sacré et vernaculaire des 2 territoires (Saint Jacques de Compostelle) ;
- organisation de manifestations pour promouvoir les vins du grand Montpellier et les produits du haut-Languedoc (salaisons, fromages.) ;
- organisation d'un événement sportif renforçant notamment l'image des 2 territoires : course VTT/ Trail.

Associer les 2 territoires pour développer des organisations et des techniques innovantes de santé adaptées aux réalités et aux contraintes de la basse et moyenne montagne languedocienne :

- initier le travail, les échanges, la sensibilisation entre praticiens des territoires de la Communauté de Communes des Monts de Lacaune et des Montagnes du Haut Languedoc, la faculté de Montpellier et le CHU pour favoriser la mise en place d'une offre de soin plus adaptée à la montagne du Languedoc ;
- faciliter et promouvoir un travail commun entre les professionnels de la santé de la Communauté de Communes et les acteurs de l'économie de la santé montpellieraine pour créer et développer des produits, des procédés, des innovations techniques destinés aux soins en zone rurale et montagnaise (télé opération, contrôle des actes de soin à distance, auto diagnostic ou télédiagnostic, suivi médical à distance...).

Ce projet de contrat de réciprocité ne constitue pas l'aboutissement d'une démarche mais bien au contraire, un socle qui définit un état d'esprit, un mode de gouvernance, des axes de coopération au sein desquels pourront être progressivement construits des projets aboutis, chiffrés, financés.

Les parties se fixent ainsi comme objectif de présenter avant la fin du 1^{er} semestre 2018 un avenant présentant des fiches actions détaillées et des plans de financement dédiés dans au moins 4 des 6 axes de coopérations mentionnés.

Un comité de pilotage composé des élus compétents des structures partenaires, assisté d'un comité technique et le cas échéant de groupes de travail thématiques associant les principaux acteurs de la filière seront constitués et se réuniront autant que de besoin pour s'assurer du respect des calendriers, préciser et compléter les projets en cours, faire émerger de nouvelles pistes de coopération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'accord de réciprocité entre la Communauté de Communes des Monts de Lacaune et des montagnes du Haut Languedoc et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le présent contrat et l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Délibération n° 15014

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151724-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

HORS COMMISSION – COMMISSIONS DE LA MÉTROPOLE - COMPOSITION - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au regard des diverses demandes reçues, il convient de mettre à jour la composition des commissions.

Les tableaux figurant en annexe sont modifiés en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la composition des commissions telle qu'annexée à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1152077-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

HORS COMMISSION – SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE TAM - CRÉATION D'UNE FILIALE - AUTORISATION

M. J.-P. RICO, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire principal de la SAEML TAM au capital de 4 286 000 euros composé de 34 288 actions. Elle détient 46,02 % du capital, soit 15 778 actions et occupe 6 postes sur 12 au Conseil d'Administration de la société, dont le poste de Présidence.

A titre principal, la société TaM exploite les services de transport public qui lui sont confiés par l'autorité organisatrice à l'intérieur du périmètre des transports urbains, puis réalise et gère les ouvrages publics ou privés de stationnement ainsi que le stationnement payant sur voirie. Ainsi, dans le cadre de la procédure de Délégation de Service Public relative à la gestion et à l'exploitation du stationnement payant sur voirie lancée en décembre 2016 par la Ville de Montpellier, TaM s'est portée candidate.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence, le Conseil Municipal de la ville de Montpellier en date du 3 novembre 2017 a retenu la SAEML TaM pour l'exploitation du service public de stationnement sur voirie. Toutefois, cette Délégation de Service Public est soumise à la condition de création d'une filiale dédiée. Le délégataire dispose alors d'un mois à compter de la prise d'effet du contrat pour la créer.

Le Conseil d'Administration de TaM est ainsi amené à autoriser la création de la future filiale sous la forme juridique de Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle (SASU) dénommée « TaM Voirie », au capital de 300 000 €, composé de 300 actions de 1 000 € détenues à 100% par la société mère TaM, pour une durée de neuf ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026 au plus tard.

Conformément aux statuts de la société TAM, la création de filiale nécessite l'approbation du Conseil d'Administration de la société. Aussi, toute prise de participation exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : « *Toute prise de participation d'une société d'économie mixte locale dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord exprès de la ou des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration, en application du premier alinéa du présent article.* »

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création de la filiale de la SAEML TaM, condition suspensive de l'attribution du contrat de délégation de service public portant sur l'exploitation du stationnement sur voirie, pour un capital de 300 000 euros détenu à hauteur de 100% ;
- autoriser les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole à voter en faveur de la création de cette filiale à l'occasion du Conseil d'Administration de TaM ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. D. BOUMAAZ, M. J.-L. COUSQUER, Mme T. DASYLVA, M. A. EL KANDOUSSI, M. P. KRZYZANSKI, Mme P. MIRALLES, Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Certifié Exécutoire
Publié le : 06/12/17
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20171127-lmc1151364-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

HORS COMMISSION – OUVERTURE DES MAGASINS LE DIMANCHE - LOI N°2015-990 DU 6 AOÛT 2015 POUR LA CROISSANCE, L'ACTIVITÉ ET L'ÉGALITÉ DES CHANCES ÉCONOMIQUES - AVIS DE LA MÉTROPOLE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'article L 3132-6 du Code du travail tel que modifié par la loi n°2015-990 du 6 août 2015 permet l'ouverture dominicale des établissements de commerce de détail, dans la limite de 12 dimanches par an, sauf dérogations législatives et réglementaires déjà prévues pour certains secteurs d'activités notamment les jardineries, les magasins d'ameublement et les magasins de bricolage.

Lorsque le nombre de dimanches excède cinq, la décision du Maire est prise après avis conforme du Conseil de Métropole et du Conseil Municipal.

Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure au seuil mentionné au premier alinéa de l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet, lorsque les jours fériés mentionnés à l'article L. 3133-1 du code précité, à l'exception du 3°, sont travaillés, ils sont déduits par l'établissement, des dimanches désignés par le Maire au titre de l'article L 3132-6 du Code du travail, dans la limite de trois.

La liste des dimanches doit être arrêtée par le Maire, avant le 31 décembre, pour mise en œuvre sur son territoire au cours de l'année suivante.

Cette liste peut être commune pour tous les secteurs d'activités mentionnés ci-dessous ou établie pour un ou plusieurs secteurs d'activités :

- le secteur d'activité du commerce de détail spécialisé de l'alimentation,
- le secteur d'activité du commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer-électroménager TV-Hifi,
- le secteur d'activité du commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs,
- le secteur de l'automobile.

La liste des dimanches travaillés par dérogation au repos dominical est prise après consultation des organisations d'employeurs et de salariés intéressés.

Les communes de Castries, Juvignac, Lattes, Le Cres, Pérols, Montpellier, Saint Jean de Vedas ont transmis leurs propositions de listes afin qu'elles soient soumises pour avis au Conseil de Métropole en application des dispositions du Code du travail susvisées. Celles-ci sont recensées dans le tableau joint en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable aux propositions de listes d'ouvertures dominicales des commerces de détail, par secteur d'activité, sur les communes recensées et détaillées dans le tableau joint en annexe ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1152272-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

**HORS COMMISSION – TRANSFERT DES COMPÉTENCES DÉPARTEMENTALES
VOIRIES ET FONDS DE SOLIDARITÉ LOGEMENT - CONTINUITÉ DES SOLUTIONS
INFORMATIQUES - CONVENTION AVEC LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE
L'HÉRAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération du Conseil de Métropole en date du 22 décembre 2017 a été approuvé le transfert de compétences du Département à la Métropole. Le transfert effectif de la gestion de la voirie départementale sur le territoire métropolitain est intervenu le 1er juillet 2017. Montpellier Méditerranée Métropole exercera les compétences Culture (équipements culturels du Nord du domaine d'O), Fonds d'Aide aux Jeunes et Fonds de Solidarité Logement (FSL) le 1er janvier 2018.

La continuité de la qualité de service rendu aux bénéficiaires de ce dispositif nécessite le maintien du processus informatique de traitement et de gestion des demandes développé par le Département pour une durée transitoire de 2 ans jusqu'au 31 décembre 2019.

A l'instar des accords intervenus dans de nombreux autres territoires métropolitains, notamment Toulouse, Brest et Lille, cette phase de transition doit permettre aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale nouvellement compétents de disposer du temps nécessaire pour développer et mettre en œuvre des solutions autonomes et intégrées au niveau de l'ensemble de leur champ d'action social.

A ce titre, la convention établie en application des dispositions des articles L 5217-5 et L 5215-27 du Code général des collectivités territoriales à intervenir avec le Département de l'Hérault définit :

- les actions qui doivent être menées par la société informatique actuellement en charge du système de gestion du FSL départemental, pour sa duplication au sein des services transférés et des organisations métropolitaines notamment informatique (pilotage et supervision du projet, extensions droits d'usage, installations techniques, duplication et mise à jour des procédures au sein des services transférés, mises à jour des modules, mises en places des interfaces nécessaires avec les logiciels de gestion électronique des données et d'archivage électronique des données des 2 entités, les systèmes de requête et d'impression, formation, paramétrages, tests ...)
 - les missions de la Direction des services informatiques du Département de l'Hérault et du syndicat mixte pour le traitement de l'information et des nouvelles technologies COGITIS pour la supervision et la réalisation cette extension / duplication et la maintenance du système métropolitain de traitement ;
 - les missions des autres prestataires informatiques nécessaires à la réalisation du projet, à son évolution, son utilisation, sa maintenance : hébergement, requêtes, archivage, dialogue avec les autres systèmes ;
 - le rôle des deux directions informatiques et de leurs prestataires dans le processus détaillé de traitement des demandes d'interventions urgentes, de maintenance, d'optimisation, sollicitées par les services en charge du traitement du FSL, notamment métropolitain.
 - les modalités de gestion des équipements radio du Département dédiés aux liaisons de secours interservices, installés sur les bâtiments transférés;
- L'acquisition des licences est estimée à 16 800 € HT.

Les prestations de duplication et de transfert relevant de la société informatique titulaire sont évaluées à 63 839, 50 € HT.

Les coûts forfaitaires de maintenance annuelle du prestataire sont fixés à 3024 € HT soit 6048 € HT sur la durée de la convention.

Le montant prévisionnel des charges de maintenance, de pilotage, de supervision, d'intervention, de la Direction Informatique du Département, de COGITIS et des autres prestataires s'élève à 24 000€ HT, pour la durée de la convention.

Les prestations de duplication effectuées par la société en charge de la solution informatique seront refacturés par le Département à la Métropole après la validation et la mise en œuvre effective de son transfert au sein des services de Montpellier Méditerranée Métropole, sur la base :

- des montants forfaitaires établis dans les devis annexés à la convention ;
- des coûts unitaires figurant dans le devis joint en annexe à la convention sur la base des temps passés contrôlés et approuvés par les deux parties.

Les prestations de maintenance qu'elle effectuera au cours des 2 années de la période transitoire feront l'objet d'un titre annuel établi par le Département à l'attention de la Métropole dans les 3 mois suivant l'année de référence, en prenant en compte les estimations forfaitaires susvisées et d'éventuels coûts supplémentaires liés à des demandes d'intervention non prévues initialement. Elles seront facturées par la société informatique au Département sur la base de coûts unitaires figurant en annexe de la convention ou approuvés par les deux parties par simple échange de courriers ou de mails pendant la période transitoire. Les temps passés seront approuvés par les deux parties.

La supervision, le contrôle, le traitement des demandes d'intervention réalisées par la Direction Informatique du Département, COGITIS et les prestataires missionnés pour assurer le bon fonctionnement et l'évolution de cette solution seront refacturés à Montpellier Méditerranée Métropole en fonction des prestations réellement exécutées sur la base de devis et/ou de coûts unitaires acceptés par les deux parties par simple échange de mails entre les directions concernées

Une partie de ces coûts unitaires figure en annexe de la convention.

Les temps passés seront validés par les signataires. Elles feront l'objet d'un titre annuel établi par le Département à l'attention de la Métropole dans les 3 mois suivant l'année de référence.

L'ensemble des opérations de duplication et de paramétrages seront finalisées au début du mois décembre puis testées et validées dans la perspective du déménagement des agents affectés au FSL, la dernière semaine de décembre et d'une mise en œuvre opérationnelle dès le 2 janvier 2018.

Le maintien du logiciel d'édition automatique des courriers, mis en place par le Département, au sein des services en charge de la gestion des routes départementales, sur le territoire métropolitain a participé au bon déroulement des opérations de transfert au 1^{er} juillet dernier. Il a nécessité la réalisation d'opérations de paramétrage et d'extraction par la Direction Informatique du Conseil Départemental et ses prestataires.

De même, un photocopieur relevant du parc départemental est maintenu dans les locaux mis à disposition de la Métropole sur le site de Marconi, jusqu'au 31 décembre 2017.

Dans le cadre de la convention, les parties conviennent du remboursement par Montpellier Méditerranée Métropole des prestations susvisées pour un montant de 8 038,50€ HT ainsi que des frais inhérents à l'exploitation et à la maintenance de cet équipement bureautique, sur la base d'un coût unitaire par copie et de leur nombre constaté du 1^{er} juillet jusqu'à la fin de l'année 2017 (coût estimatif 1 318,82€HT)

A cet effet le Département émettra un titre de recettes au cours du premier trimestre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion d'une convention avec le Département de l'Hérault pour le maintien de solutions informatiques relatives aux transferts des compétences voiries et Fonds de Solidarité Logement ;
- dire que les dépenses sont inscrites au budget principal ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout acte relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1150928-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - REPRÉSENTANTS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ AU SEIN DE LA FACULTÉ DE LANGUES ET CULTURES ÉTRANGÈRES ET RÉGIONALES - UFR2 - UNIVERSITÉ PAUL VALÉRY - DÉSIGNATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'unité de formation et de recherche « UFR2 – Faculté de Langues et Cultures Étrangères et Régionales », ci-après dénommée UFR 2, est une composante de l'Université Paul-Valéry Montpellier 3. Elle se compose de Départements, Laboratoires et Centres de recherche qui se consacrent à la Formation et à la Recherche dans le domaine des Langues étrangères et régionales.

L'UFR 2 a vocation:

- à accueillir les langues associées à ce domaine,
- à préparer aux diplômes nationaux, Licences LLCER, L.E.A. et Masters L.E.A. et LLCER, adossés aux équipes de recherche correspondantes,
- à préparer aux diplômes universitaires,
- à assurer la préparation aux concours,
- à développer et à valoriser la recherche relevant de ces disciplines,
- à assurer des cours de langues pour les spécialistes d'autres disciplines (LANSAD),
- à mettre en place et à délivrer des certifications en langues.

Le Conseil de L'UFR est composé de 29 membres, soit :

- 8 représentants élus du collège des Professeurs et Personnels assimilés
- 8 représentants élus du collège des autres Enseignants et Personnels assimilés
- 2 représentants élus des Personnels administratifs IATSS
- 5 représentants élus des Usagers, titulaires, et autant de suppléants
- 6 personnalités extérieures réparties ainsi :
 - deux personnalités extérieures désignées par les collectivités territoriales : un représentant du Conseil Départemental de l'Hérault désigné par lui, un représentant de Montpellier Méditerranée désigné par elle ;
 - un représentant des activités économiques : un représentant de la Chambre de Commerce Italienne désigné par elle ;
 - trois personnalités désignées par le Conseil de l'UFR à titre personnel.

Le mandat des représentants élus est d'une durée de quatre ans, sauf pour les représentants des usagers dont le mandat est d'une durée de deux ans.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir désigner le représentant de la Métropole.

Le président propose la candidature de Mme C. MARION.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Le Conseil décide à l'unanimité de ne pas procéder à cette désignation par un vote à scrutin secret mais par vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée ;
- procéder à la désignation du représentant de la Métropole et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151886-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

LOGEMENT



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILS, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

LOGEMENT – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE - CLÔTURE DE L'EXERCICE 2017 - AVENANT N°3 À LA CONVENTION SIGNÉE AVEC L'ETAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, Montpellier Méditerranée Métropole s'est vue déléguer par l'Etat pour une durée de 6 ans (2016-2021), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés.

A ce titre, elle a signé, le 30 mai 2016, une convention de délégation de compétence avec l'Etat, complétée par une seconde convention avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour la gestion des aides à l'habitat privé.

Ces conventions prévoient qu'un avenant dit « de fin de gestion », à intervenir en fin d'année, précise les dotations de crédits effectivement allouées à Montpellier Méditerranée Métropole, et le cas échéant, les dotations complémentaires accordées au regard des évolutions de la programmation. Ces avenants conditionnent le versement par l'Etat et l'Agence Nationale de l'Habitat du reliquat d'autorisations d'engagement déléguées à Montpellier Méditerranée Métropole.

L'exercice 2017 est marqué en cette fin d'année par une baisse importante du budget national dédié à la production de logements sociaux. En effet, la contribution de l'Etat au budget du Fonds National des Aides à la Pierre (FNAP) a été diminué en juillet dernier de 96 M€, entraînant une baisse de 20% des dotations initialement notifiées. L'enveloppe déléguée à la région Occitane est ainsi ramenée de 28 319 719 € à 22 716 256 €.

Cette baisse a été répercutée à l'échelle infrarégionale en tenant compte de la programmation actualisée des territoires, et une réserve régionale a été constituée afin de permettre des derniers ajustements. En l'état actuel des échanges avec les services de l'Etat, la dotation accordée à Montpellier Méditerranée Métropole par avenant du 2 mai 2017 à la convention de délégation de compétence serait réduite de 15%, soit de 4 085 700 € à 3 465 899 €.

Ainsi, l'enveloppe proposée ne permettrait pas de financer les perspectives de production qui s'élèvent à ce jour à 1 693 logements sociaux, dont 1 312 PLUS/PLAI, supérieures à l'objectif annuel du PLH 2013-2018 prévoyant un minimum de 1 250 PLUS/PLAI. Ce sont ainsi près de 180 PLUS/PLAI qui pourraient ne pas être financés cette année faute de crédits suffisants.

Cette situation serait inédite et peu compréhensible compte tenu des besoins en logements sociaux très importants sur le territoire (69% de la population éligible, 23 000 demandeurs), et des obligations qui pèsent sur les communes de plus de 3 500 habitants de Montpellier Méditerranée Métropole, seul grand EPCI de la région Occitanie à être concerné par l'obligation de disposer de 25% de logements sociaux à l'horizon de 2025.

S'agissant des aides à la rénovation des logements privés anciens, les objectifs et dotations n'étant pas définitivement arrêtés, ces derniers feront l'objet d'une délibération spécifique lors d'un prochain Conseil.

La convention de délégation de compétence des aides à la pierre signée avec l'Etat le 30 mai dernier fixait pour 2017 un objectif de 1 796 logements locatifs sociaux à produire.

Délibération n° 15033

L'avenant n°3 de fin de gestion a pour objet de prendre en compte la dotation définitive 2017, ainsi que les objectifs correspondants, selon la répartition suivante :

Types de financement	<i>Rappel objectifs PLH 2013-2018</i>	<i>Rappel objectifs initiaux 2017 délégation</i>	Perspectives de production 2017 actualisées	Nb de logements finançables au regard de la dotation proposée
PLAI	450	535	510	451
PLUS	800	865	802	682
PLS ordinaire	250	146	158	158
PLS spécifiques		250	223	223
TOTAL	1 500	1 796	1 693	1 514

PLAI : prêt locatif aidé d'intégration

PLUS : prêt locatif à usage social

PLS ordinaire : prêt locatif social ordinaire (hors étudiants et foyers)

PLS spécifiques : prêt locatif social ordinaire – logements étudiants et foyers

En complément, l'Etat mettra à la disposition de la Métropole 157 agréments permettant de financer autant de logements en Prêt Social de Location-Accession (PSLA), qui ne sont pas décomptés comme logements locatifs sociaux mais contribuent à l'atteinte de l'objectif de production de logements en accession abordable fixé par le PLH (20% de l'offre globale de logement), contre 131 initialement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°3 à la convention principale de délégation d'attribution des aides à la pierre à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'État ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151995-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 61 LOGEMENTS SOCIAUX À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 61 logements sociaux correspondant à deux opérations prenant place à Montpellier.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 2 000 € par logement PLUS / PLAI situé en zone 2 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des deux opérations projetées sont détaillés dans le tableau suivant :

Opération	« Le Klimt », avenue des Prés d'Arènes à Montpellier	« New 123 » 123 bis avenue de Palavas à Montpellier
Caractéristiques :		
Architecte	NBJ Architectes à Montpellier	MDR et GS Architectes à Montpellier
Collectif/Individuel	Collectif	Collectif
Surface habitable	763,90 m²	3 080,40 m²
Nombre de logement	12	49
Catégorie de financement	8 PLUS / 4 PLAI	33 PLUS / 16 PLAI
Typologie	4 T2 – 6 T3 – 2 T4	1 T1 – 18 T2 – 22 T3 – 8 T4
Plan de financement :		
Coût total de l'opération	1 620 485 €	6 583 218 €
Subvention Etat déléguée	29 400 €	117 600 €
Subvention Région	12 000 €	48 500 €
Prêt CDC	1 300 085 €	5 289 768 €
Prêt PEEC	27 000 €	189 000 €
Fonds Propres	228 000 €	840 350 €
Participation Montpellier Méditerranée Métropole	24 000 €	98 000 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 24 000 € à la SA d'HLM FDI Habitat pour la création de 12 logements locatifs sociaux, résidence « Le Klimt », avenue des Prés d'Arènes à Montpellier ;
- apporter une subvention de 98 000 € à la SA d'HLM FDI Habitat pour la création de 49 logements locatifs sociaux, opérations « New 123 », 123 bis avenue de Palavas à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution de subventions fixant notamment les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces conventions d'attribution de subventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 15034

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151605-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 22 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES HAUTS DE LATTES », ZAC ODE ACTE 2 LOT 25 D, CHEMIN DE SORIECH À LATTES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation de 22 logements locatifs sociaux, résidence « Les Hauts de Lattes », ZAC Ode Acte 2, lot 25 D, chemin de Soriech à Lattes.

Le programme comprend 16 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 6 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI).

Conçu par le cabinet Philippe Rubio architectes, le programme développe une surface habitable totale de 1 148.48 m² selon la typologie suivante : 3 T1 bis, 9 T2, 8 T3, 2 T4.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : 2 396 186 € ;
- Subvention Etat déléguée : 51 936 € ;
- Subvention Région : 29 836 € ;
- Prêt CDC : 2 292 414 € ;
- Fonds propres : 0 € ;
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 22 000 €.**

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 1 000 € par logement PLUS / PLAИ en zone 3 du financement du logement social pour permettre l'équilibre financier des opérations.

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous d'un montant de 22 000 €, pour la réalisation de 22 logements locatifs sociaux, résidence « Les Hauts de Lattes », ZAC Ode à la Mer, lot 25 D, chemin de Soriech à Lattes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 15035

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. R. YOUSSEUS.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1138286-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE GINESTIER », 1 824 RUE MARCEL PAGNOL À PÉROLS - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation de 10 logements locatifs sociaux, résidence « Le Ginestier », 1824 rue Marcel Pagnol à Pérols.

Le programme comprend 7 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 3 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI).

Conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Thomas Rondony, le programme développe une surface habitable totale de 551,80 m² selon la typologie suivante : 6 T2, 3 T3 et 1 T4.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 1 000 € par logement PLUS / PLAI situé en zone 3 du financement du logement social pour permettre l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : 1 282 723 € ;
- Subvention Etat déléguée : 25 968 € ;
- Subvention Région : 10 000 € ;
- Prêt CDC : 1 186 755 € ;
- Fonds propres : 50 000 € ;
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 10 000 €.**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 10 000 € à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous pour la réalisation de 10 logements locatifs sociaux, résidence « Le Ginestier », 1 824 rue Marcel Pagnol à Pérols ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. R. YOUSSEUS.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151232-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 43 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE "PALOMAYA", ZAC RIVE GAUCHE LOT 4 À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT ACM HABITAT - DÉLIBÉRATION N°13734 DU 14 AVRIL 2016 - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°13734 prise en Conseil du 14 avril 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a attribué une subvention de 82 000 € à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat, pour la construction de 41 logements sociaux, situés dans la résidence initialement dénommée « Pablo Picasso », ZAC Rive Gauche lot 4 à Montpellier.

A la suite de la modification du programme intervenue en 2017, portant le nombre de logements à 43, ACM Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction des 2 logements supplémentaires.

La subvention de la Métropole est proposée sur la base du montant forfaitaire qui était en vigueur pour les opérations agréées en 2014, à savoir 2 000 € par logement situé en zone 2 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations. Les caractéristiques et le plan de financement de l'opération sont modifiés comme suit :

- Caractéristiques et plan de financement prévisionnel initiaux (délibération du 14 avril 2016) :

Opération	« Pablo Picasso » ZAC Rive Gauche lot 4 MONTPELLIER
Zone	2
Caractéristiques :	
Architecte	W&A et JBM
Collectif/Individuel	Collectifs
Surface habitable	2372,00 m²
Nombre de logement	41
Catégorie de financement	29 PLUS / 12 PLAI
Typologie	7 T2 – 24 T3 – 9 T4 – 1 T5
Plan de financement :	
Coût total de l'opération	4 997 307,33 €
Subvention Etat déléguée	42 456,00 €
Subvention Etat surcharge foncière	38 772,00 €
Subvention Action Logement	38 772,00 €
Subvention Région	65 000,00 €
Prêt CDC	4 646 307,33 €
Prêt PEEC	84 000,00 €
Participation Montpellier Méditerranée Métropole	82 000,00 €

- Caractéristiques et plan de financement à prendre en compte dans la présente délibération :

Opération	« Palomaya » ZAC Rive Gauche lot 4 MONTPELLIER
Zone	2
Caractéristiques :	
Architecte	W&A et JBM
Collectif/Individuel	Collectifs
Surface habitable	2 704.90 m²
Nombre de logement	43
Catégorie de financement	31 PLUS / 12 PLAI
Typologie	2 T1 - 10 T2 – 23 T3 – 7 T4 – 1 T5
Plan de financement :	
Coût total de l'opération	5 325 103,00 €
Subvention Etat déléguée	42 956,00 €
Subvention Etat surcharge foncière	38 772,00 €
Subvention Action Logement	36 000,00 €
Subvention Région	65 000,00 €
Prêt CDC	4 972 375,00 € 84 000,00
Prêt PEEC	€
Participation Montpellier	86 000,00 €
Méditerranée Métropole	

Il y a lieu de modifier la convention d'attribution par voie d'avenant.

Le reste de la délibération n°13734 demeure inchangé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification de la délibération n°13734 du 14 avril 2016 et apporter une subvention à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat de 86 000 € pour la réalisation de 43 logements résidence « Palomaya » situés ZAC Rive Gauche Lot 4 à Montpellier, en lieu et place des 82 000 € antérieurement accordés ;
- dire que le crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de l'avenant à la convention d'attribution fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire
Publié le : 06/12/17
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20171127-lmc1151832-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 32 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE «
DOMAINE DE COURPOUYRAN TRANCHE 1 », ANCIEN CHEMIN DE LODÈVE
À JUVIGNAC - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM IMMOBILIÈRE
MÉDITERRANÉE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La SA d'HLM Immobilière Méditerranée a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 32 logements locatifs sociaux, résidence « Domaine de Courpouyrans tranche 1 », ancien chemin de Lodève à Juvignac.

Le programme, sous maîtrise d'ouvrage des promoteurs Corim et Angelotti comprend 16 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 10 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain ACT.

La SA d'HLM Immobilière Méditerranée demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les six emprunts d'un montant total de 3 643 329 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 995 577 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 708 275 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 459 225 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 284 910 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 776 862 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 418 480 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-2 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier	PLS construction	PLS foncier
Montant du prêt	995 577 €	708 275 €	459 225 €	284 910 €	776 862 €	418 480 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Différé d'amortissement	de 3 à 24 mois maximum					
Périodicité des échéances	annuelle					
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt					
	+ 0,6 %	+ 0,59%	- 0,2 %	+ 0,59%	+ 1,11 %	+ 0,59%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %					
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)					
Modalité de révision	double révisabilité limitée					
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0.5 % maximum					
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %					

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction et PLS construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier et PLS foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM Immobilière Méditerranée, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Immobilière Méditerranée est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Immobilière Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 732 496,75 €, représentant 75 % des six prêts d'un montant total de 3 643 329 € sollicités par la SA d'HLM Immobilière Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 32 logements locatifs sociaux, résidence « Domaine de Courpouyran tranche 1 », ancien chemin de Lodève à Juvignac ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Immobilière Méditerranée, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 06/12/17
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20171127-lmc1151240-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « INTERLUDE », RUE DE CASSEYROLS À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM IMMOBILIÈRE MÉDITERRANÉE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE.

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La SA d'HLM Immobilière Méditerranée a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 5 logements locatifs sociaux, résidence « Interlude », rue Casseyrols à Montpellier.

Le programme, sous maîtrise d'ouvrage du Promoteur Crédit Agricole Immobilier comprend 5 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain ZATTnSAT.

La SA d'HLM Immobilière Méditerranée demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les 3 emprunts d'un montant total de 611 592 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 212 277 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 232 957 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) complémentaire d'un montant de 166 358 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-2 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLS construction	PLS foncier	PLS complémentaire
Montant du prêt	212 277 €	232 957€	166 358 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum		
Périodicité des échéances	annuelle		
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt		
	+ 1,11 %		
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %		
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)		
Modalité de révision	double révisabilité limitée		
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,50 % maximum		
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %		

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans les prêts PLS construction et PLS complémentaire, et de 60 ans pour le prêt PLS foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM Immobilière Méditerranée, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Immobilière Méditerranée est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Immobilière Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 458 694 €, représentant 75 % des trois prêts d'un montant total de 611 592 € sollicités par la SA d'HLM Immobilière Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 5 logements locatifs sociaux, résidence « Interlude », rue de Casseyrols à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Immobilière Méditerranée, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151251-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 40 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE LE « PLAN DES GARRIGUES », RUE DU PLAN DES GARRIGUES À CLAPIERS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Le Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 40 logements locatifs sociaux, résidence le « Plan des Garrigues », rue du Plan des Garrigues à Clapiers.

Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Ametis, comprend 27 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 13 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain A+ Architecture.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 4 288 432 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 486 364 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 1 354 501 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 864 308 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 583 259 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-2 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 486 364 €	1 354 501 €	864 308 €	583 259 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Différé d'amortissement	24 mois	-	24 mois	-
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,37 %	- 0,20 %	+ 0,37 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts prioritaires)			
Modalité de révision	simple révisabilité			
Taux annuel de progressivité	0 à 1 % maximum			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 216 324 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 4 288 432 €, sollicités par la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 40 logements sociaux, résidence le « Plan des Garrigues », rue du plan des Garrigues à Clapiers ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1152096-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES PASSERINES », 53 RUE DES PASSERINES À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 8 logements sociaux, résidence « Les Passerines » située 53 rue des Passerines à Montpellier.

L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Nexity, comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecte montpelliérain Serrado.

PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 843 922 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 344 212 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 245 333 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 135 266 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 119 111 € ;

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-2 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	344.212 €	245 333 €	135 266 €	119 111 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.6 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.34 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.34 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de - 3% à 0,50 %			
Profil d'amortissement	amortissements déduit (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité			
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 632 941,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 843 922 € sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 8 logements sociaux résidence « Les Passerines », 53 rue des Passerines à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire
Publié le : 06/12/17
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20171127-lmc1151188-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION
DES MILIEUX AQUATIQUES**



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES
– COMMUNE DE PÉROLS - ETUDE PRÉALABLE À LA RÉDUCTION DE LA
VULNÉRABILITÉ DU PATRIMOINE BÂTI SOUMIS AU RISQUE INONDATION PAR
RUISSELLEMENT PLUVIAL - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS AVEC LA
COMMUNE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-M. LUSSERT, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En application des articles L 5217-7 et L 5215-26 du Code général des collectivités territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole. Celui-ci est versé à Montpellier Méditerranée Métropole après accords concordants, exprimés à la majorité simple du conseil municipal et du conseil de la Métropole.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre d'une opération, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Dans sa séance du 22 février 2017, le Conseil de Métropole a approuvé par délibération n°14506 la conclusion d'une convention avec le Syndicat du Bassin du Lez, le SYBLE, pour le financement d'études préalables à la réduction de la vulnérabilité à la parcelle du patrimoine bâti soumis au risque inondation par ruissellement pluvial sur la commune de Pérols. Ces études portent sur 100 diagnostics dont le montant total est estimé à 72 000 € TTC et financés à 30 % sur le FEDER, à 20 % par le SYBLE et 50 % pour Montpellier Méditerranée Métropole.

En effet, ce type d'intervention est proposé à titre gratuit auprès des populations concernées dans le cadre du dispositif du PAPI2 Lez Mosson, l'Etat complétant à hauteur de 50% le plan de financement s'agissant de risque inondation par débordement de cours d'eau.

Afin de maintenir la gratuité du service offert en vertu du principe d'équité, il avait été convenu que Montpellier Méditerranée Métropole, intéressée au titre de ses différentes compétences, compense la part non couverte par l'Etat dans le cas du bâti soumis au risque inondation par ruissellement pluvial, et se fasse rembourser la dépense correspondante par la commune de Pérols via le versement d'un fonds de concours.

Le Conseil Municipal de la commune de Pérols a approuvé le versement de ce fonds de concours par délibération n°2017-02-03/25 du 23 février 2017.

Le montant du fonds de concours, pour l'opération de diagnostics liés au ruissellement pluvial s'élève à 15 000 € HT, soit 50% du montant prévisionnel HT de l'opération à la charge de la Métropole. Le projet de convention de fonds de concours établi en conséquence détermine notamment les modalités de versement par la commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement du fonds de concours par la Commune de Pérols pour l'étude préalable à la réduction de la vulnérabilité du patrimoine bâti soumis au risque inondation par ruissellement pluvial, à hauteur de 15 000 € HT ;
- approuver la convention définissant les modalités de versement du fonds de concours ;
- dire que les crédits nécessaires aux dépenses qui seront réalisées par la Métropole sont inscrits au budget principal chapitre 937 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151620-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES
– PROGRAMME D'ACTIONS DE PRÉVENTION DES INONDATIONS (PAPI) SUR LE
BASSIN VERSANT DE L'ETANG DE L'OR - PROJET DE CONVENTION CADRE POUR
LES ANNÉES 2018 À 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-M. LUSSERT, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La problématique inondation est fortement présente sur le bassin versant de l'étang de l'Or qui compte une dizaine de cours d'eau principaux qui traversent le bassin du Nord au Sud avant de se jeter dans la lagune. Les 32 communes du bassin versant, dont 12 sont membres de Montpellier Méditerranée Métropole, sont exposées au risque inondation par débordement des cours d'eau, ruissellement de nappe ou submersion marine, sur une partie au moins de leur territoire et présentent des zones urbanisées ou d'activités en zone inondable. La superficie inondable couvre plus de 50% du territoire du bassin versant, les secteurs aval et périphériques de la lagune étant les plus touchés.

Face aux enjeux locaux de gestion du risque inondation, associés aux enjeux environnementaux de restauration de la qualité des eaux de la lagune, ce territoire a su ces dernières années à la fois conforter la gouvernance territoriale, améliorer la connaissance du risque et élaborer progressivement une stratégie.

En effet, le syndicat local, le SMGEO, s'est transformé en décembre 2009 en syndicat mixte, le SYMBO, récemment labellisé EPTB (Etablissements Publics Territoriaux de Bassin), et regroupant le Département de l'Hérault, les 4 EPCI (Etablissements Publics de Coopération intercommunale) que sont la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, la Communauté de Communes du Pays de Lunel, la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup et Montpellier Méditerranée Métropole. Des liens interbassins depuis progressivement construits autour de la prise en compte du risque inondation entre les différents EPTB : SYBLE, SYMBO, VISTRE et VIDOURLE permettant notamment des travaux partagés sur les études de connaissance du risque à l'échelle du bassin versant ou du pourtour des étangs palavasiens et de l'Or.

Le SYMBO est ainsi devenu porteur de l'élaboration et l'animation de la Stratégie Locale de Gestion des Risques d'Inondation (SLGRI) approuvée par le Préfet de l'Hérault en date du 9 juin 2017. Cette stratégie constitue une déclinaison locale de la Directive européenne 2007/60/CE relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, dite « directive inondation », sur le Territoire à Risques Importants (TRI) de Montpellier-Lunel-Mauguio-Palavas.

L'amélioration de la connaissance du risque a été permise grâce à la signature du contrat de bassin versant de l'étang de l'Or le 1^{er} juillet 2015 dont le volet C – Gestion du risque inondation est constitué par un PAPI d'intention, programme d'études et d'animation d'un montant de 1 080 000€ TTC sur trois ans.

Les Programmes d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) ont pour objet de promouvoir une gestion intégrée des risques d'inondation en vue de réduire leurs conséquences dommageables sur la santé humaine, les biens, les activités économiques et l'environnement.

Véritable outil de contractualisation entre l'Etat et les collectivités et leurs groupements, le dispositif PAPI permet la mise en œuvre d'une politique globale, pensée à l'échelle du bassin de risque. Il comprend ainsi des actions réparties en différents axes depuis la culture du risque jusqu'aux travaux lourds de lutte contre les inondations. Il prend la forme d'une convention cadre avec la liste des actions, l'identification des maîtres d'ouvrages et des financeurs. Le financement des actions prévues est défini par chacun des partenaires dans le cadre de leurs règles habituelles et dans les limites des ressources budgétaires qui leur sont propres.

L'inscription des actions au PAPI permet d'obtenir les aides financières de l'État.

Le PAPI d'intention engagé par le SYMBO avait pour objectifs d'améliorer la connaissance du risque inondation à l'échelle du bassin versant, de préciser ce risque sur les biens et les personnes, de créer une démarche d'animation sur ce risque, notamment par des actions de sensibilisation du public, et d'élaborer un programme d'actions concerté et opérationnel permettant de proposer à l'issue du PAPI d'intention, un PAPI complet de travaux.

Ces démarches permettent aujourd'hui au SYMBO de proposer, pour le nouveau PAPI complet, une stratégie cohérente et adaptée aux problématiques du territoire et un programme d'actions équilibré qui répond aux enjeux et priorités du territoire.

Ceux-ci sont caractérisés par un fort accroissement démographique lié notamment à l'attractivité de la région montpelliéraine. Les objectifs fixés par le SCoT en 2006 visent la maîtrise du développement urbain, la priorité au réinvestissement urbain et la densification des formes urbaines. Ces démarches seront intensifiées dans le cadre du futur SCoT pour limiter l'étalement urbain vers les zones à risque, prendre en compte les risques nouvellement identifiés et limiter le ruissellement urbain.

Par ailleurs, les risques conjugués sur les zones littorales méditerranéennes, soumises aux épisodes cévenols qui aggravent la vitesse de formation et de propagation des crues, amplifiés par les impacts du changement climatique, augmentent le niveau d'incertitude concernant le réel danger pour les vies humaines (crues torrentielles, débordement des étangs, submersion marine, ruissellement, érosion côtière) et le coût des dommages notamment sur les activités économiques. Les réponses apportées doivent donc conduire à un large éventail de mesures du fait de la diversité de la formation et de la conjugaison des crues, de la diversité géologique (relief, plaine, étang, littoral...), de la diversité d'occupation du territoire (rural et urbain), incluant l'organisation des opérations de sauvegarde et de secours.

Les PAPI dits de nouvelle génération constituent l'un des dispositifs devant permettre la mise en œuvre des objectifs de la Directive Inondation (DI) de 2007. Ainsi, certaines modalités des PAPI présentent un caractère de nouveauté fort par rapport aux précédents PAPI, notamment en renforçant la prise en compte du risque dans l'aménagement du territoire et en développant des actions de prévision, d'alerte et de gestion de crise.

Les actions des PAPI doivent aussi s'articuler et s'avérer compatibles avec les Plans de Gestion des Risques d'Inondations (PGRI) à l'échelle du district hydrographique et les Stratégies Locales de Gestion des Risques d'Inondations (SLGRI) en cours d'élaboration ainsi qu'avec les mesures des différents outils de protection ou de gestion des milieux aquatiques notamment les SDAGE, et s'ils existent sur le territoire, les SAGE et les contrats de rivière.

Enfin, les évolutions réglementaires en matière de prévention des risques et la rationalisation des dépenses publiques, obligent dorénavant l'Etat à vérifier l'opportunité et l'efficacité des nouveaux PAPI à travers un dispositif de labellisation. Le PAPI devra ainsi être labellisé par la Commission Mixte Inondations (CMI), instance collégiale représentative au niveau national de toutes les parties prenantes (Etat, élus collectivités, établissements publics de bassin, assureurs, société civile) impliquée dans la gestion des risques inondations.

Dans ce cadre, le projet de PAPI élaboré par le SYMBO, en concertation avec l'État, les financeurs, les collectivités et leurs groupements, retient 5 objectifs prioritaires :

- renforcer la culture du risque,
- apprendre à vivre avec les inondations et mieux gérer la crise,
- améliorer la connaissance du risque et sa prise en compte dans l'aménagement,
- façonner un territoire moins vulnérable et plus résilient,
- protéger intelligemment les populations tout en respectant les fonctionnalités du milieu naturel.

L'atteinte de ces objectifs passe par les actions majeures suivantes :

- renforcer la synergie entre la politique d'aménagement du territoire, la politique de l'eau (contrat de bassin versant) et la politique de prévention et de gestion des risques d'inondations (SLGRI, PAPI) pour permettre, notamment, une meilleure prise en compte du risque, et de ses évolutions du fait du changement climatique, dans l'aménagement du territoire, et poursuivre l'accompagnement des collectivités lors de l'élaboration ou de la révision des SCoT et PLU/PLUi,
- réaliser les grands travaux de protection collective des principaux secteurs à enjeux situés en zone inondable sur le bassin versant de l'étang de l'Or,
- favoriser les mesures individuelles de réduction de la vulnérabilité des bâtiments à défaut de solution collective pertinente,
- conforter la gestion des ouvrages hydrauliques notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence GEMAPI,

- améliorer la surveillance, la prévision, l'alerte et la gestion de crise par des outils innovants, favoriser la gestion collaborative de la crise et améliorer les Plans Communaux de Sauvegarde actuels,
- intensifier les opérations de culture du risque engagées dans le PAPI d'intention.

Les actions relatives à la mise en œuvre d'un plan de gestion de la ripisylve des cours d'eau à l'échelle du bassin versant, au renforcement de la préservation des zones humides et des zones d'expansion des crues et à la réduction de l'érosion des sols et le ruissellement, font également partie intégrante des mesures retenues mais sont hors dispositif financier du PAPI.

La convention cadre élaborée précise le programme d'actions sur la période 2018-2022, son évaluation financière, les maîtres d'ouvrage et le principe des financements par chacun des partenaires. Conformément au cahier des charges PAPI, le programme d'actions du PAPI sera réparti en 7 axes d'intervention. Un axe supplémentaire, Axe 0, a été retenu pour l'animation du PAPI :

Axe 0	Animation du PAPI	300 000 € TTC
Axe 1	Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque	425 000 € TTC
Axe 2	Surveillance, prévision des crues et des inondations	504 000 € TTC
Axe 3	Alerte et gestion de crise	200 000 € TTC
Axe 4	Prise en compte du risque d'inondation dans l'urbanisme	200 000 € TTC
Axe 5	Action de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens	1 149 000 € TTC
Axe 6	Ralentissement des écoulements	6 480 000 € TTC
Axe 7	Gestion des ouvrages de protection hydraulique	9 936 000 € TTC

Le coût total du programme est évalué à 19 200 000 € TTC.

La convention sera signée par le porteur de PAPI, le SYMBO, avec les financeurs : l'Etat, la Région Occitanie et le Département de l'Hérault.

La maîtrise d'ouvrage de chaque action sera portée par le SYMBO, les communes ou leurs groupements, en fonction de leur compétence, conformément au tableau récapitulatif des actions figurant en annexe de la convention.

En particulier, le SYMBO assurera l'animation du PAPI et pourra porter les actions d'amélioration de la connaissance et de la conscience du risque comme la sensibilisation des scolaires ou les études de diagnostics de réduction individuelle de la vulnérabilité de l'habitat. Ces dernières concernent environ 75 bâtis situés sur les Communes de Baillargues, Jacou, le Crès, Restinclières et Saint-Brès sur le territoire de la Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole assurera essentiellement la maîtrise d'ouvrage des aménagements structurels de protection contre les inondations de la Cadoule et du ruisseau de l'Aigues Vives à Baillargues, de l'étang de l'Or à Pérols et les derniers travaux prévus au schéma directeur hydraulique du Nègues Cats à Lattes, pour un montant global de l'ordre de 5,06 M€ TTC.

En complément et dans le cadre de la mise en place de la compétence GEMAPI, le PAPI prévoit une action d'un montant de 300 000 € TTC pour l'identification des systèmes endiguement potentiels au sens du décret « digues » du 12 mai 2015, qu'il s'agisse d'ouvrages existants ou projetés dans l'axe 7.

Le pilotage du PAPI sera porté par un comité, présidé conjointement par Monsieur le Préfet et Monsieur le Président du SYMBO, et composé des signataires de la convention de PAPI, des représentants des EPCI, des chambres consulaires et des associations.

Le projet de nouveau PAPI proposé constitue ainsi un outil de renforcement des actions concourant à la résilience du territoire conformément aux orientations du PGRI et dans le respect des enjeux sur la biodiversité et les milieux naturels aquatiques définis par le SDAGE.

Compte tenu des objectifs affichés et des actions retenues, il est proposé d'approuver le projet de PAPI. Aussi, il convient de prendre l'engagement de réaliser les principales actions inscrites sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole, engagement nécessaire pour constituer le dossier à instruire par les services de l'Etat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention cadre entre l'Etat, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et le Syndicat Mixte du bassin versant de l'étang de l'Or portant sur la définition d'un projet de programme d'actions de prévention des inondations sur le bassin versant de l'étang de l'Or pour la période 2018-2022,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire en particulier la lettre d'engagement à réaliser les actions définies par le programme relevant de la maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. J.-M. LUSSERT, M. J.-L. MEISSONNIER, M. G. PASTOR, M. J.-P. RICO.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151722-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**PROXIMITE, RELATION AVEC LES USAGERS,
COMPLEXE FUNERAIRE, CHASSE ET PECHE**



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

PROXIMITÉ, RELATIONS AVEC LES USAGERS, CHASSE ET PÊCHE – DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DU SERVICE EXTÉRIEUR DES POMPES FUNÈBRES ET DU CRÉMATORIUM - SAEML SFMA - TARIF GÉNÉRAL 2018 ET RÈGLEMENT INTÉRIEUR - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. JAOUL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°12578 du 30 octobre 2014, le Conseil d'Agglomération, devenu Conseil de Métropole, a confié l'exploitation des services funéraires et la gestion du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole à la SAEML SFMA par délégation de service public.

Le Tarif général 2018

L'article 22 « dispositions tarifaires » de la convention de délégation de service public, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015 rappelle que les tarifs, pour les prestations résultant de l'application de la convention, sont définis par délibération de l'autorité délégante sur proposition du délégataire, dans la limite de l'évolution annuelle de l'indice INSEE des prix à la consommation relatifs aux services funéraires.

- Sur l'évolution des tarifs relatifs au service extérieur des pompes funèbres et du crématorium, il est proposé de ne pas augmenter le tarif général 2018 :

Dans le strict respect du contrat de délégation de service public, le Conseil d'administration de la SAEML-SFMA, réuni en séance du 29 septembre 2017, a donné un avis favorable pour l'application du nouveau tarif général 2018.

Au regard du niveau actuel de la tarification des prestations, des fournitures et du résultat de l'exercice 2016 de la société qui s'élève à 650 374 €, il est proposé au Conseil de ne pas augmenter le tarif général 2018 des services funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole, exploités par la SAEML SFMA.

- Sur la modification de la grille tarifaire, il est proposé d'approuver les ajustements proposés par le délégataire :

L'architecture de la grille tarifaire a fait l'objet quant à elle d'adaptations opérationnelles par la substitution d'un tarif, l'ajout de trois nouveaux tarifs et le changement d'un libellé.

La nouvelle grille tarifaire, applicable à compter du 1^{er} janvier 2018, est décomposée en 9 rubriques et comptera 240 tarifs, au lieu de 237 en 2017.

Les adaptations opérationnelles sont les suivantes :

- Frais de séjour en salon de présentation - 4 jours et plus ;

Il s'agit par substitution de supprimer le tarif global pour 4 jours à 173 € TTC par la création du tarif à la journée, au-delà de 3 jours, pour 43,25 € ;

- Personnel en tenue ;

Il s'agit d'harmoniser entre les rubriques « transport » et « cérémonie » les tarifs affichés à la personne, 53,50 € TTC, permettant une modulation selon le nombre de porteurs. En effet le tarif à la personne en tenue n'existe que pour la rubrique « transport », la rubrique « cérémonie » ayant des tarifs figés selon un nombre de porteurs.

- Plaque columbarium - Médaillon photo personnalisé vinyle ;

Il s'agit de créer une nouvelle prestation complémentaire optionnelle dans la rubrique « inhumation » à 56,00 € TTC.

- Fourniture de cercueil de réduction en chêne – 1,40m – 1,60m ;

Une précision de dénomination a été apportée au libellé qui ne mentionnait jusqu'en 2017 qu'1,60 m.

- Boite à ossements Faculté 1,85m ;

Le tarif spécifique réservé aux collectivités a été complété par l'ajout d'une boite à ossements dans le cadre de travaux d'exhumations de concessions reprises pour un montant de 225 € TTC.

Le Règlement intérieur a fait l'objet d'ajustements pour être en conformité avec la réglementation qui s'impose à la structure

L'article 17.4 de la convention de délégation de service public, stipule que toute modification du règlement intérieur par le délégataire doit être communiqué au délégant et approuvé par celui-ci.

Le Conseil d'administration de la SAEML-SFMA, réuni en séance du 29 septembre 2017, a approuvé le nouveau règlement intérieur du funérarium et du crématorium.

Le décret n°2017-983 du 10 mai 2017 relatif aux conditions d'intervention des thanatopracteurs et à l'information des familles concernant les soins de conservations, a modifié l'article R. 2223-67 du Code général des collectivités territoriales qui dispose que les gestionnaires d'une chambre funéraire, d'une chambre mortuaire, d'un crématorium sont tenus d'adopter un règlement intérieur conforme aux dispositions prévues.

Ce règlement doit être affiché à la vue du public dans les locaux d'accueil du public et mentionne notamment :

- la date de création,
- les dates et modalités de contrôle de la chambre funéraire ou du crématorium,
- les conditions d'accès et d'interventions des personnels habilités,
- les conditions d'admission des défunts,
- les aménagements techniques,
- les dispositifs de sécurité et de secours.

Le règlement antérieur, datant de mai 2015, a été modifié concernant les articles :

- 1 « Situation - conformité - modalités de contrôles » avec le rajout des modalités de contrôles ;
- 2 « Aménagements techniques – dispositifs de sécurité – secours » avec le rajout des dispositifs de sécurité et de secours ;
- 6 « Mise à disposition des locaux – prescriptions particulières » avec le rajout de la mention du protocole existant pour les déchets de soins à risques infectieux ;
- 9 « Dispositions particulières au crématorium » avec une modification des horaires de crémations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la nouvelle grille tarifaire pour la SAEML SFMA, applicable au 1er janvier 2018 ;
- approuver le nouveau règlement intérieur du funérarium et du crématorium ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme M. BODKIN, M. P. DUDIEUZERE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. H. MARTIN, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151353-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

RELATIONS INTERANTIONALES



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILS, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITÉ – AUTORISATION D'INTÉGRER LE COMITÉ D'ITINÉRAIRE DE L'EUROVÉLO ROUTE N°8 - APPROBATION DE L'AVENANT À LA CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Les Eurovélos sont de grands itinéraires en projet, parcourant l'Europe sur 70 000 km, essentiellement aménagés sur des voies dédiées aux cyclistes (voies vertes, pistes cyclables). Ces itinéraires représentent un enjeu pour le développement du tourisme et de l'éco-mobilité qu'ils stimulent fortement dans les territoires traversés.

Favorable à l'émergence d'un tourisme plus durable, axé sur la découverte des patrimoines, de la gastronomie et de l'œnotourisme, les Eurovélos routes, générateurs d'une filière touristique à part entière, favorise la création d'emploi et produisent des retombées économiques importantes, supérieures à celle d'un touriste en voiture.

Par leur dimension européenne ils offrent des perspectives de développement à partir des marchés étrangers dans un contexte où l'itinérance à vélo est de plus en plus attractive. Au-delà des retombées touristiques majeures, les Eurovélos sont également le support d'une mobilité active et de loisirs de proximité pour les habitants.

L'itinéraire de l'Eurovélo 8 traverse en France, sur 700 km, la région Occitanie et celle de Provence-Alpes Côte d'Azur (cf. annexe 1 carte tracé français). Cet itinéraire européen, dans sa globalité, s'étend sur une distance de 5 388 km et reliera à terme Cadix en Espagne à Chypre à travers 11 pays du bassin méditerranéen (Chypre, Grèce, Albanie, Monténégro, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Slovénie, Italie, Monaco, France Espagne).

En 2015, sous l'impulsion de la Région Provence-Alpes Côte d'Azur, était créé un comité d'itinéraire interrégional constitué de l'Etat, des Régions maîtres d'ouvrage, des collectivités locales et leurs groupements, et des acteurs du tourisme.

Ce comité d'itinéraire vise à renforcer la dynamique et la coordination interrégionale de l'Eurovélo 8, avec, en particulier, la mutualisation des moyens et des ressources financières afin de capitaliser au mieux autour de ce projet à forte valeur ajoutée pour le tourisme et la mobilité douce. Il a pour principaux objectifs :

- d'assurer la continuité de l'itinéraire ;
- de jalonner l'Eurovélo 8 de la frontière espagnole à la frontière italienne ;
- de structurer l'offre touristique, qualifier les services et favoriser l'intermodalité ;
- et de mettre en œuvre la stratégie de communication et de promotion de l'Eurovélo 8.

Une convention de partenariat et participation financière signée en 2015 a matérialisé la création de ce comité d'itinéraire. Cette convention définit l'organisation du comité et le partage des dépenses communes pour le développement de l'itinéraire. Elle précise l'organisation de la gouvernance sur la base d'un comité de pilotage décisionnaire et de trois comités techniques :

- infrastructures et financements ;
- services et intermodalités ;
- communication et promotion.

Une participation financière annuelle est demandée aux cofinanceurs : 20 000 € pour une Région, 10 000 € pour un Département ou une Métropole, 5000 € pour une autre intercommunalité.

Un plan d'action et un budget prévisionnel sont proposés annuellement à chaque entité signataire qui participe aux dépenses communes.

- Considérant l'intérêt majeur que représente l'Eurovélo 8 ;

En 2017, trois nouvelles entités - Montpellier Méditerranée Métropole, la Métropole de Nice Côte d'Azur et Hérault Tourisme - ont émis le souhait d'intégrer le comité d'Itinéraire. Afin de formaliser cet engagement, un deuxième avenant à la convention de partenariat a été rédigé. Cet avenant permet également par les cotisations des nouveaux contributeurs d'actualiser le plan de d'action et son budget.

- Considérant que la politique du vélo s'inscrit dans le cadre de la compétence partagé en matière de tourisme ;

- Considérant l'enjeu majeur que représente l'eurovélo 8 en matière de développement touristique et d'écobilité ;

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'intégration de Montpellier Méditerranée Métropole au comité d'itinéraire de l'Eurovélo n°8 ;
- approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention de partenariat et de financement de l'Eurovélo n°8 ;
- dire que les engagements financiers seront définis dans le cadre du budget 2018, sous réserve du vote de ce dernier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 06/12/17
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20171127-lmc1152032-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITÉ – MISSION D'AFFAIRES À HELSINKI (FINLANDE) - PARTICIPATION AU SALON SLUSH - DU 28 NOVEMBRE AU 2 DÉCEMBRE 2017 - AUTORISATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Cette stratégie repose sur deux objectifs :

- renforcer son positionnement international et accroître son attractivité d'une part ;
- créer les conditions favorables aux échanges entre entreprises et faciliter leur implantation réciproques et leurs connaissances des écosystèmes étrangers d'autre part.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole propose une mission d'affaires à Helsinki, en Finlande, afin de participer à « SLUSH », salon dédié aux start-ups innovantes. Il s'agirait donc, pour un élu et un technicien, d'accompagner au maximum 10 entreprises, qui auront marqué un intérêt à ce déplacement dans le cadre de l'appel à candidature.

Ce salon est la manifestation la plus grande de son genre en Europe. Il offre une plate-forme entre les investisseurs et les start-ups de l'industrie du high-tech, PME, grands groupes internationaux, leaders d'opinion, investisseurs et autres capital-risqueurs. Cet événement rassemble des représentants du monde entier. En 2016, 2 300 startups et 1 150 investisseurs de 60 pays étaient présents.

La participation à ce salon permettra la rencontre avec des acteurs internationaux du monde de l'innovation et de l'entrepreneuriat, l'accompagnement des start-ups montpelliéraines, la participation aux multiples conférences et table-rondes.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 14 000 euros TTC, dont 8 000 euros TTC pour la contribution financière à la participation de 10 entreprises maximum. Le reste du montant étant affecté aux frais techniques d'organisation de la mission : transport, mise en place de RDV BtoB, inscription aux congrès, ainsi qu'aux frais de déplacements de l'élu et du technicien de la Métropole.

Pour les 10 entreprises, Montpellier Méditerranée Métropole participera aux frais de déplacement des entreprises, à hauteur de 800 euros TTC maximum par entreprises sur présentation des factures acquittées. La prise en charge des frais de déplacements de la mission se fera sur la base des frais réels. Le remboursement de ces frais portera uniquement sur les billets d'avion, nuits d'hôtel et l'inscription au salon.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaire à Helsinki, du 28 novembre au 2 décembre 2017 ;
- approuver la participation d'un technicien et d'un élu ainsi que de dix entreprises maximum ;
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée 14 000 € TTC sur la base des frais réels ;
- approuver les conditions de remboursement applicables aux entreprises ;
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 28/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1152031-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/11/2017
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITÉ – SALON DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE (SIMI) 2017 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA MÉTROPOLE, LA SA3M ET LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Société d'Economie Mixte de la Région Montpelliéraine (SERM) et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) sont des acteurs majeurs de l'aménagement et du développement économique du territoire métropolitain. Les synergies développées entre la Métropole et ces sociétés sont un des principaux éléments de notre dynamisme.

Cette action concertée doit être mise en oeuvre dans les salons professionnels de dimension nationale et internationale afin d'optimiser la commercialisation de nos principales opérations immobilières et d'aménagements.

Le SIMI, salon de l'immobilier d'entreprise, rassemble pendant trois jours, du 6 au 8 décembre 2017, près de 28 000 professionnels et 450 exposants représentant l'intégralité de l'offre immobilière et foncière et également l'ensemble des services associés à l'immobilier et l'entreprise en France.

Il s'agit pour la SERM et la SA3M d'un rendez-vous privilégié afin de promouvoir les opérations et favoriser les prospects. Le succès des actions entreprises au cours de ces salons appelle une forte mobilisation de leurs équipes (dirigeants, administrateurs et techniciens). Ce succès passe également par la capacité à mobiliser les élus et les responsables cadres de la Métropole pour apporter aux investisseurs et opérateurs des réponses appropriées et globales aux besoins exprimés.

Il est proposé, dans ce cadre, la signature d'une convention ayant pour objet de préciser les actions financées et développées spécifiquement par Montpellier Méditerranée Métropole pour ce type de salon professionnel, les missions et le rôle des élus et des cadres de la Métropole, et de définir les modalités de prise en charge par la SERM et la SA3M des frais inhérents à la participation d'élus et d'agents de la Métropole à ce rendez-vous économique de renommée internationale, dans la limite de 7 500 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Métropole, la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole relative à leur participation au SIMI du 6 au 8 décembre 2017 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire
Publié le : 06/12/17
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20171127-lmc1150358-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITÉ – ZAC EUROMÉDECINE II - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE GRABELS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SERM - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération du 24 février 1988, le Conseil de District a approuvé le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté Parc Euromédecine II (92 hectares) sur les communes de Montpellier et de Grabels et concédé l'opération à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (S.E.R.M.). Cette concession intègre l'aménagement du parc Euromédecine II ainsi que la réalisation et l'exploitation des hôtels d'entreprises spécialisés dans le domaine des biotechnologies, dénommé Biopôle (CAP GAMMA, CAP DELTA et CAP SIGMA).

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la Zone d'Aménagement Concerté Euromédecine II sur l'année 2016 qui a fait l'objet d'une délibération du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 2 novembre 2017, prévoit un bilan de concession équilibré à 97 978 000 € HT en dépenses et en recettes. Le montant total de la participation du concédant s'élève à 12 548 000 € HT, entièrement versé à ce jour.

Par ailleurs, ce Compte Rendu Annuel à la Collectivité prévoit un emprunt total de 41 106 000 euros de la part de la S.E.R.M., aménageur et titulaire de la concession d'aménagement de la Z.A.C. Euromédecine II. Au 31 décembre 2016, le concessionnaire a déjà emprunté 34 606 000 € dont 19 455 000 € ayant déjà été remboursés.

Afin de maintenir l'équilibre de la trésorerie de l'opération, la S.E.R.M. va réaliser un nouvel emprunt de 2 000 000 € au cours de l'exercice 2017 tel que prévu au Compte Rendu Annuel à la Collectivité.

A la suite d'un appel d'offres de la S.E.R.M., l'emprunt pour la concession Euromédecine est envisagé auprès du CREDIT AGRICOLE LANGUEDOC selon les conditions suivantes :

- Montant : 2 000 000 € ;
- Durée : 7 ans ;
- Taux fixe : 0.65 %
- Deux ans de différé d'amortissement ;
- Echéances annuelles ;
- Echéances constantes ;
- Frais de dossier : 1 300 euros ;
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%.

Ce taux attractif est conditionné par une garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 80% du montant emprunté (soit 1 600 000 €). Ainsi, dans l'hypothèse où la S.E.R.M., pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues aux échéances convenues ou des intérêts de retard encourus, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place, dans la limite du pourcentage garanti.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt d'un montant total de 2 millions d'euros sollicité par la S.E.R.M. auprès du CREDIT AGRICOLE LANGUEDOC soit pour un montant de 1,6 millions d'euros ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés et à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire
Publié le : 06/12/17
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20171127-lmc1151561-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITÉ – PARC 2000 2EME EXTENSION - COMMUNE DE MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA3M - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Située sur la commune de Montpellier dans le prolongement des Zones d'Aménagement Concerté Parc 2000 et parc 2000 extension, la Z.A.C. Parc 2000 2^{ème} extension a été créée par délibération du Conseil du 21 avril 2011. Suivant délibération du 29 septembre 2011, la S.A.A.M. (devenue depuis la SA3M) est devenue titulaire d'une concession d'aménagement.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la Z.A.C. Parc 2000 2^{ème} Extension sur l'année 2016, qui a fait l'objet d'une délibération du Conseil de Métropole en date du 2 novembre 2017, prévoit un bilan de concession équilibré à 6 121 000 € HT en dépenses et en recettes.

Le montant total de la participation prévisionnel du concédant s'élève à 189 000 € HT, entièrement versé à ce jour.

Par ailleurs, ce Compte Rendu Annuel à la Collectivité prévoit un emprunt total de 6 000 000 € dont 4 000 000 € ont déjà été emprunté par la SA3M au 31 décembre 2016.

Afin de garantir l'équilibre financier de l'opération, et tel que prévu par le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, la SA3M souhaite contracter un emprunt supplémentaire de 2 000 000 € dès 2017.

A la suite d'une consultation lancée par la SA3M, cet emprunt est envisagé auprès de la CAISSE D'EPARGNE LANGUEDOC ROUSSILLON selon les modalités suivantes :

- Capital : 2 000 000 euros ;
- Durée totale : 4 ans ;
- Taux fixe : 0.40% ;
- Un an de différé d'amortissement ;
- Échéances trimestrielles ;
- Échéances constantes ;
- Pas de frais de dossier ;
- Commission d'engagement : 0.05 % soit 1 000 euros ;
- Garantie à hauteur de 80% de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les taux proposés sont conditionnés par une garantie d'emprunts de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 80% soit 1 600 000 €.

Dans l'hypothèse où la SA3M, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 2 000 000 euros sollicité par la SA3M. auprès de la CAISSE D'EPARGNE LANGUEDOC ROUSSILLON, soit un montant garanti de 1 600 000 euros,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir au contrats de prêt et signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151926-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITÉ – ZAC CHARLES MARTEL EXTENSION - COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - AVENANT N°1 À LA CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - MODIFICATION DE L'ÉCHÉANCIER DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION D'ÉQUILIBRE À LA S.E.R.M. - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°12671 prise en Conseil du 18 décembre 2014, transmise en Préfecture de Montpellier, le 24 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a tiré, à la fois, le bilan de la mise à disposition du public de l'étude d'impact et le bilan de la concertation, créant ainsi la Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension. Par cette même délibération, le Conseil a arrêté le dossier de création établi conformément aux dispositions de l'article R. 311-2 du Code de l'urbanisme, approuvé la création de la Z.A.C. Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone ayant pour objet l'aménagement et l'équipement des terrains en vue de réaliser une zone d'activités et approuvé le programme prévisionnel des constructions.

Par délibération n°13990 du Conseil en date du 21 juillet 2016, reçue en Préfecture le 28 juillet 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) en qualité de concessionnaire d'aménagement et lui a confié en application des dispositions des articles L. 300-4, L. 300-5 et L. 300-5-2 du Code de l'urbanisme, les tâches nécessaires à la réalisation de cette opération d'aménagement dans le cadre d'une concession d'aménagement.

La concession d'aménagement a été signée le 5 décembre 2016 et a été notifiée à la S.E.R.M. le 25 janvier 2017 par Montpellier Méditerranée Métropole.

Compte tenu de la nature de l'opération ainsi que de son planning, l'affectation de la participation ainsi que l'échéancier de son versement par la 'collectivité' concédante doivent être modifiés. Le montant total de la participation reste inchangé à 2 010 000 € H.T. et il est proposé de différer une partie du versement de la participation d'équilibre. L'échéancier proposé est le suivant :

- 2017 : 100 000 € HT hors champs d'application de la TVA,
- 2018 : 500 000 € HT hors champs d'application de la TVA et 300 000 € HT (TVA en sus),
- 2019 : 1 110 000 € HT hors champs d'application de la TVA.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de la participation ainsi que la modification de l'échéancier de versement de la participation par la Métropole, objet de l'avenant n°1 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151584-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

RESSOURCES HUMAINES



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - VILLE DE MONTPELLIER - AVENANT À LA CONVENTION DE SERVICE COMMUN DE DIRECTION DE LA CULTURE - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme R. ILLAIRE, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes membres place la coopération au cœur de son projet politique.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont déjà mutualisé leur direction générale des services ainsi qu'un certain nombre de directions.

Le poste de Directeur de la Culture est ainsi mutualisé depuis le mois de septembre 2015, celui de Directeur Général Adjoint en charge de la Culture et du Sport depuis 2016.

Dans ce contexte, les directions de la Culture de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Culture et du Patrimoine de la Ville de Montpellier collaborent de plus en plus étroitement sous la conduite de leur directeur mutualisé.

Il est proposé d'approfondir cette coopération dans le cadre d'une mutualisation élargie. Celle-ci s'inscrit dans un contexte de transferts et de convergence d'équipements ou de manifestations telles que la Comédie du Livre ou le projet du MOCO et alors que de nouveaux équipements ont intégré le périmètre d'action de la Métropole (Nord Domaine d'Ô).

L'organisation mutualisée proposée repose sur deux services transversaux, directement rattachés au Directeur :

- Un service Administration ;
- Un service Développement et Rayonnement Culturels ;

Et huit services ou pôles représentant les filières et politiques culturelles :

- Un pôle Coordination des Lieux d'Art et Musées ;
- Un service en charge du cinéma, de l'audiovisuel et des industries culturelles et créatives ;
- Un pôle en charge de la coordination du spectacle vivant ;
- Un service des Archives ;
- Un service du patrimoine et de l'archéologie ;
- Un service des médiathèques et du livre ;
- Un service en charge de la coordination de l'enseignement artistique initial ;
- Un pôle en charge de la coordination de la biodiversité et culture scientifique.

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans une convention, en vertu de laquelle les services mutualisés sont gérés par la Métropole et placés, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de chaque convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre entités à hauteur de 63,65 % pour la Ville et de 36,35 % pour la Métropole.

Pour information, l'essentiel des effectifs du service commun sera regroupé, sur un seul site, au sein de l'immeuble Le Belem.

Les Comités techniques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature de l'avenant à la convention de service commun de direction de la Culture ;
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 abstention et 18 votes contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1152157-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - CRÉATION D'UN SERVICE COMMUN DU DÉPARTEMENT DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE - APPROBATION

Mme R. ILLAIRE, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes membres place la coopération au cœur de son projet politique.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, par leurs délibérations respectives en date du 31 mars et du 14 avril 2016, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont approuvé l'élargissement du service commun de direction générale des services, créé par convention du 22 décembre 2014, à l'ensemble de l'équipe de direction générale et notamment au poste de Directeur général des services techniques, en charge du département Développement territorial.

Les directions du département Développement territorial collaborent ainsi de plus en plus étroitement sous la conduite de leur directeur mutualisé.

La mutualisation des services de la Ville de Montpellier et de la Métropole est apparue comme une nécessité dans le champ du développement et de l'aménagement durables du territoire, pour plusieurs nécessités convergentes :

- Le transfert de nombreuses compétences communales vers la Métropole (PLU, PCAET, Réserves foncières et droit de préemption, PLUi, PUP, voiries...), qui s'ajoutent à celles acquises de longues dates par l'EPCI (PLH, PDU, Zones d'aménagement économiques et d'intérêt métropolitain...), créent de très nombreuses imbrications de missions entre les services concernés, d'autant plus fortes que la Ville conserve des compétences importantes (aménagement des zones non métropolitaines, délivrance des autorisations d'urbanisme, pouvoirs de police du Maire...) ;
- La nature même du développement durable exige coordonner étroitement les démarches de programmation, de planification, de développement et d'aménagement au sein de processus intégrés ;
- Les « doublons » dans les moyens et dans les processus engagés apparaissent comme autant de dysfonctionnements potentiels appelant des dispositifs de coordination lourds à mettre en œuvre ;
- Dans ce contexte, la bonne gestion du service public et des budgets des deux entités entraîne inévitablement une évolution des modes d'organisations.

Il est donc proposé d'approfondir cette coopération dans le cadre d'une mutualisation élargie, à travers la création d'un département commun du Développement et de l'Aménagement Durables du Territoire (DDADT) dont l'objectif est de réunir la majorité des leviers essentiels au développement et à l'aménagement durables du territoire, en tirant partie des points forts des deux entités et en réunissant leurs forces, mais également de promouvoir les innovations territoriales de manière transversale à l'ensemble des Départements de la Ville et de la Métropole, afin d'enrichir les démarches de projet et d'alimenter les contractualisations à venir, notamment avec l'Europe, l'Etat et la Région.

L'organisation mutualisée proposée repose sur onze directions ou entités :

- Une Direction de la Transition Energétique et Ecologique (DTEE) ;
- Une Direction du Projet et de la Planification Territoriale (DIPPT) ;
- Une Direction de l'Habitat et des Parcours Résidentiels (DHaPaR) ;

- Une Direction de l'Action Foncière et Immobilière (DAFI) ;
- Une Direction de l'Aménagement et du Renouvellement Urbains (DARU) ;
- Une Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST) ;
- Une Cellule de Gestion ;
- Une Direction de l'Urbanisme (DUA) ;
- Une Direction des Innovations, des Politiques Contractuelles et Systèmes d'Information Géographiques (DICO SIG) ;
- Une entité Mission Cité Intelligente ;
- Une entité Mission Espaces Publics ;

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans une convention, en vertu de laquelle les services du département Développement et de l'Aménagement Durables du Territoire sont gérés par la Métropole et placés, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de chaque convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre entités à hauteur de 42,24% pour la Ville et de 57,76% pour la Métropole.

Pour information, les équipes seront regroupées au sein de l'Hôtel de la Métropole à l'exception du service du Droit des Sols de la Ville, qui reste à l'Hôtel de Ville de Montpellier.

Les Comités techniques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création du service commun du département Développement et Aménagement Durables du Territoire,
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (9 abstentions et 17 votes contre).

Certifié Exécutoire
Publié le : 06/12/17
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20171127-lmc1152159-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

Mme R. ILLAIRE, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

I - Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans **l'annexe 1** ci-jointe.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II- Référencement au tableau des emplois et des effectifs des transferts de personnel :

Dans le cadre du transfert des compétences FSL du Conseil Départemental vers la Métropole, il est nécessaire de référencer au tableau des emplois et des effectifs **14 postes et 1 poste en provenance du CCAS** mentionnés dans **l'annexe 2** ci-jointe.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

III- Créations de postes dans le cadre des conventions portant création de services communs :

Dans le cadre des conventions portant création de services communs prises en application de l'article L5211-4-2 du Code Général des Collectivités territoriales, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans **l'annexe 3** ci-jointe.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

IV-Réajustements d'emplois suite à la commission administrative paritaire :

Dans le cadre des nominations résultant de la Commission Administrative Paritaire relative aux avancements de grade et promotions internes, il convient de procéder à des ajustements d'emplois et de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 4** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 14 novembre 2017.

V- Transformations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 5** ci-jointe après avis du Comité Technique du 14 novembre 2017.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

VI- Confirmations de poste :

a/ Par délibération n°14351 du 14 décembre 2016, le poste relevant du cadre des attachés territoriaux, pour exercer les fonctions de Chargé de mission emploi insertion professionnelle/ Chef de projet Podem (n° du poste : 2016-527), a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de l'Economie et de l'Emploi.

- Nature des fonctions : coordonner, animer et mettre en œuvre le PODEM (Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain) dans le cadre du pilier du Contrat de Ville métropolitain « Développement économique et emploi » ;
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme universitaire sanctionnant au moins 3 ans d'études, d'une solide expérience professionnelle de plusieurs années dans le domaine de l'économie et de l'emploi ;
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux ;
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la continuité des projets pour le Développement de l'Emploi Métropolitain, ce poste ne peut rester vacant ;
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

b/ Par délibération n°11950 du 29 octobre 2013, le poste relevant du cadre des ingénieurs territoriaux, pour exercer les fonctions de Chargé de mission "gouvernance du cycle de l'eau" (n° du poste : AS2013-069), a été créé au tableau des effectifs dans le cadre d'un conventionnement avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse signé jusqu'en 2019. Ce poste est affecté à la Direction de l'Eau et de l'Assainissement.

- Nature des fonctions : Assurer la mise en œuvre d'une gouvernance du cycle de l'eau au niveau du territoire de la Métropole, organiser le suivi des documents, programmes et contrats dans le respect de l'Accord Cadre signé avec l'Agence de l'Eau ;
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme universitaire sanctionnant au moins 5 ans d'études ;
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°90-127 du 09 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux ;
- motif : compte tenu de la nécessité de respecter l'accord-cadre signé avec l'Agence de l'eau, ce poste ne peut rester vacant.
fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations et des confirmations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1152248-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT**



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COURNONTERRAL -
STATION D'EPURATION INTERCOMMUNALE GAÏA - RÉHABILITATION DE LA FILE
2 - VALIDATION DU PROGRAMME DE TRAVAUX ET DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE
- APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Schéma Directeur d'Assainissement approuvé par délibération en 2005 prévoyait la création d'une unité de traitement des eaux usées de 15 000 Eq/Hab (équivalent/habitant) pour traiter les effluents des communes de Cournonterral et Cournonsec sur le site de l'ancienne de Station d'épuration de Cournonterral. Cet équipement devait satisfaire aux objectifs de protection de la qualité du milieu récepteur et préparer l'accueil des nouvelles zones d'urbanisation.

Lors des études de conception de ce nouvel équipement, il a été décidé de conserver une file de la station existante pour la réutiliser à hauteur de 6 000Eq/Hab après réhabilitation et de ne créer de nouveaux ouvrages que pour la capacité résiduelle nécessaire de 9 000 Eq/Hab.

Les ouvrages neufs de la File 1 de traitement ont été mis en service en 2016 et l'ancienne station d'épuration constituant la File 2 de traitement a été mise en chômage pour préparer sa réhabilitation.

Des études diagnostics ont été lancées sur les anciens ouvrages afin de déterminer les travaux de réhabilitation nécessaires. Sur cette base, une mission de maîtrise d'œuvre a été confiée au bureau d'études ENTECH pour un montant de travaux évalué initialement à 250 000 €HT.

Les études de conception en phase avant-projet ont permis de préciser le programme de travaux ainsi que son chiffrage.

Les travaux à réaliser sont répartis en deux catégories :

1. Une partie réhabilitation du génie civil des ouvrages qui comprend :
 - L'installation de chantier et accès ;
 - La réfection ponctuelle des bétons (petites réparations) pour chaque ouvrage
 - La mise en œuvre d'un revêtement d'étanchéité époxydique pour les ouvrages suivants : Bassin d'aération / Clarificateur / Dégazeur/ Silo à boues ;
 - Et les essais et mise en service.
2. Une partie réhabilitation des équipements qui comprend :
 - **Au niveau du bassin d'aération :**
 - o démontage et évacuation du dégrillage statique, de la boîte d'engouffrement et de l'agitateur,
 - o fourniture et pose de deux brasseurs y compris potences de fixation, raccords électriques et asservissement du fonctionnement selon dispositif d'aération,
 - o fourniture et pose d'une nouvelle boîte d'engouffrement inox 316L sur le départ dégazeur,
 - **Au niveau du clarificateur :**
 - o Remplacement de la cloison siphonée et de la lame de déversement périphérique,
 - o Fourniture et pose d'un pont tournant avec dispositif de sécurité, brosse motorisée,

- **Au niveau du poste de recirculation :**
 - o Remplacement des barres de guidage et des pompes de recirculation,
 - o Fourniture et mise en place d'un dispositif de couverture avec barreaudage anti-chute,
- **Sur le poste toutes eaux :**
 - o Remplacement des pompes de retours en tête,
 - o Fourniture et mise en place d'un dispositif de couverture avec barreaudage anti-chute,
- **Electricité et automatisme divers.**

Le programme de travaux s'élève ainsi à 397 620 € HT. Le programme initial a également été complété notamment sur le volet équipement du clarificateur.

Le coût d'opération induit comprenant les honoraires de Maîtrise d'œuvre, les études préalables (diagnostics, topographie, géotechnique) les essais de réception, divers et imprévus s'élève à 500 000 € HT.

Cette opération peut bénéficier des aides de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse qu'il convient de solliciter.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avant projet de réhabilitation de la file 2 de la station d'épuration Gaia pour un montant prévisionnel de 397 620 € HT ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23 ;
- solliciter l'Agence de l'Eau pour l'attribution de ses meilleures aides financières pour la réhabilitation de la station Gaia, dont le coût d'opération est évalué à 500 000 € HT ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 06/12/17
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20171127-lmc1151545-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SYSTÈME DE COLLECTE DE LA STATION D'ÉPURATION MAERA - AMÉNAGEMENTS SUR LE BASSIN VERSANT UNITAIRE DU RUISSEAU DES VACHES - PROGRAMME DE TRAVAUX ET ENVELOPPE FINANCIÈRE - APPROBATION - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le projet de modernisation de la station de traitement des eaux usées Maera, approuvé par délibération n°14828 du Conseil de Métropole du 26/07/2017, s'accompagne d'un programme de travaux sur le système de collecte des eaux usées dont l'un des objectifs principaux est de limiter les déversements du réseau unitaire, principalement situé sur Montpellier, vers le milieu naturel.

Le déversoir d'orage dit du "ruisseau des vaches", situé au croisement des avenues Saint-Charles et Bouisson Bertrand, constitue l'un des principaux points noirs du réseau unitaire.

En effet, il déverse dans le Verdanson lors de pluies courantes (inférieures à la pluie de période de retour un mois).

L'étude de faisabilité réalisée à l'échelle du bassin versant unitaire du ruisseau des vaches a permis d'étudier un panel de solutions techniques (restructuration des réseaux par déconnexion de certaines branches, rétentions d'eaux pluviales, stockage d'eaux usées,) visant à réduire la fréquence et le volume des déversements au niveau du déversoir d'orage.

La modélisation hydraulique et l'analyse des données de terrain ont montré que la meilleure solution technico-économique permettant d'atteindre l'objectif fixé à l'échelle du système de collecte de Maera à savoir pas de déversement pour des pluies courantes, inférieures ou égales à une pluie de période de retour 1 mois, est de solliciter de manière plus importante la branche de réseau existante rue Broussonnet dont le débit capable, proche de 1,2 m³/s, n'est actuellement pas utilisé pour les pluies les plus fréquentes, et de permettre un stockage temporaire en réseau lors des épisodes pluvieux.

La solution d'un stockage en bassin a été écartée au regard de la disponibilité foncière très limitée sur ce bassin versant.

Ainsi, il est proposé de remplacer le réseau unitaire de diamètre 600 mm par un cadre de 3m par 2m sur un linéaire de 250 m sous la rue Auguste Broussonnet (entre la rue de la Sauzède et le boulevard Henri IV). Le stockage dans cet ouvrage sera régulé en fonction de la pluviométrie et des débits transitant dans le réseau.

Cet aménagement permettra de délester en cas de pluie l'arrivée du ruisseau des vaches sur le déversoir d'orage et de limiter ainsi les déversements : suppression pour les pluies courantes, diminution par 2 à minima du nombre de déversements annuels, diminution de 50% du volume annuel déversé.

Le montant de cette opération est évalué à 2 105 000 € HT y compris études et travaux. Celle-ci pourra éventuellement faire l'objet des aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse qu'il convient de solliciter.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme de l'opération d'un montant de 2 105 000 € HT pour la mise en place d'un stockage en réseau sur le système de collecte Maéra, rue Auguste Broussonnet à Montpellier ;
- dire que les dépenses sont inscrites au budget annexe de l'assainissement - chapitre 23 ;
- solliciter les aides de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse ;
- autoriser Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 06/12/17
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20171127-lmc1151459-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE LA RÉGIE DES EAUX ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ RELATIVE AU RENOUVELLEMENT DES CANALISATIONS ROUTE DE BOIRARGUES SUR LA COMMUNE DE LATTES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°13870 du 25 mai 2016, la Régie des Eaux a confié par convention à la Métropole la réalisation des travaux de renouvellement des réseaux de la route de Boirargues sur la commune de Lattes.

Le coût initial estimé de l'opération (études et travaux) s'élevait à :

- 701 550 € HT pour la part eau potable à la charge la Régie,
- 410 550 € HT pour la part assainissement à la charge de la Métropole.

L'inventaire exhaustif des réseaux dans cette voie a fait apparaître des besoins complémentaires.

L'étude initiale portait sur une canalisation de diamètre 400 mm sur un linéaire de 400 m et une canalisation de diamètre 250 mm sur un linéaire de 235 m.

Or les canalisations situées sous cette voie font partie du réseau primaire impacté par des dispositions inscrites au Schéma Directeur d'eau potable approuvé en 2013 qui doivent permettre à terme la sécurisation de l'approvisionnement de la commune de Lattes par le système Lez.

De ce fait, il est projeté un renforcement de la conduite DN 250 mm en diamètre 400 mm sur 235ml, ainsi que l'ajout d'une conduite en 400 mm sur un linéaire de 50 ml.

Ont été également pris en compte les besoins de maillages et de sectorisation des réseaux d'eau, ainsi que des raccordements au-delà des emprises initialement prévues.

De plus, le diagnostic exhaustif mené sur la zone d'étude par le maître d'œuvre en phase avant-projet a mis en évidence une dégradation des conduites d'eaux usées et une canalisation d'eaux pluviales en écran à dévoyer du côté du rond-point de l'Europe. Le programme de travaux doit de ce fait intégrer en plus 100 ml de canalisation pluviale en diamètre 600 mm à reprendre et 40ml de canalisation d'eaux usées en diamètre 300 mm.

A ces modifications de programme de travaux, s'ajoutent des surcoûts :

- liés aux résultats des études géotechniques mettant en évidence la présence d'eau dès 0,70 m de profondeur ;
- liés à la réfection de voirie : sur cette section, le gestionnaire préconise une réfection par demi chaussée et non uniquement sur la largeur de tranchée et une structure de chaussée équivalente à l'existante, soit une épaisseur de grave bitume de 14 cm ;
- liés à l'utilisation de techniques de pose de réseaux sans tranchée (fonçage dirigé) sur certains tronçons suite à la campagne de géoradars et de sondages de reconnaissance qui a mis en évidence des zones à très fort encombrement du sous-sol.

Le programme de l'opération révisé (études et travaux) portera ainsi sur des coûts de travaux de :

- 1 300 200 € HT pour la part eau potable à la charge la Régie,
- 657 800 € HT pour la part assainissement eaux usées à la charge de la Métropole, budget annexe,
- 48 400 € HT pour la part assainissement pluvial à la charge de la Métropole.

Ces travaux seront menés en 2018/2019.

Les autres clauses de la convention restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant à la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des eaux et Montpellier Méditerranée Métropole pour le renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la route de Boirargues sur la commune de Lattes,
- dire que les crédits sont inscrits aux budgets annexes de l'assainissement de la Métropole, chapitre 23, et au budget général de la Métropole pour les travaux d'assainissement pluvial,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. T. BREYSSE, M. R. CALVAT, Mme C. CLARAC, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme R. ILLAIRE, M. P. KRZYZANSKI, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151153-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILS, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RÉGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - VERSEMENT DE LA DOTATION INITIALE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°12901 du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a créé une régie publique de l'eau potable et de l'eau brute, la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, dotée d'une personnalité morale et de l'autonomie financière. La création d'une régie de l'eau potable impose la fixation de la dotation initiale de la collectivité à sa régie comprenant une dotation en nature et une dotation en espèces.

La dotation en nature est constituée de l'actif net du service de l'Eau Potable porté par le budget annexe, correspondant au patrimoine acquis depuis la prise de compétence par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au 1er janvier 2010 et aux équipements dont la propriété a été transférée suite à la dissolution du Syndicat d'Eau Potable du Salaison ou suite à la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole.

La dotation en espèce est constituée des résultats cumulés du budget annexe de l'eau potable arrêtés au 31 décembre 2015 auxquels il faut ajouter les recettes de la surtaxe (part « collectivité » de la redevance eau potable) perçues en 2016 au titre de 2015.

Il est rappelé à l'assemblée que le Compte Administratif 2016 du budget annexe de l'eau potable s'est clôturé comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter :5 930 091,91 €
- résultat d'investissement hors reports :1 170 854,30 €
- solde des reports d'investissement :- 542 424,32 €
- Excédent de financement de la section d'investissement :628 429,98 €

Au regard de l'affectation de ces résultats et de l'équilibre du budget supplémentaire 2017, il est proposé de transférer une partie de ces résultats à la régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole pour lui permettre de financer les charges des services transférés :

- 5 795 861,91 € de résultat de fonctionnement ;
- 670 529,98 € de résultat d'investissement :

La fixation définitive de la dotation en nature sera arrêtée ultérieurement, après établissement des actes de transfert de propriété des biens des Communes vers la Métropole, biens initialement mis à disposition de la Communauté d'Agglomération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le transfert de l'excédent de fonctionnement à la Régie des Eaux par l'émission d'un mandat imputé sur le compte 678 pour un montant de 5 795 861,91 € ;
- autoriser le transfert du solde positif d'exécution de la section d'investissement à la Régie des eaux par l'émission d'un mandat imputé sur le compte 1068 pour un montant de 670 529,98 € ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau potable, au chapitre 67 pour l'exploitation et au chapitre 10 pour l'investissement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 15065

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. T. BREYSSE, M. R. CALVAT, Mme C. CLARAC, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme R. ILLAIRE, M. P. KRZYZANSKI, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151614-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – ÉQUIPEMENTS SPORTIFS
MÉTROPOLITAINS - UTILISATION PONCTUELLE DES LOGES ET DE L'ESPACE DE
RÉCEPTION DU STADE D'HONNEUR DU COMPLEXE SPORTIF YVES-DU-MANOIR -
TARIFS DE LOCATION - ADOPTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole assure la gestion du Complexe sportif Yves-du-Manoir qui accueille en son sein l'association et la société anonyme sportive professionnelle du Montpellier Rugby Club.

Dans ce cadre, la Métropole fait bénéficier la Société Anonyme Sportive Professionnelle du Montpellier Rugby Club des installations du Complexe sportif Yves-du-Manoir pour la saison sportive 2017-2018.

En effet, par délibération n°14823 en date du 26 juillet 2017, et par convention conclue avec le club, Montpellier Méditerranée Métropole prévoit la mise à disposition exclusive et permanente des bureaux, des vestiaires, de la salle de préparation physique, des locaux supporters, de la boutique, du local de restauration rapide et du stade d'entraînement pour l'équipe professionnelle à raison de 4 demi-journées par semaine pendant 42 semaines.

Tous les autres espaces, et notamment les espaces de réception et les loges sont mis à disposition de la Société Anonyme Sportive Professionnelle du MRC uniquement les jours de matches.

Or, Montpellier Méditerranée Métropole est régulièrement sollicitée par des associations ou sociétés qui souhaitent utiliser les espaces de réception et les loges du stade d'honneur du complexe Yves-du-Manoir pour y organiser des événements divers (séminaires, rencontres, salons, congrès).

Dans cette perspective, il convient donc de fixer les tarifs de location de ces espaces du stade d'honneur.

Les tarifs horaires de location applicables aux loges sont les suivants :

- Grande loge capacité 30 places : 150€/h H.T ;
- Moyenne loge capacité 18 places : 125€/h H.T ;
- Petite loge capacité 12 places : 100€/h H.T ;
- Caution applicable (dès location d'une loge) : 1000€.

Le nouveau tarif horaire de location applicable à l'espace de réception est le suivant :

- Espace de réception et annexes: 350€/h H.T ;
- Caution applicable : 1000€.

Ces tarifs comprennent l'éclairage, le chauffage. La sécurité incendie, la sécurité des personnes et des installations ainsi que le nettoyage seront à la charge du demandeur.

Il convient de prévoir la possibilité pour Montpellier Méditerranée Métropole d'accorder la gratuité pour des manifestations d'intérêt général.

Au regard des contraintes inhérentes à la gestion de l'équipement, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve également le droit de ne pas louer ces espaces pour une durée déterminée.

Les demandes d'utilisation des loges et de l'espace de réception devront être adressées au moins un mois avant la date souhaitée. Il devra être indiqué de manière précise l'objet et la nature de l'événement concerné et les espaces souhaités.

Lors de chaque location, un contrat de location sera alors signé précisant les conditions et modalités d'exécution, sur la base de la convention type.

Délibération n° 15059

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les tarifs, y compris les cautions, pour la location des loges et de l'espace de la réception du stade d'honneur du complexe sportif Yves-du-Manoir ;
- approuver la convention type de location ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151681-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LÉVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – ASSOCIATIONS SPORTIVES - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - FOND SPÉCIAL SPORT - CONVENTION D'ATTRIBUTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au regard de ses compétences la Métropole est un acteur fort et reconnu dans le développement du sport au niveau local, national et international.

Un fonds spécial est créé pour soutenir des actions ponctuelles ou reconnaître des résultats sportifs dont l'audience participe à la promotion de Montpellier Méditerranée Métropole au plan national et international.

Dans ce cadre il est proposé au Conseil de Métropole de soutenir les projets et manifestations suivantes :

1/ Soutien financier à l'association « Montpellier Hérault Beach Soccer ».

Discipline spectaculaire en plein essor, le beach soccer fait partie des sports de sable qui séduisent un large public et dont la médiatisation est croissante.

Basé à Montpellier, le club du Montpellier Hérault Beach Soccer a terminé 3^{ème} du championnat de France en 2016 et vice-champion de France en 2017.

Appelé à jouer des compétitions de niveau européen comme l'Euro Winners Cup (Champions League), le club porte sur ses maillots les couleurs de Montpellier Méditerranée Métropole lors de ses déplacements à l'étranger.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite apporter une aide financière exceptionnelle à ce club d'un montant de 1 500€.

2/ Soutien financier au Montpellier Athlétic Méditerranée Métropole.

A la suite des excellents résultats sportifs obtenus dans la discipline du 400 mètres haies par Mamadou Kassé Hann, vainqueur de l'épreuve du 400 mètres haies lors des championnats de France 2017, et vainqueur de sa série aux championnats du monde d'athlétisme de Londres en août 2017, il est proposé de soutenir financièrement l'organisation de la saison 2018 de cet athlète de haut niveau qui s'entraîne au stade Philippidès de Montpellier et qui représente les couleurs de la Métropole lors des plus grandes compétitions internationales d'athlétisme.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole propose d'accompagner financièrement l'association du Montpellier Athlétic Méditerranée Métropole dans laquelle évolue Mamadou Kassé Hann à hauteur de 2 000 €.

3/ Soutien financier au comité départemental Hérault Handisport.

Les 29, 30 juin et 1^{er} juillet 2017, le comité départemental de l'Hérault Handisport a organisé les championnats de France de natation N1 et N2 au sein de la Piscine Olympique d'Antigone.

Au regard de l'excellente organisation de la manifestation, qui a permis de réunir plus de 500 sportifs, il est proposé d'aider financièrement le comité départemental de l'Hérault Handisport à hauteur de 550 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions ainsi que leurs affectations, dont le versement sera conditionné par la signature de conventions d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151996-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - PISCINE OLYMPIQUE D'ANTIGONE - SOCIÉTÉ CROC AU BAIN - AVENANT N°5 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°4288 du 27 avril 2001, le Conseil de District a autorisé la SARL CROC AU BAIN, domiciliée au 165 Avenue Jacques Cartier à Montpellier, à bénéficier de la mise à disposition d'un espace commercial, dédié à la restauration rapide dans l'enceinte de la Piscine Olympique d'Antigone, sous forme de convention d'occupation temporaire du domaine public, sur une durée de quinze années à compter du 1^{er} mai 2001.

Cette convention d'occupation du domaine public a fait l'objet d'un avenant n°1 régissant l'installation de distributeurs de boissons et nourritures dans l'enceinte de la piscine, par délibération n°6655 en date du 19 septembre 2005.

Elle a fait l'objet d'un avenant n°2 prenant acte de la cession des parts sociales et de la désignation d'un nouveau gérant par délibération n°7553 en date du 30 mars 2007.

Par délibération n°8657 en date du 15 janvier 2009, elle a fait l'objet d'un avenant n°3 afin de maintenir une égalité de traitement entre les occupants de la Piscine Olympique d'Antigone, le prix du mètre carré du local commercial destiné à l'exercice de l'activité de snack, bar, cafétéria et sandwicherie ayant été aligné sur celui du local commercial destiné à la vente d'articles de sport, maillots, bimmeloterie, carterie et tous produits annexes.

Par délibération n°10692 en date du 29 février 2012 et par acte de cession de parts sociales du 20 décembre 2011, un avenant n°4 en date du 23 mars 2012 a constaté la cession des parts sociales de la SARL CROC AU BAIN et prolonger la durée de la convention de 6 années supplémentaires portant ainsi la date de fin de la convention au 30 avril 2022.

Par acte en date du 12 juin 2015 une nouvelle cession de parts a été effectuée. Dès leur arrivée, les nouveaux repreneurs ont été contraints de lancer une première tranche d'investissements correspondant à la remise aux normes des matériels électriques, des réseaux de plomberie et d'aération du commerce.

Dans la continuité de ces travaux, les gérants envisagent de poursuivre les investissements par la remise aux normes du système électrique, du système de collecte et d'évacuation des eaux de la cuisine, et par l'achat d'une nouvelle banque de froid.

De plus, les gérants veulent donner une véritable identité visuelle et commerciale en lançant un programme d'embellissement et de communication de l'installation.

L'ensemble de ces investissements contribueront à l'amélioration du patrimoine de la Métropole.

Dans ce contexte d'investissements, et au regard de la durée de l'amortissement linéaire des investissements à réaliser, il est proposé par avenant de prolonger de 4 années la durée totale de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public, fixant la date de fin de la convention au 30 avril 2026.

Par cet avenant, Montpellier Méditerranée Métropole autorise également la société à installer deux distributeurs de boissons, confiseries et sandwiches au sein du local mis à disposition pendant toute la durée de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public soit jusqu'au 30 avril 2026.

La convention est consentie et acceptée moyennant une redevance établie en tenant compte de la valeur locative des espaces mis à disposition (part fixe) et de l'avantage retiré par l'exploitant au titre de la jouissance des locaux et des distributeurs (part variable).

Délibération n° 15061

- En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :
- prendre acte du changement de gérance suite à la cession des parts sociales de la SARL CROC AU BAIN ;
 - approuver la signature de l'avenant n°5 à la convention d'occupation mentionné précédemment ;
 - autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1152044-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

TRANSPORTS ET MOBILITE



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – PLAN DÉPARTEMENTAL D'ITINÉRAIRES DE PROMENADE ET DE RANDONNÉE DE L'HÉRAULT - ADOPTION DE L'ITINÉRAIRE "LE RÉSEAU VERT" SUR LES COMMUNES DE SAINT GENIÈS DES MOURGUES, CASTRIES, CLAPIERS, MONTFERRIER-SUR LEZ ET PRADES-LE-LEZ

M. J.-P. RICO, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'élaboration du Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) est une compétence du Département conformément à l'article 56 de la loi du 22 juillet 1983.

Dans ce cadre, le Conseil Départemental de l'Hérault requalifie et aménage le Réseau Vert, à savoir un itinéraire de randonnée multi-activités (pédestre, équestre, VTT,...) à travers tout le territoire de l'Hérault.

Plusieurs tronçons de cet itinéraire traversent le territoire de la Métropole selon le tracé défini au plan ci annexé en empruntant une partie de la voirie métropolitaine.

Ces itinéraires représentent un intérêt certain dans le cadre de la mise en valeur et de la découverte des différentes communes de la Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de voirie depuis le 1^{er} janvier 2015, est sollicitée sur le tracé du Réseau Vert qui traverse son territoire. Il convient d'émettre un avis sur le Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée et de désigner les chemins ruraux qui y feront l'objet d'une inscription.

Les chemins ruraux inscrits au PDIPR ne pourront être aliénés ou supprimés que dans la mesure où la continuité des itinéraires est préservée, soit par le maintien du droit de passage, soit par la mise en place d'un itinéraire de substitution adapté à la promenade et à la randonnée, et ce, en accord avec le Département.

Ces itinéraires, qui seront intégrés au PDIPR, doivent répondre à un ensemble de dispositions détaillées dans la charte de qualité établie par le Conseil Départemental dont notamment, des travaux d'ouverture et de mise en sécurité qui sont à la charge du gestionnaire ainsi que l'obtention des documents juridiques et administratifs parmi lesquels la présente délibération.

Le Conseil Départemental prendra en charge la mise en place initiale de la signalétique de la réglementation sur les itinéraires conformes aux dispositions de la charte, la Commune restant responsable du respect de cette réglementation. Ces travaux interviendront sur la bande de cheminement de façon à permettre sans difficulté la circulation des pratiquants (piétons, chevaux, vélos tout terrain) à l'exception des véhicules à moteur ;

- sur les bas-côtés (nettoyage, débroussaillage, élagage léger, remise en état des murets...) ;
- sur la signalétique propre à l'itinéraire de randonnée " le Réseau Vert®" ;

Par ailleurs, la sécurité des usagers devant être assurée sur ces itinéraires, il est demandé aux communes concernées de prendre les mesures nécessaires de la même manière que sur les autres voies comprises dans le territoire communal.

Tableau récapitulatif de la nature juridique de l'itinéraire

Commune	Nature juridique	Intitulé
Saint Geniès des Mourgues	Chemins ruraux	Chemin de la Carrierasse Chemin des Près Chemin de la Cabrelle
	Voies métropolitaines	Rue d'Encornet Rue des Carrières Rue de la Libération Rue de la Promenade
Castries	Chemins ruraux	Chemin du Mas de Rou Chemin rural de Castries au Mas de Rou Chemin des Mésanges Chemin rural de Fondespierre à Castries Chemin dit des Merciers Chemin du Pont des Romains Chemin rural n° 50 Chemin rural n°34 et 34 bis Chemin rural n°42 et 44 (variante) Chemin rural n°16 et 16 bis
	Voies métropolitaines	VC n° 10 de Baillargues à Saint Geniès des Mourgues VC n°9 VC n°7
Clapiers	Chemins ruraux	Chemin d'Assas à Clapiers Chemin de St Vincent de Barbeyrargues à Clapiers
Montferrier-sur-Lez	Chemin rural	Chemin de St Vincent de Barbeyrargues à Clapiers
Prades-le-Lez	Chemin rural	Chemin de Restinclières à St Vincent de Barbeyrargues

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable au Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée de l'Hérault ;
- adopter l'itinéraire "le Réseau Vert®" sur le territoire métropolitain destiné à la promenade et à la randonnée pédestre, équestre et vélo tout terrain tel que défini au plan ci-annexé ;
- accepter l'inscription au Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée des chemins ruraux de la Métropole compris dans ces itinéraires ;
- autoriser le Département à installer sur les tronçons de ces itinéraires appartenant à la Métropole, le mobilier de balisage nécessaire à la signalisation, l'information et la réglementation (balises, panneaux et barrières) et faire effectuer les travaux nécessaires pour l'aménagement et l'entretien des sentiers de randonnée ;
- s'engager sur les itinéraires ainsi adoptés, afin d'éviter les confusions, à ne pas baliser ou autoriser le balisage ou le rebalisage d'autres circuits, à l'exception de ceux ayant reçu l'accord du gestionnaire de l'itinéraire ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 06/12/17
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20171127-lmc1144084-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – AVENANT N°10 À LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DES TRANSPORTS URBAINS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-P. RICO, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°9279 du 22 décembre 2009, le Conseil a approuvé la convention d'exploitation du service des transports en commun passée avec le Groupement TaM / Transdev - Montpellier, pour une durée de 8 ans, du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2017.

Le contrat est de type affermage avec un engagement sur les recettes et le délégataire est rémunéré sur la base d'une Subvention Forfaitaire d'Exploitation (SFE) indexée annuellement, résultant de la différence entre les charges forfaitaires d'exploitation et les produits forfaitaires d'exploitation sur lesquels le délégataire s'engage pour chacune des années de la convention.

Un avenant n°1, approuvé par délibération n°9920 du Conseil en date du 15 décembre 2010, a intégré :

- des mesures d'augmentation d'offre, avec notamment la prise en compte de la ligne 4 du tramway ;
- des ajustements correspondants de la SFE, y compris notamment la prise en compte du dispositif de sécurisation du réseau ;
- des ajustements techniques sans incidence sur la SFE.

Un avenant n°2, approuvé par délibération n°10378 du Conseil en date du 28 juillet 2011, a concerné le projet de création d'un Espace Multimodal de Montpellier Agglomération (projet dénommé « EMMA »), utilisant les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication pour mettre à disposition du public un accès numérique de commercialisation et d'information d'un ensemble de services de mobilité proposés en alternative à la voiture particulière. Cet avenant n°2 n'a pas modifié les engagements du délégataire en termes d'offre kilométrique et de fréquentation, mais fait évoluer la Subvention Forfaitaire d'Exploitation.

Un avenant n°3, approuvé par délibération n°10600 du Conseil en date du 20 décembre 2011, a pris en compte :

- l'importante évolution du réseau en vue de la mise en service des lignes de tramway 3 et 4 en avril 2012 et des mesures d'amélioration de la desserte des communes prises par anticipation dès septembre 2011 ;
- des ajustements correspondants de la SFE ;
- des ajustements techniques sans incidence sur la SFE.

Un avenant n°4, approuvé par délibération n°11340 du Conseil en date du 20 décembre 2012, a porté sur :

- les corrections apportées à l'offre de transport au titre des années 2012 et suivantes ;
- l'intégration dans le périmètre de la délégation des projets de ligne 5, de bouclage de la ligne 4 et d'extension de la ligne 1 de tramway vers la gare TGV compte tenu de leurs incidences sur l'ensemble du réseau de transports en commun ;
- la prise en compte de la mission d'assistance confiée au délégataire pour l'étude de l'exploitabilité de l'extension de la ligne 1 vers la nouvelle gare TGV et le nouveau quartier « Oz Montpellier Nature Urbaine ».

Un avenant n°5, approuvé par délibération n°11606 du Conseil en date du 23 mai 2013 a ajusté le contrat en fonction :

- des modifications de phasage des opérations d'urbanisation autour des lignes de tramway, impactant les objectifs de déplacement pour 2013 et 2014 ;

Délibération n° 15069

- des montants de charges annuelles de fonctionnement du projet EMMA réparties entre les partenaires du Groupement, avec un renforcement des équipes « métiers » du délégataire (DSI, DAF, Direction Marketing et Commercial notamment) sur une durée plus longue que prévue ;
- des éléments techniques sans incidence sur la SFE.

Un avenant n°6 approuvé par délibération n°12452 du Conseil en date du 31 juillet 2014 a concerné :

- des ajustements de l'offre urbaine et suburbaine portant notamment sur le Transport à la demande ;
- des ajustements correspondants de la SFE et actant les retards d'urbanisation ;
- des ajustements techniques sans incidence sur la SFE.

Un avenant n°7 approuvé par délibération n°12883 du Conseil en date du 31 mars 2015 a pris en compte :

- les conséquences de la nouvelle grille tarifaire adoptée par le Conseil en date du 13 juin 2014, qui introduit à partir du 1er septembre 2014 une carte 10 voyages à 10 € ainsi qu'une diminution de 20 % du prix des abonnements jeunes mensuel et annuel ;
- à partir de 2015, l'impact des travaux de bouclage de la ligne 4 de tramway sur les lignes urbaines 1, 2, 3, 4, 6, 7, 11 et des lignes suburbaines 18 et 32 ;
- à partir de 2016, la prise en compte de la nouvelle offre de service du bouclage ligne 4 ;
- l'impact de la fréquentation 2014 du transport à la demande.

Un avenant n°8 approuvé par délibération n°13542 du Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015 a permis d'intégrer les dernières modifications d'offre souhaitées par la Métropole et mises en œuvre par TaM / Transdev Montpellier depuis septembre 2015 :

- d'une part, la création d'une nouvelle ligne mixte TAD, la ligne 42 pour la desserte de la commune de Murviel-lès-Montpellier depuis/vers Montpellier ;
- d'autre part, la transformation de la ligne TAD n°40 (Saint Georges d'Orques) en ligne régulière venant en remplacement de la desserte par la ligne départementale n°117 ;
- enfin, la pérennisation sur les années 2015 à 2017, tel que convenu dans l'avenant 7, du niveau d'offre du Transport à la Demande (TaD).

Enfin, un avenant n°9 approuvé par délibération n°14114 du Conseil de Métropole en date du 28 septembre 2016 intègre :

- la prise en compte du changement de grille tarifaire au 2 août 2016, en intégrant contractuellement en annexe 19 les décisions tarifaires déjà délibérées en juillet 2016 ;
- la prise en compte de l'impact des investissements de la Métropole sur les biens mis à disposition et générant des économies ou des charges non prévues au contrat initial, et notamment :
 - économies sur les charges de fonctionnement générées par l'investissement de la Métropole pour le passage en priorité à vue du carrefour Corum ;
 - économies sur les charges de fonctionnement générées par l'investissement de la Métropole pour l'automatisation du WC du pôle d'échanges Pérols ;
 - charges non prévues au contrat initial concernant le nettoyage des ascenseurs de la nouvelle station Peyrou sur bouclage ligne 4 ;
 - économie liée aux prestations de nettoyage des stations tramway de l'hyper-centre, jusqu'alors sous-traitées par convention via le marché nettoyage de la Ville de Montpellier, dont la compétence et la charge ont été reprises, depuis janvier 2016, par la Métropole ;
 - économies de charges liées à l'extension par l'URSAFF depuis avril 2016 du champ d'application du taux minoré de cotisations patronales d'Allocations Familiales ;
 - décalage, au-delà de 2017, de certains programmes de gros entretien des rames de tramway financés par Montpellier Méditerranée Métropole concernant les biens mis à disposition.

L'avenant n°10 proposé vise à prolonger de 6 mois le contrat actuel, afin de permettre de finaliser la procédure en cours visant à attribuer une nouvelle DSP pour l'exploitation des services de transport urbain de Montpellier.

En conséquence, il s'agit à travers cet avenant d'intégrer les 6 mois supplémentaires en termes d'offre, de fréquentation, de recettes et de charges forfaitaires, tel que prévu aux articles IV.8.3, IV.5, III.4.1 et 2 ; IV.12.1-alinéa 1, 3, 10 et 11 du contrat, et le calcul de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation (SFE) correspondante figurant en annexe 18.

De plus, les annexes 5 et 6 sont mises à jour avec les investissements prévisionnels à lancer au cours du 1^{er} semestre 2018.

Ainsi, compte tenu du calendrier des 6 premiers mois de l'année 2018, l'offre kilométrique urbaine et suburbaine du 1^{er} janvier au 30 juin 2018, détaillée ligne par ligne en annexe 18, est résumée par les totaux suivants :

OFFRE KILOMETRIQUE EN MILLIERS DE KILOMETRES	2016	2017	2018 (6 mois) AVENANT 10
TOTAL GROUPEMENT DELEGATAIRE	13 471.7	13 495.4	6 934.5
dont			
OFFRE URBAINE TaM	10 000.5	10 023.6	5 139.5
dont tramway	5 456.6	5 479.8	2 774.1
OFFRE SUBURBAINE TRANSDEV-MONTPELLIER	3 471.3	3 471.8	1 795.0
dont TAD	740.4	740.4	370.2

Non compris les kilomètres des services minibus du soir et services de renfort ou substitution

L'engagement du délégataire sur la fréquentation (annexe 18) est modifié comme suit :

OBJECTIFS DE FREQUENTATION EN MILLIERS DE DEPLACEMENTS VALIDES	2016	2017	2018 (6 mois) AVENANT 10
OBJECTIFS DE DEPLACEMENTS VALIDES	53 859.5	55 428.9	28 047.0

Les montants de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation (article IV.7 et IV.8) sont les suivants (en milliers d'euros HT – valeur juin 2009) :

EVOLUTION DE LA SUBVENTION FORFAITAIRE en milliers d'€ valeur 2009	2016	2017	2018 (6 mois) AVENANT 10
SFE TaM	27 126.28	27 003.43	14 141.46
SFE Transdev Montpellier	12 404.82	12 605.11	6 313.09
Total SFE Groupement Avenant n°10	39 531.10	39 608.54	20 454.55

Délibération n° 15069

Non compris les indemnisations tarifaires (au titre des articles IV.5.1 et IV.5.3 et articles IV.12.1 et IV.12.2) ni les compensations au tarif contractuel (sociales, scolaires et SMTCH) calculées par application de l'article IV.6 et assujetties à TVA, où les taxes refacturées au réel, conformément au chapitre IV de la Convention.

L'annexe 18 du contrat concernant le calcul de la SFE en valeur 2009 est mise à jour et annexée à l'avenant n°10.

Les annexes 5 et 6 concernant le programme prévisionnel d'investissements sur le 1^{er} semestre 2018 sont également mises à jour et annexées à l'avenant n°10.

Le projet d'avenant n°10 tel que présenté ci-dessus a fait l'objet d'un avis favorable de la Commission Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité lors de sa séance du 8 novembre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°10 à la convention de délégation de service public des transports urbains ;
- dire que la dépense correspondante est prévue au budget annexe Transports de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 65 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. D. BOUMAAZ, M. J.-L. COUSQUER, Mme T. DASYLVA, M. A. EL KANDOUSSI, M. P. KRZYZANSKI, Mme P. MIRALLES, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151711-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

VOIRIE, ESPACE PUBLIC



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONVENTIONS DE FONDS DE CONCOURS ENTRE LA MÉTROPOLE ET LES COMMUNES DE BAILLARGUES, BEAULIEU, CASTRIES, SAINT GENIÈS DES MOURGUES ET SAINT JEAN DE VÉDAS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. DUDIEUZERE, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire métropolitain.

En application des articles L5217-7 et L5215-26 du Code général des collectivités territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole. Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus au titre d'une opération ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Les communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Saint Geniès des Mourgues et Saint Jean de Védas souhaitent apporter des fonds de concours pour la réalisation d'aménagements de voirie.

Le Conseil Municipal de Baillargues a approuvé le versement du Fonds de Concours par délibération du 20 Juillet 2017.

Le Conseil Municipal de Saint Geniès des Mourgues a approuvé le versement du Fonds de Concours par délibération du 26 septembre 2017.

Les Conseils Municipaux des communes de Beaulieu, Castries et Saint Jean de Védas vont approuver les versements des fonds lors de leurs prochains Conseils Municipaux.

Les montants des fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations tels que définis dans les projets de conventions sont les suivants :

Pôle Cadoule et Bérange :

Commune de Baillargues :

Pour l'opération de rénovation des voiries communales d'un montant TTC de 386 800 €, le montant du Fonds de Concours s'élève à 130 000 € HT, soit 40,33 % du montant prévisionnel de l'opération.

Commune de Beaulieu :

Pour l'opération de travaux de mise en discrétion de réseaux de la rue de la République d'un montant TTC de 101 365 €, le montant du Fonds de Concours s'élève à 6 035 € HT, soit 7,14 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux de voirie de la rue de la République d'un montant TTC de 68 420 €, le montant du Fonds de Concours s'élève à 27 938 € HT, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux de la place de la République d'un montant TTC de 59 684 €, le montant du Fonds de Concours s'élève à 24 371 € HT, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux de la rue de l'église d'un montant TTC de 20 598 €, le montant du Fonds de Concours s'élève à 8 411 € HT, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Commune de Castries :

Pour l'opération de travaux de l'avenue de la Royale d'un montant TTC de 110 000 €, le montant du Fonds de Concours s'élève à 22 500 € HT, soit 24,5 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux de la rue de la Manade d'un montant TTC de 60 000 €, le montant du Fonds de Concours s'élève à 23 500 € HT, soit 47% du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux de la rue de la Briqueterie d'un montant TTC de 85 000 €, le montant du Fonds de Concours s'élève à 11 000 € HT, soit 15,5 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux du rond-point Charles de Gaulle d'un montant TTC de 13 700 €, le montant du Fonds de Concours s'élève à 5 500 € HT, soit 48,2 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux de la place de l'église d'un montant TTC de 23 940 €, le montant du Fonds de Concours s'élève à 9 500 € HT, soit 47,6 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux du Haut de la rue des Combes d'un montant TTC de 20 100 €, le montant du Fonds de Concours s'élève à 8 000 € HT, soit 47,8 % du montant prévisionnel de l'opération.

Commune de Saint Geniès des Mourgues :

Pour l'opération de travaux d'aménagement de la rue du plan des cafés d'un montant TTC de 202 800 €, le montant du Fonds de Concours s'élève à 82 810 € HT, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de renouvellement de l'éclairage public de la commune d'un montant TTC de 5 000 €, le montant du Fonds de Concours s'élève à 2 040 € HT, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de renouvellement de matériel d'un montant TTC de 6 000 €, le montant du Fonds de Concours s'élève à 2 150 € HT, soit 43 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pôle Plaine Ouest :

Commune de Saint Jean de Védas :

Pour l'opération de travaux d'aménagement de la rue du Mas de Magret d'un montant TTC de 189 836,40 €, le montant du Fonds de Concours s'élève à 77 516,53 € HT, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux d'aménagement de la rue du Claud d'un montant TTC de 21 938,89 €, le montant du Fonds de Concours s'élève à 8 958,38 € HT, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux d'aménagement de la rue du Parreloup d'un montant TTC de 75 061,40 €, le montant du Fonds de Concours s'élève à 30 650,07 € HT, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux d'aménagement de la rue Cadorque d'un montant TTC de 7 896 €, le montant du Fonds de Concours s'élève à 3 224,20 € HT, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux d'aménagement de la rue d'Autignac d'un montant TTC de 58 143,84 €, le montant du Fonds de Concours s'élève à 23 742,06 € HT, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux d'aménagement de l'allée Marqueroise d'un montant TTC de 111 593,52 €, le montant du Fonds de Concours s'élève à 45 567,36 € HT, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux d'aménagement de l'allée Cambon d'un montant TTC de 69 865 €, le montant du Fonds de Concours s'élève à 28 528,21 € HT, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux d'aménagement de l'allée Val des Garrigues d'un montant TTC de 47 893,80 €, le montant du Fonds de Concours s'élève à 19 556,64 € HT, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux d'aménagement du chemin Coustaude d'un montant TTC de 18 028,58 €, le montant du Fonds de Concours s'élève à 7 361,67 € HT, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement des Fonds de Concours décrits ci-dessus ;
- approuver les conventions définissant les modalités de versement des fonds de concours ;
- dire que les crédits nécessaires aux dépenses qui seront réalisées par la Métropole sont inscrits au budget de l'exercice en cours, au chapitre 908, et seront complétés en tant que de besoin au budget des prochains exercices ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions, après approbations concordantes des communes de Castries, Beaulieu et Saint Jean de Védas, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 06/12/17

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171127-lmc1151703-DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN à M. B. TRAVIER, M. A. LARUE à M. J. RAYMOND , Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme P. MIRALLES à M. F. ABERT, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Absent(es):

Mme C. DONADA, Mme A. LLEDO, M. A. MOYNIER

**VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONVENTION POUR LA MISE À DISPOSITION DE
DONNÉES NUMÉRIQUES GÉORÉFÉRENCÉES RELATIVES À LA REPRÉSENTATION
À MOYENNE ECHELLE DES OUVRAGES DE DISTRIBUTION DE GAZ - APPROBATION
- AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. P. DUDIEUZERE, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°14449 en date du 25 janvier 2017, le Conseil de Métropole a approuvé la conclusion d'une convention de sécurité industrielle conclue avec le concessionnaire du réseau de distribution publique de gaz GRDF. Cette convention a pour objet de partager entre concédant, la Métropole,- et concessionnaire GRDF - la préoccupation constante en termes de sécurisation des chantiers en limitant les endommagements aux réseaux liés aux travaux réalisés sur la voirie et les espaces publics.

Au travers de cette convention GRDF s'engage à donner accès à un site permettant de visualiser le tracé des réseaux présents sur le territoire métropolitain.

Les modalités de communication de données numérisées de ces réseaux par GRDF à Montpellier Méditerranée Métropole sont fixées dans une convention cartographique à conclure pour une durée de 5 ans GRDF transmettra la cartographie gratuitement une fois par an. Le coût de fourniture supplémentaire sera facturé suivant le barème fixé avec la commission de régulation de l'énergie, estimé à 2 000€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention cartographique à conclure entre Montpellier Méditerranée Métropole et GRDF ;
- dire que les dépenses seront inscrites aux budgets 2018 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 938 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 06/12/17
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20171127-lmc1151872-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 27 novembre 2017
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2017-617	Convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier et 15 communes membres de la Métropole - Acquisition d'un logiciel de commande publique - Autorisation de signature de la convention.	235
D2017-626	Décision relative à l'attribution du marché n°4923DE17 relatif à la rédaction, illustration de supports de communication et réalisation d'infographies - Autorisation de signature	237
D2017-636	Décision relative à l'avenant n°2 au marché complémentaire billettique n°8.271 du réseau de transport	239
D2017-646	Décision relative à un marché de prestations de service n°4982DS17 d'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le Jumping International de Montpellier Occitanie à l'Aréna de Montpellier	241
D2017-745	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AD 109 située boulevard de la Lironde - Commune de Montferrier-sur-Lez	243
D2017-747	Décision relative au marché 3999VD17 concernant la "maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du quai de transfert de Pignan et le remplacement du compacteur" - Autorisation de signature	245
D2017-751	Décision relative aux travaux de réaménagement de la Rue du Faubourg du Courreau -	247
D2017-752	Décision relative à l'attribution d'un marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la mise en œuvre d'une instrumentation des copropriétés rénovées du projet EcoCité	249
D2017-753	Décision relative au marché n°4496VD16 - Marché de location et d'assistance technique pour la mise en place de dispositifs de collecte en apport volontaire de bio déchets	251
D2017-757	Décision relative à l'avenant n°2 au marché n°3911EA15 - Construction de l'intercepteur Est Amont - Réseaux d'eaux usées en traversée du Lez et poste de refoulement PR Closades Lot 1 : Poste de refoulement PR Closades	253
D2017-761	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ITK au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	255
D2017-765	Décision relative au marché n°4794CO17 - Lots1 et 2 - Diffusion de supports de communication de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier	257
D2017-769	Décision relative à un marché n°4686EA17 de lutte contre les inondations - Le Verdanson Aval - Aménagement du Pont des Pradiers	259
D2017-773	Décision relative au marché n°4934SP17 - Achat et livraison de boissons non alcoolisées pour les besoins de Montpellier Méditerranée Métropole	261
D2017-774	Décision relative au marché n°4701EA17 - Construction de l'intercepteur Est - Traversée du Lez	263
D2017-776	Décision relative à l'agrément de candidature de la société VECTEUR BOIS dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez	265

PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2017-777	Décision relative à l'agrément de candidature de la société VITOCABA dans la ZAC Garosud extension à Montpellier	267
D2017-778	Décision relative à l'agrément de candidature de la société CFC DÉVELOPPEMENT dans la Zac Port Marianne - Hippocrate à Montpellier	269
D2017-779	Décision relative au marché n°2926S17.05 de missions de gardiennage du site du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional	271
D2017-780	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALIPLANTE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	273
D2017-781	Décision relative à une convention de dépôt d'oeuvres entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée	275
D2017-783	Dévolement du réseau d'alimentation électrique sur la voirie métropolitaine n°127E3 à Grabels - Convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Coopérative d'électricité de Saint-Martin de Londres	277
D2017-784	Décision relative à l'acquisition amiable des parcelles cadastrées CK n°22 et 23, et des 2/88ème des droits indivis des parcelles cadastrées CK n°44, CL n°39, CO n°64 et 65, sises commune de Juvignac - Zone d'Aménagement Différé de Naussargues	279
D2017-785	Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire pour travaux - parcelles cadastrées AZ n°159 et 160, sises commune de Baillargues	281
D2017-786	Opération de doublement de la voie métropolitaine n°145 dite "allée des Platanes" à Prades-le-Lez Convention ENEDIS / Montpellier Méditerranée Métropole pour le déplacement des réseaux d'alimentation électrique	283
D2017-787	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage de canalisation d'eaux usées et d'implantation d'un poste de refoulement - parcelles AZ n°159 et 160 sises commune de Baillargues	285
D2017-788	Décision relative à l'agrément de candidature de la société GABIN dans la ZAC Marcel Dassault à Saint Jean de Védas	287
D2017-789	Travaux de réaménagement de la rue du Faubourg Figuerolles - Démolition de l'ancien poste de police municipale - Autorisation de déposer une demande de permis de démolir	289
D2017-794	Décision relative à la modification temporaire du tarif d'accès au musée Fabre pendant le festival Cinémed	291
D2017-795	Décision relative aux marchés n°4791CO17 lots 1,2,3 et 4 - Fourniture d'objets promotionnels et d'articles textiles pour les besoins en communication de Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier	293
D2017-805	Décision relative au marché n°4903DC17 de fourniture et installation de mobiliers pour la médiathèque Aimé Césaire de Castelnau-le-Lez	295
D2017-806	Décision relative au marché n°4780DC17 pour la fourniture et l'installation de matériel de radio identification (RFID) à la médiathèque Aimé Césaire de Castelnau-le-Lez	297

PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2017-807	Décision relative à un marché n°4967RH17 de prestations de formation "Habilitations Electriques"	299
D2017-808	Décision relative au marché n° 4819 VD 17 d'accompagnement téléphonique des habitants à une opération visant à adopter des comportements écoresponsables - Autorisation de signature	301
D2017-810	Décision d'ester en justice " Requête n°1704703-3TA"	303
D2017-811	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle située rue du port (EP plaisance) à Pérols.	304
D2017-812	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant le raccordement pour l'alimentation de la construction située rue Baudin, intersection rue G. Bazille à Pérols	306
D2017-815	Décision relative à la signature d'une convention de prise de possession anticipée de la parcelle cadastrée AV n°7 sise commune de Courmonterral - ZAC CANNABE - Autorisation de signature	308
D2017-818	Décision relative à la constitution de servitudes de passage de canalisation d'eaux usées sur les parcelles cadastrées A n°1363 sise commune de Sussargues, AB n°324 sise commune de Saint Geniès des Mourgues et F n°84 et 112 sises commune de Castries	311
D2017-821	Décision relative à un marché n°4811EA17 - Renforcement de conduites AEP de refoulement, réhabilitation et dévoiement de conduites EU - Montferrier-sur-Lez	312
D2017-822	Décision d'ester en justice "Françoise MEERSSEMAN - requête n°1704609-1TA"	314
D2017-824	Décision relative à une convention de mandat d'études préalables à l'aménagement des sites Mijoulan - Bel Air - Naussargues - Communes de Juvignac et Saint Georges d'Orques	315
D2017-825	Décision relative à une convention de mandat d'études préalables à l'aménagement d'un parc d'activités sur le site "Jules Rimet" - Commune de Sussargues	317
D2017-826	Décision d'ester en justice "Société ATE 17MA01788 - CAA de Marseille"	319
D2017-827	Décision d'ester en justice "Société SARL A+ Architecture n°17MA01789 - CAA de Marseille"	320
D2017-828	Décision d'ester en justice "SARL SEDES et Société ARTEBA requête n°17MA01749 CAA Marseille"	322
D2017-830	Décision d'ester en justice "MOUSSOL Michel- Fixation judiciaire du prix"	324
D2017-831	Décision d'ester en justice "SCI TOUZELINE - Fixation judiciaire du prix"	325
D2017-838	Décision relative à l'agrément de candidature de la société FRENCH CREATIV dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez	326
D2017-839	Décision relative à l'agrément de candidature de la société IPCONNECT dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	328
D2017-840	Décision relative à l'agrément de candidature de la société NETIA dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	330

PARTIE II - SOMMAIRE

N°	TITRES	PAGES
Décisions		
D2017-841	Décision relative à l'agrément de candidature de la société PASSE dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier	332
D2017-843	Décision relative à l'agrément de candidature de la société VALECO dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier	334
D2017-844	Décision relative à l'agrément de candidature de la société WEMAP dans l'Hôtel French Tech à Montpellier	336
D2017-849	Décision relative à l'acquisition d'un logiciel de gestion des sinistres et contrat en matière d'assurance - Convention de groupement de commande - Autorisation de signature	338
D2017-853	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NETAC au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	340
D2017-856	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SNAPKIN au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	342
D2017-858	Décision relative au changement de destination du bâtiment A dans la Zac Port Marianne - Portes de la Méditerranée à Montpellier	344
D2017-859	Décision relative à l'octroi d'un délai supplémentaire à la SCI ODYSSEUM Place de France (OPDF) pour la construction dans la ZAC Port Marianne - Portes de la Méditerranée à Montpellier	346
D2017-860	Décision relative à l'agrément de changement de destination du 1er niveau du volume 27 et à l'octroi d'un délai supplémentaire à la SC ODYSSEUM II pour la construction dans la Zac Port Marianne - Portes de la Méditerranée à Montpellier	348
D2017-861	Décision relative à la mise à disposition de Madame Béatrice CLERGET	350
D2017-864	Décision relative à la convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon d'un ensemble de parcelles situées sur les communes de Montpellier et Lattes	352
D2017-867	Décision relative à l'agrément de candidature de la société CFC DÉVELOPPEMENT dans la Zac Port Marianne - Hippocrate à Montpellier	356
D2017-868	Décision relative à un marché n°4686EA17 de lutte contre les inondations - Le Verdanson Aval - Aménagement du Pont des Pradiers	358
D2017-873	Décision relative à la convention n° 34 15 0004 02 de mise à disposition avec la SAFER d'un terrain situé sur la commune de Lattes, cadastré section CX n° 31	360
D2017-875	Décision relative à la conclusion d'un marché n°4792CO17 pour l'Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la refonte des sites internet et intranet de Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier	362
D2017-877	Décision relative à un marché n°4776EA17 - Renouvellement des réseaux de l'avenue du Val de Montferrand à Montpellier - Autorisation de signature	364
D2017-878	Décision d'ester en justice "PERROT Albert - Requête n°1606195-4TA"	366
D2017-879	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de 450 m² avenue Vincent Auriol - commune de Montpellier	367

PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2017-883	Marché n°4962AT17 - Aménagements paysagers - RD145 Allée des platanes à Prades-le-Lez - Attribution du marché - Autorisation de signature	369
D2017-892	Décision relative à l'agrément de candidature de la société PRIMARK dans la ZAC Port Marianne - Portes de la Méditerranée à Montpellier	371
D2017-896	Décision d'ester en justice " DELLA VOLTA Louis Pascal - Requête CAA de Marseille n° 15MA04982"	373
D2017-903	Décision d'ester en justice "Aire de grand passage des gens du voyage de Lattes - Occupation illicite - Requête Tribunal Administratif de Montpellier"	374



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier et 15 communes membres de la Métropole - Acquisition d'un logiciel de commande publique - Autorisation de signature de la convention.

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celles d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, artisanat »,
- **CONSIDERANT** que la coordination des achats est source d'économies d'échelle et de bonne gestion des deniers publics,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole, la ville et CCAS de Montpellier, les communes de Baillargues, Castries, Courmonsec, Courmonterral, Grabels, Jacou, Lattes, Le Crès, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Saint Jean de Védas, Saint-Drézery, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone, ont décidé de mutualiser la procédure de mise en concurrence en vue de l'acquisition d'un logiciel de commande publique, par le biais d'une convention constitutive de groupement de commandes entre l'ensemble de ces organismes, avec Montpellier Méditerranée Métropole comme coordonnateur du groupement.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Il est donc constitué un groupement de commandes entre ces divers organismes, régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23/07/2015 et relatif à la conclusion d'un accord-cadre portant sur l'acquisition d'un logiciel de commande publique,

ARTICLE 2 : Un projet de convention constitutive du groupement de commande a été élaboré à cet effet. Ce projet prévoit la désignation de Montpellier Méditerranée Métropole comme coordonnatrice du groupement, sa commission d'appel d'offres étant celle du groupement. Montpellier Méditerranée Métropole lancera donc la procédure de mise en concurrence conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et au décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics afin de passer et conclure l'accord-cadre nécessaire à l'acquisition du logiciel de commande publique. Après signature et notification de l'accord-cadre

par la Métropole, chaque membre du groupement sera chargé de son exécution technique et financière.

ARTICLE 3 : Dans le cadre du dialogue compétitif, il est proposé d'attribuer à chaque candidat ayant participé au dialogue et ayant remis une offre finale qui n'est ni irrégulière, ni irrecevable, ni inappropriée une prime d'un montant de 2 500,00 euros.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention relative au groupement visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-617
Reçue en Préfecture le	19/10/17
Affichée le	19/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171019- lmc1147279-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 19/10/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'attribution du marché n°4923DE17 relatif à la rédaction, illustration de supports de communication et réalisation d'infographies - Autorisation de signature

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur, Madame Chantal Marion, Vice-présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement Economique, Enseignement et Recherche, Innovation et Artisanat ;

CONSIDERANT :

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un marché ordinaire à bons de commande pour une durée de 1 an non reconductible,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : Valeur technique, au regard du mémoire technique (60%), prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif (40%),
- qu'après analyse, l'entreprise Agence de Presse JAM, 16 rue des Etuves, 34000 Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché rédaction, illustration de supports de communication et réalisation d'infographies N°4923-DE-17 à l'entreprise Agence de Presse JAM, pour un montant de 89 880 euros HT et 104 530 euros TTC. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an non reconductible.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-626
Reçue en Préfecture le	07/11/17
Affichée le	07/11/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171107- lmc1151347-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/11/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché
complémentaire billettique n°8.271 du réseau de transport**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant sur la création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction attribué à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des transports et mobilité ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération du Conseil n°12127 du 6 février 2014 autorisant TaM à lancer et gérer le marché complémentaire Billettique,

CONSIDERANT :

- la consultation lancée selon une procédure négociée sans mise en concurrence préalable passée en application de l'article 144-II-5° du Code des Marchés Publics portant sur le marché complémentaire Billettique n°8.271 conclu initialement dans le cadre du Bouclage de la ligne 4 de tramway avec pour perspective à terme de couvrir l'ensemble des besoins de la métropole en matière d'extension des Systèmes d'Aide à l'Exploitation (SAE) / Radio / Billettique pour une durée de 10 ans,
- la délibération du Conseil n°12576 du 30 octobre 2014 portant sur l'attribution du marché complémentaire à bons de commande d'un montant minimum de 2 500 000 € HT et d'un montant maximum de 5 000 000 € HT à l'entreprise XEROX BUSINESS SOLUTIONS (07 Guilhaumand Granges),
- la délibération du Conseil n°14027 du 21 juillet 2016 portant sur la signature de l'avenant n°1 ayant pour objet d'intégrer des nouveaux prix unitaires pour le renouvellement des DAT Ligne 1 sans aucune incidence financière,

- qu'il convient désormais de transférer définitivement à Montpellier Méditerranée Métropole le dit marché et la conclusion des bons de commande corrélatifs

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°8.271 ayant pour objet le transfert du marché à Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : de dire que cet avenant n°2 est sans incidence financière.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-636
Reçue en Préfecture le	16/10/17
Affichée le	16/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171016- lmc1147479-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/10/2017

M. J.-P. RICO

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché de prestations de service n°4982DS17 d'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le Jumping International de Montpellier Occitanie à l'Aréna de Montpellier

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « sports et traditions sportives »,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa politique de communication, a souhaité contractualiser avec la société MONTPELLIER EVENTS pour bénéficier d'un partenariat sur l'évènement Jumping International de Montpellier Occitanie qui se déroule à l'Arena de Montpellier du 26 au 29 octobre 2017.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 30-I-3c du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché sans publicité préalable et sans concurrence pour une durée allant de sa notification jusqu'à la fin de la manifestation, soit le 29 octobre 2017.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature du marché négocié de prestations de service n°4982DS17 concernant l'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets pour le jumping international de Montpellier Occitanie 2017 à la société Montpellier-Events, pour un montant de 41 667 euros H.T. Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'à la fin de la manifestation, soit le 29 octobre 2017.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Direction des Sports de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché de prestations de service n°4982DS17 concernant l'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets du jumping international Montpellier Occitanie 2017 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-646
Reçue en Préfecture le	03/11/17
Affichée le	03/11/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171103- lmc1149369-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2017

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AD 109 située
boulevard de la Lironde - Commune de Montferrier-sur-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée métropole,
- VU le courrier du CIRAD en date du 25 août 2017 acceptant les modalités de la transaction proposée pour la parcelle cadastrée AD 109 d'une superficie de 600 m²,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de la parcelle cadastrée AD 109 aménagée en piste cyclable par le Département de l'Hérault.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), la parcelle cadastrée AD 109 d'une superficie de 600 m², située boulevard de la Lironde à Montferrier-sur-Lez, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 12 000 €, soit 20€/m².

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Maître Laurent PICOLLET, notaire à Prades-le-Lez, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-745
Reçue en Préfecture le	17/10/17
Affichée le	17/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171017- lmc1149438-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché 3999VD17 concernant la "maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du quai de transfert de Pignan et le remplacement du compacteur" - Autorisation de signature

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine « Prévention et valorisation de déchets et propreté de l'Espace public »,
- **CONSIDERANT** qu'à la suite de la mise en ligne le 09 août 2017 d'un Avis d'Appel Public à la Concurrence sur la plateforme de dématérialisation de la Métropole, le cabinet d'études René GAXIEU, sis à ALES, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour le marché n°3999VD17 relatif à la maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du quai de transfert de Pignan et le remplacement du compacteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°3999VD17 est passé avec le Cabinet d'Etudes René GAXIEU - 760, Chemin du Mas de la Bedosse – CS 50257 - 30 105 ALES CEDEX.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du quai de transfert de Pignan et le remplacement du compacteur.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à la date de sa notification pour une durée prévisionnelle globale de la mission de MOE de 24 mois, garantie de parfait achèvement incluse.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 31 560,00 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 5 : Madame Valérie BARTHAS-ORSAL Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-747
Reçue en Préfecture le	03/11/17
Affichée le	03/11/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171103- lmc1149607-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2017

Mme V. BARTHAS-ORSAL

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative aux travaux de réaménagement de la Rue du Faubourg du Courreau -
Autorisation de déposer une déclaration préalable**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- **CONSIDERANT** que le réaménagement de la rue du Faubourg du Courreau s'inscrit d'une part dans le projet de renouvellement urbain des quartiers sensibles du centre et d'autre part, dans une démarche d'attractivité commerciale en mettant en relation Figuerolles, le Plan Cabanes, la rue Saint Guilhem et le cœur marchand du Centre Ville,
- **CONSIDERANT** que ce réaménagement nécessite une déclaration préalable, conformément aux dispositions de l'article R.421-25 du Code de l'urbanisme,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer une déclaration préalable aux travaux de réaménagement de la rue du Faubourg du Courreau ;

ARTICLE 2 : Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole est autorisé à signer la demande de déclaration préalable, ainsi que tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-751
Reçue en Préfecture le	12/10/17
Affichée le	12/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170102- lmc1149567-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11 octobre 2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'attribution d'un marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la mise en œuvre d'une instrumentation des copropriétés rénovées du projet EcoCité

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la convention de mandat avec la SA3M pour accompagner la rénovation thermique de copropriétés approuvée par délibération n°13258 du 30 septembre 2015 et notifiée le 15 décembre 2015, autorisant Monsieur Christophe PEREZ, en qualité de Directeur Général de la SA3M, à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,

CONSIDERANT :

- qu'un marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage relatif à l'instrumentation des logements rénovés est nécessaire afin de répondre aux conditions d'octroi de subventions de la Caisse des Dépôts et Consignations,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commande pour une durée de 4 ans.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique de l'offre (60%) appréciée au regard de la note méthodologique qui porte sur la compréhension des enjeux et complexité de la mission d'AMO notamment dans le cadre de rénovation BBC – notée sur 60
 - Prix des prestations (40 %) : chaque prix du BPU calculé selon la formule suivante : $\text{Note (sur 10)} = 5 \times (1 - A / (1 + \text{valeur absolue de } A))$ avec $A = 5 \times (P_0 - P_m) / P_m$, P_m = prix moyen des offres déduction faite des offres anormalement basses A multiplier par 4 pour arriver au total sur 40
- qu'après analyse, BETSO, immeuble Green Valley – 849 rue Favre de Saint Castor – 34080 MONTPELLIER, présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage instrumentation à l'entreprise BETSO pour un montant de 45 000 euros HT minimum et en quantité un minimum de 2 copropriétés et un maximum de 5 copropriétés. Le marché prend effet à partir de sa notification. Sa durée est de 4 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-752
Reçue en Préfecture le	17/10/17
Affichée le	17/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171017- lmc1149570-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4496VD16 - Marché de location et d'assistance technique pour la mise en place de dispositifs de collecte en apport volontaire de bio déchets

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- VU la décision n° D2016-313 du 19/05/16 autorisant la signature du marché n° 4496 VD 16 « Marché de location et d'assistance technique pour la mise en place de dispositifs de collecte en apport volontaire de bio déchets » avec l'entreprise RECYBIO, pour un montant de 63 255 euros HT et une durée de 2 ans.

CONSIDERANT :

- Que le marché actuel est conclu pour une période courant jusqu'au 19 mai 2018 mais que le montant initial est atteint, qu'il est nécessaire de conclure un avenant dans la limite de 15% du marché initial, soit 9 488,25 euros HT dans l'attente de la relance d'une nouvelle consultation.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant d'un montant de 9 488.25 euros HT attribué à l'entreprise RECYBIO sise 26 rue Edouard BRANLY, 68000 COLMAR.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-753
Reçue en Préfecture le	03/11/17
Affichée le	03/11/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171103-lmc1149579-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2017

Mme V. BARTHAS-ORSAL

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°2 au marché n°3911EA15 - Construction de l'intercepteur Est Amont - Réseaux d'eaux usées en traversée du Lez et poste de refoulement PR Closades Lot 1 : Poste de refoulement PR Closades

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine des « Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la délibération n°13320 du 30/09/2015 attribuant le marché n° 3911EA15 Construction de l'intercepteur Est Amont – Réseaux d'eaux usées en traversée du Lez et poste de refoulement PR Closades Lot 1 : Poste de refoulement PR Closades au groupement TOUJA/MSE dont l'entreprise TOUJA, sise ZA des Garrigues – 31 impasse Jacquard – 34170 Castelnau-le-Lez est mandataire pour un montant de 859 528 euros HT et pour une durée de 14 mois ;
- VU la décision D2016-671 autorisant le transfert des engagements pris par l'entreprise MSE à l'entreprise OTV suite à l'absorption de la première par la seconde ;

CONSIDERANT :

- que l'adaptation technique du projet a conduit à des surcoûts et à une augmentation des délais d'exécution ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°3911EA15 Construction de l'intercepteur Est Amont – Réseaux d'eaux usées en traversée du Lez et poste de refoulement PR Closades Lot 1 : Poste de refoulement PR Closades avec le groupement TOUJA/OTV dont l'entreprise TOUJA, sise ZA des Garrigues – 31 impasse Jacquard – 34170 Castelnau-le-Lez est mandataire, avenant d'un montant de 41 907 euros HT

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget Annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-757
Reçue en Préfecture le	17/10/17
Affichée le	17/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171017- lmc1149685-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/10/2017

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Première Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux
par la société ITK au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 30 mars 2007 passée entre la Métropole et la société ITK pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 10 avril 2017,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société ITK n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ITK pour une période de six mois à compter de sa notification.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ITK pour la surface de 472,72 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 5 667,78 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-761
Reçue en Préfecture le	16/10/17
Affichée le	16/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171016- lmc1149714-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4794CO17 - Lots1 et 2 - Diffusion de supports de communication de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOSSI dans le domaine « Communication, développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique » ;

CONSIDERANT :

- que depuis le 1er mars 2017, la direction de la communication est devenue mutualisée et œuvre indifféremment pour le compte de la Ville et de la Métropole, aussi tous les marchés publics doivent également être mutualisés dans un souci d'économies et pour permettre un fonctionnement optimal des missions de la Direction,
- qu'une convention de groupement de commandes permanent a été adoptée par la décision n°2017-55,
- que la direction de la communication a besoin de prestataires pour la diffusion de supports de communication,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes sans minimum ni maximum annuel pour une durée de 6 mois renouvelable par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60% et prix 40%.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 03/10/2017 a :
 - attribué le marché Lot N°01 : Diffusion et dépôt d'affiches et autres supports de communication dans tous les réseaux de diffusion privés ou institutionnels à l'entreprise CART COM (34790 Grabels)

- attribué le marché Lot N°02 : Distribution de supports de communication en marketing de rue à l'entreprise CA C FAIT.COM (34070 Montpellier) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature des marchés mutualisés pour la diffusion des supports de communication aux entreprises mentionnées ci-dessus. Les marchés prendront effet à compter du 01/01/2018. L'accord-cadre peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2021.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-765
Reçue en Préfecture le	19/10/17
Affichée le	19/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171019- lmc1149732-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 19/10/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4686EA17 de lutte contre les inondations - Le Verdanson Aval - Aménagement du Pont des Pradiers

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine de la prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques ;

CONSIDERANT :

- la nécessité d'aménager le Pont des Pradiers dans le cadre de la lutte contre les inondations sur le secteur du Verdanson aval,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 5 mois.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%,
 2. Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 02 mai 2017 a été informée de l'attribution du marché à l'entreprise BERTHOULY TRAVAUX PUBLICS sise Espace d'activités de la Barthe – Bât 5 – Chemin de la Barthe 34660 Cournonterral présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature du marché n°4686EA17 – Lutte contre les inondations Le Verdanson Aval – Aménagement du Pont des Pradiers à l'entreprise BERTHOULY TRAVAUX PUBLICS pour un montant de 624 464,00 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification par ordre de service. Sa durée est de 5 mois (y compris la période de préparation).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-769
Reçue en Préfecture le	16/10/17
Affichée le	16/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171016-lmc1149897-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/10/2017

M. J.-M. LUSSERT

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4934SP17 - Achat et livraison de boissons non alcoolisées pour les besoins de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de l'Administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole ;

CONSIDERANT :

- que la nécessité d'acheter des boissons non alcoolisées pour Montpellier Méditerranée Métropole,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un accord cadre à bon de commande pour une durée d'1 an reconductible 2 fois (soit une période maximale de 3 ans).
- que les critères d'analyse des offres étaient les suivants : prix des prestations, valeur technique, délais de livraison.
- qu'après analyse, l'entreprise France BOISSONS Montpellier, Etablissement secondaire de la SNC France BOISSONS LANGUEDOC, Z.A.E de l'Embosque – 34770 Gigan présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché Achat et livraison de boissons non alcoolisées pour les besoins de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise France BOISSONS Montpellier, pour un montant maximum de 15 000 euros HT par an (montant annuel identique en cas de reconduction). Le marché prend effet à compter du 1^{er} décembre 2017. Sa durée est de 1 an renouvelable 2 fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 022.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-773
Reçue en Préfecture le	16/10/17
Affichée le	16/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171016- lmc1149925-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/10/2017

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4701EA17 -
Construction de l'intercepteur Est - Traversée du Lez**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES déléguée au service public de l'Eau et de l'Assainissement,

CONSIDERANT :

- la nécessité de la construction de l'Intercepteur Est – Réseaux d'eaux usées en traversée du Lez,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 25-1-1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché selon la procédure appel d'offre ouvert pour une durée de 8 mois.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 1. Valeur technique au regard du mémoire technique (60%)
 2. Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (40%)
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 02 mai 2017 a été informée de l'attribution du marché à l'entreprise RAZEL-BEC sise CS 20030 34433 Saint Jean de Vedas présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature du marché n°4701EA17 – Construction de l'Intercepteur Est – Traversée du Lez à l'entreprise RAZEL-BEC pour un montant de 1 147 450 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification par ordre de service. Sa durée est de 8 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-774
Reçue en Préfecture le	17/10/17
Affichée le	17/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171017- lmc1149998-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/10/2017

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Première Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
VECTEUR BOIS dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais de Prades-le-Lez : la société VECTEUR BOIS, représentée par Messieurs Olivier CUSNARU et Ludovic HOSMALIN est une SARL dont l'activité est la construction ossature bois, charpente et couverture.
Actuellement locataire du lot 7-8 représentant 220.20 m², elle est candidate au renouvellement de son bail à compter du 1er novembre 2017. VECTEUR BOIS emploie actuellement 6 personnes et projette d'atteindre 8 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société VECTEUR BOIS, représentée par Messieurs Olivier CUSNARU et Ludovic HOSMALIN, ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le bail administratif ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-776
Reçue en Préfecture le	17/10/17
Affichée le	17/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171017- lmc1149978-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
VITOCABA dans la ZAC Garosud extension à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Garosud extension à Montpellier : la SCI VITOCABA, représentée par Monsieur Adrien CARRODANO, est candidate à l'acquisition du lot 7 de 5 262 m² pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux, entrepôt/stockage et showroom de 2 042 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 2 631 m². L'utilisateur final sera la société PORTO VENERE pour une activité de conception et distribution d'éléments d'aménagements intérieurs (revêtement de sol, cuisine et salle de bain).
La société prévoit un effectif de 19 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCI VITOCABA ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-777
Reçue en Préfecture le	17/10/17
Affichée le	17/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171017- lmc1149991-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société CFC
DÉVELOPPEMENT dans la Zac Port Marianne - Hippocrate à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC PORT MARIANNE – HIPPOCRATE à Montpellier : la société CFC DEVELOPPEMENT est une SAS. Elle est candidate à l'acquisition du lot F de 3 805 m² pour la réalisation d'un programme tertiaire et/ou d'enseignement, et rez-de-chaussée commercial à la location de 4 226 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 4 250 m². Le premier utilisateur identifié est Le COURS FLORENT qui occupera 500 m². CFC DEVELOPPEMENT prévoit un effectif de 200 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SARL CFC DEVELOPPEMENT ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-778
Reçue en Préfecture le	17/10/17
Affichée le	17/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171017- lmc1150000-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°2926S17.05 de missions de gardiennage
du site du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- VU la convention de mandat en date du 30 mai 2016 au bénéfice de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), 50 place Zeus, CS 39556, 34961 Montpellier Cedex 2.

CONSIDERANT :

- que, dans le cadre de la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional, il est nécessaire de recourir à des prestations de gardiennage du site de construction ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes, pour une durée de 4 ans ;
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix (40 %), et la valeur technique (60%, décomposés comme suit : Organisation de l'effectif mis en place pour la réalisation des missions afin d'assurer la permanence dans les horaires définis et justification par la présentation d'un planning, 30% ; Méthodologie proposée afin de permettre au maître d'ouvrage le contrôle des relevés d'heures, conformément aux exigences du cahier des charges, 30%) ;
- qu'après analyse, l'entreprise ASI Sécurité, 235 rue Claude François, Parc 2000, 34080 Montpellier, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°2926S17.05 de missions de gardiennage du site de réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional à l'entreprise ASI Sécurité, pour un montant de 195 000 euros HT maximum. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-779
Reçue en Préfecture le	17/10/17
Affichée le	17/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171017-lmc1150039-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 17/10/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALIPLANTE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 25 septembre 2014 passée entre la Métropole et la société QUALIPLANTE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société QUALIPLANTE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société QUALIPLANTE pour une période de douze mois à compter de sa notification.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société QUALIPLANTE pour la surface de 48,23 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 518,47 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-780
Reçue en Préfecture le	16/10/17
Affichée le	16/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171016-lmc1150023-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention de dépôt d'oeuvres entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'oeuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'oeuvres ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT**
 - que Montpellier Méditerranée Métropole autorise le dépôt d'oeuvres d'art au bénéfice du Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée à Marseille,
 - que ce dépôt est réciproquement consenti et accepté par les parties aux conditions énoncées aux articles 1917 à 1946 du Code civil, dans le respect du Code du Patrimoine et du décret n° 2002-628 du 25 avril 2002,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut avec le Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, une convention de dépôt d'oeuvres d'art dont la liste figure en annexes 1 et 2.

ARTICLE 2 : Le dépositaire s'engage à ce que le dépôt soit installé dans les locaux du Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, sis 7 Promenade Robert Laffont -13 002 Marseille ou au sein du Centre de Conservation et de Ressources, 1 Rue Clovis Hugues, 13003 Marseille.

ARTICLE 3 : Le dépôt est octroyé pour une durée de cinq ans à compter de la date de signature de la convention, avec reconduction tacite à échéance de chaque terme.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention de dépôt d'œuvres visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-781
Reçue en Préfecture le	12/10/17
Affichée le	12/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170102- lmc1150035-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11 octobre 2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Dévoiemment du réseau d'alimentation électrique
sur la voirie métropolitaine n°127E3 à Grabels
Convention de financement entre Montpellier Méditerranée
Métropole et la Coopérative d'électricité de Saint-Martin de Londres**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur.
- **CONSIDERANT** que le Département de l'Hérault a initié des travaux d'aménagement sur la voie RD127E3.
- **CONSIDERANT** que la Montpellier Méditerranée Métropole devenue gestionnaire de cette voie au 1^{er} janvier 2017 souhaite poursuivre ces travaux qui impliquent un déplacement des réseaux électriques aériens en rive de cette voie.
- **CONSIDERANT** qu'une convention a été établie pour définir les principaux droits et obligations des parties, Montpellier Méditerranée Métropole et la Coopérative d'Electricité de Saint-Martin de Londres (CESML), dans la réalisation des travaux de déplacements des réseaux d'alimentation électrique nécessités par l'aménagement de la voie métropolitaine n°127^E3 à Grabels.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de la convention avec la CESML qui s'engage à exécuter en maîtrise d'ouvrage les travaux de dévoiement des réseaux électriques implantés sur la voie métropolitaine n°127^E3.

ARTICLE 2 : d'autoriser le financement des travaux d'un montant de 44 013,86€ HT.

ARTICLE 3 : de dire que les crédits nécessaires aux dépenses qui seront réalisées par la Métropole sont inscrites à son budget, au chapitre 908.

ARTICLE 4 : Monsieur le Président est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à la délibération n°14848 du 26 juillet 2017.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-783
Reçue en Préfecture le	16/10/17
Affichée le	16/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171016- lmc1150067-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition amiable des parcelles cadastrées CK n°22 et 23, et des 2/88ème des droits indivis des parcelles cadastrées CK n°44, CL n°39, CO n°64 et 65, sises commune de Juvignac - Zone d'Aménagement Différé de Naussargues

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération 13904 en date du 30 juin 201, créant la Zone d'Aménagement Différé sur la commune de Juvignac lieu-dit « Naussargues-Bel Air »,
- VU la promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole le 28 septembre 2017 par M. TARRICO Pierre et Mme MERIEUX Simone, portant sur les parcelles cadastrées CK n°22 et 23, d'une superficie cadastrale totale de 10 100 m² en nature de Landes, et les 2/88^{ème} des droits indivis des parcelles cadastrées CK n°44, CL n°39, CO n°64 et 65, d'une superficie cadastrale totale de 70 482 m² en nature de chemins, sises communes de Juvignac, moyennant un prix total de 65 406 € toutes indemnités confondues,
- VU l'avis des services de France Domaine en date du 24 août 2017,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir ces parcelles afin de constituer des réserves foncières destinées à la mise en œuvre d'un projet urbain compatible avec les objectifs du SCoT de la Métropole, à répondre aux orientations de la politique locale de l'habitat conformément au Programme Local de l'Habitat, ou à l'extension ou l'accueil des activités économiques et de réaliser des équipements collectifs,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, auprès de M. TARRICO Pierre, domicilié 7 rue des Viguiers à Montpellier (34070) et de Mme MERIEUX Simone, domiciliée 3 rue du Professeur Jean Granier à Montpellier (34070), la pleine propriété des parcelles en nature de Lande, cadastrées CK n°22 et 23, sises commune de Juvignac, d'une superficie cadastrale totale de 10 100 m² et les 2/88^{ème} des droits indivis des parcelles, en nature de chemin, cadastrées CK n°44, CL n°39, CO n°64 et 65, sises commune de Juvignac.

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix total de 65 406 € (soixante-cinq mille quatre cent six euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 905 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur le Président est autorisée à signer l'acte authentique d'acquisition des parcelles visées à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-784
Reçue en Préfecture le	12/10/17
Affichée le	12/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170102- lmc1150062-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11 octobre 2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire pour travaux - parcelles cadastrées AZ n°159 et 160, sises commune de Baillargues

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « Service public de l'eau et de l'assainissement »,
- VU la convention de constitution de servitude consentie par l'Association pour la Promotion de l'Apprentissage dans les Industries du Languedoc Roussillon sur les parcelles lui appartenant, cadastrées AZ n°159 et 160, sises commune de Baillargues, moyennant une obligation de faire des travaux d'aménagement d'une aire de stationnement,
- VU la convention d'occupation temporaire pour travaux consentie à titre gratuit, par l'Association pour la Promotion de l'Apprentissage dans les Industries du Languedoc Roussillon sur une emprise de 1 790 m² à prendre sur les parcelles lui appartenant, cadastrées AZ n°159 et 160, sises commune de Baillargues,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire pour la Métropole d'occuper une emprise de 1 790 m² sur les parcelles cadastrées AZ n°159 et 160, sises commune de Baillargues, pour permettre la réalisation des travaux de dévoiement de la canalisation des eaux usées, de création d'un poste de refoulement et d'aménagement d'une aire de stationnement du au titre de l'indemnisation de la servitude converti en l'obligation de faire des travaux,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention d'occupation temporaire pour travaux sur une emprise de 1 790 m² à prendre sur les parcelles cadastrées AZ n°159, 160, sises commune de Baillargues avec l'Association pour la Promotion de l'Apprentissage dans les Industries du Languedoc Roussillon.

ARTICLE 2 : La convention d'occupation temporaire pour travaux est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-785
Reçue en Préfecture le	12/10/17
Affichée le	12/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170102- lmc1150070-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11 octobre 2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Opération de doublement de la voie métropolitaine n°145 dite "allée des Platanes" à Prades-le-Lez
Convention ENEDIS / Montpellier Méditerranée Métropole
pour le déplacement des réseaux d'alimentation électrique**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil dans la délibération n°14848 du 26 juillet 2017, notamment celle prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur.
- **CONSIDERANT** que le département de l'Hérault a initié des travaux de doublement de la voie n°145 dite "allée des Platanes" et que la Métropole, gestionnaire de cette voie depuis le 1^{er} janvier 2017, en assure désormais la maîtrise d'ouvrage.
- **CONSIDERANT** que l'opération de doublement de cette voie rend nécessaire le déplacement des réseaux d'alimentation électrique qu'ENEDIS, propriétaire de ces réseaux, s'engage à réaliser.
- **CONSIDERANT** qu'une convention a été établie pour définir les principaux droits et obligations des parties, Montpellier Méditerranée Métropole et ENEDIS, dans la réalisation des travaux dévoiement engendrés par les travaux de doublement de la voie n°145.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de la convention avec ENEDIS pour l'exécution des travaux de dévoiement des réseaux électriques implantés sur la voie métropolitaine n°145.

ARTICLE 2 : d'autoriser le financement des travaux d'un montant de 84 815,90€ HT.

ARTICLE 3 : de dire que les crédits nécessaires aux dépenses sont inscrits au Budget de la Métropole au chapitre 908.

ARTICLE 4 : Madame le Président est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à la délibération n°14848 du 26 juillet 2017.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-786
Reçue en Préfecture le	16/10/17
Affichée le	16/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171016-lmc1150078-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage
de canalisation d'eaux usées et d'implantation d'un poste de
refoulement - parcelles AZ n°159 et 160 sises commune de Baillargues**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude
- VU la convention de constitution de servitude consentie par l'Association pour la Promotion de l'Apprentissage dans les Industries du Languedoc Roussillon sur les parcelles cadastrées AZ n°159 et 160, sises commune de Baillargues lui appartenant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « Service public de l'eau et de l'assainissement »,
- **CONSIDERANT** que le dévoiement du réseau d'eaux usées effectué dans le cadre de la suppression du passage à niveau réalisée par la SNCF nécessite la création d'une canalisation d'eaux usées et l'implantation d'un poste de refoulement sur les parcelles privées cadastrées AZ n°159 et 160, sises commune de Baillargues appartenant à l'Association pour la Promotion de l'Apprentissage dans les Industries du Languedoc Roussillon,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une servitude réelle et perpétuelle de passage en tréfonds de canalisation d'eaux usées et d'implantation de poste de refoulement et de tous réseaux nécessaires à son fonctionnement est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par l'Association pour la Promotion de l'Apprentissage dans les Industries du Languedoc Roussillon, dont le siège est à Baillargues (34670) 14 rue François Perroux, représentée par M. Michel DEBOUVERIE en sa qualité de Président, sur une emprise de 1 050 m² sur les parcelles leur appartenant cadastrées AZ n°159 et 160 sises communes de Baillargues.

ARTICLE 2 : Cette constitution de servitude est consentie moyennant une obligation de faire des travaux d'aménagement d'une aire de stationnement sur la parcelle AZ n°159, sise commune de Baillargues. Les frais d'acte de constitution de la servitude restent à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'acte authentique de constitution de servitude visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-787
Reçue en Préfecture le	12/10/17
Affichée le	12/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170102- lmc1150080-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11 octobre 2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
GABIN dans la ZAC Marcel Dassault à Saint Jean de Védas**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Marcel DASSAULT à Saint Jean de Védas : la SCI GABIN est candidate à l'acquisition des parcelles AC 236 et AC 153 de 499 m². Ces parcelles sont destinées à la réalisation d'un chemin d'accès à un futur programme situé hors périmètre ZAC (parcelles AC 184 – AC 168 et AC 186).
L'utilisateur final sera le Groupe TRUCKS SERVICES (réparation poids lourds utilitaires, garage).

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCI GABIN ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-788
Reçue en Préfecture le	17/10/17
Affichée le	17/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171017- lmc1150076-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Travaux de réaménagement de la rue du Faubourg Figuerolles - Démolition de l'ancien poste de police municipale - Autorisation de déposer une demande de permis de démolir

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
- **CONSIDERANT** que le réaménagement de la rue du Faubourg Figuerolles au droit de la cité Gély est intégré au projet de rénovation urbaine du Quartier Centre dans le cadre de la requalification des voies de desserte des îlots d'intervention prioritaire (VDIIP) ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de démolir l'ancien poste de police municipale de la cité Gély situé au droit du futur carrefour sécurisé entre la rue du Mas de Merle et la rue du Faubourg Figuerolles.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer un permis de démolir en vue de la démolition de l'ancien poste de police municipale de la cité Gély situé au droit du futur carrefour sécurisé entre la rue du Mas de Merle et la rue du Faubourg Figuerolles.

ARTICLE 2 : Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole est autorisé à signer la demande de permis de démolir visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-789
Reçue en Préfecture le	12/10/17
Affichée le	12/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170102- lmc1150084-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11 octobre 2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la modification temporaire du tarif
d'accès au musée Fabre pendant le festival Cinémed**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de Montpellier Méditerranée Métropole, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine «Culture»,
- **CONSIDERANT**
- que le documentaire *Pierre SOULAGES*, de Stéphane BERTHOMIEUX, dont certaines scènes ont été tournées au musée Fabre, sera diffusé en avant-première au prochain festival Cinémed, le samedi 21 octobre à 19h au centre Rabelais,
- qu'il paraît opportun d'inciter les spectateurs de Cinémed à venir visiter les collections du musée Fabre, et notamment les salles Soulages,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un tarif réduit au musée Fabre est proposé tout au long du festival Cinémed, soit du 20 au 28 octobre 2017, sur présentation du badge festival ou du billet de la séance du 21 octobre 2017.

ARTICLE 2 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer tout document relatif à ce tarif spécifique conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-794
Reçue en Préfecture le	17/10/17
Affichée le	17/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171017-lmc1150137-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative aux marchés n°4791CO17 lots 1,2,3 et 4 - Fourniture d'objets promotionnels et d'articles textiles pour les besoins en communication de Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur EL KANDOUSSI dans le domaine « Communication, développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique »,

CONSIDERANT :

- que depuis le 1er mars 2017, la direction de la communication est devenue mutualisée et œuvre indifféremment pour le compte de la Ville et de la Métropole, aussi tous les marchés publics doivent également être mutualisés dans un souci d'économies et pour permettre un fonctionnement optimal des missions de la Direction,
- qu'une convention de groupement de commandes permanent a été adoptée par la décision n°2017-55,
- que la direction de la communication a besoin de prestataires pour la fourniture et la livraison d'objets promotionnels et d'articles textiles,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes sans minimum ni maximum conclu avec plusieurs prestataires (lot 1 et 2 uniquement) pour une durée initiale de 6 mois du 01/01/2018 au 30/06/2018 reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 30 juin 2021.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : prix 50%, valeur technique 40% et délais de livraison 10%.
 - que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 03/10/2017 a attribué les accords-cadres aux entreprises suivantes ayant présentées les offres économiquement les plus avantageuses :
 - **VENDREDI 13 (1^{ère}), STILC (2^{ème}) et EUROPRESENT (3^{ème}), pour le lot n°1 « Articles textiles et bagagerie » ;**

- **VENDREDI 13** (1^{ère}), **ZAP ATLANTIQUE** (2^{ème}) et **EUROPRESENT** (3^{ème}), pour le lot n°2 « **Papeterie et objets divers** » ;
- **MILHE ET AVONS**, pour le lot n°3 « **Sachets et coffrets en papier et carton** » ;
- **COMPTOIR OCCITAN** pour le lot n°4 « **Verres INAO** » ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature des marchés mutualisés pour la fourniture d'objets promotionnels et d'articles textiles aux entreprises mentionnées ci-dessous. Le marché prend effet à compter du 01/01/2018 pour une durée initiale de 6 mois du 01/01/2018 au 30/06/2018 reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 30 juin 2021.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-795
Reçue en Préfecture le	26/10/17
Affichée le	26/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171026-lmc1150141-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 26/10/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4903DC17 de fourniture et installation de mobiliers pour la médiathèque Aimé Césaire de Castelnau-le-Lez

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

CONSIDERANT :

- que des marchés de fourniture et d'installation de mobiliers doivent être conclus afin de réaliser le premier équipement mobilier de la médiathèque Aimé Césaire de Castelnau-le-Lez, suite à sa reconstruction,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1) le prix (40% de la note) ;
 - 2) la valeur technique (60% de la note) appréciée au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats dans le mémoire technique sur les points suivants : Qualité du mobilier (15%), fonctionnalité et accessoirisation (7%), esthétique (12%), ergonomie et confort (6%), garantie et pérennité (8%), prestations de déploiement (6%) et délais d'exécution (6%).
- qu'après analyse, les entreprises Concept Aménagement pour les lots 1, 2, 5, 8, 12 et 13, Eurosit pour les lot 3 et 6, Manutan pour le lot 4, Mobidecor pour le lot 9 et RBC pour le lot 10 présentent les offres économiquement les plus avantageuse,
- qu'aucune offre n'a été déposée pour 7 et 11.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché 4903DC17 lot 1 à l'entreprise Concept Aménagement, pour un montant de 8.943,56 euros HT, le marché 4903DC17 lot 2 à l'entreprise Concept Aménagement, pour un montant de 4.851,11 euros HT, le marché 4903DC17 lot 3 à l'entreprise Eurosit, pour un montant de 5.913,32 euros HT, le marché 4903DC17 lot 4 à l'entreprise Manutan, pour un montant de 12.314,62 euros HT, le marché 4903DC17 lot 5 à l'entreprise Concept Aménagement, pour un montant de 13.177,82 euros HT, le marché 4903DC17 lot 6 à l'entreprise Eurosit, pour un montant de 20.218,54 euros HT, le marché 4903DC17 lot 8 à l'entreprise Concept Aménagement, pour

un montant de 18.171,44 euros HT, le marché 4903DC17 lot 9 à l'entreprise Mobidecor, pour un montant de 92.636,41 euros HT, le marché 4903DC17 lot 10 à l'entreprise RBC, pour un montant de 3.322.56 euros HT, le marché 4903DC17 lot 12 à l'entreprise Concept Aménagement, pour un montant de 3.960,59 euros HT et le marché 4903DC17 lot 13 à l'entreprise Concept Aménagement, pour un montant de 7.580.73 euros HT. Les marchés prendront effet à compter de février 2018. Leur durée sera de 1 mois hors délais de garanties.

ARTICLE 2 : de relancer les lots 7 et 11, respectivement "Chaises de consultation publique jeunesse et adulte" et "Mobilier d'exposition" pour lesquels aucune offre n'a été déposée.

ARTICLE 3 : de dire que la dépense sera imputée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés précités et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-805
Reçue en Préfecture le	17/10/17
Affichée le	17/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171017-lmc1150280-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 17/10/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4780DC17 pour la fourniture et l'installation de matériel de radio identification (RFID) à la médiathèque Aimé Césaire de Castelnau-le-Lez

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture ;

CONSIDERANT :

- qu'il y a lieu, dans le cadre de la construction de la nouvelle médiathèque à Castelnau-le-Lez, et de la poursuite de l'automatisation des transactions dans le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, de conclure un marché pour la fourniture et l'installation de matériel RFID à la médiathèque Aimé Césaire.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande, avec un montant minimal de 40 000,00 € HT et un montant maximal de 85.000,00 € HT, pour une durée d'un an non reconductible,
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix des prestations pour 40% et la valeur technique pour 60%.
- qu'après analyse, l'entreprise BIBLIOTHECA, située 5 boulevard des Bouvets à NANTERRE, présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°4780DC17 de fourniture et installation de matériel de Radio-Identification (RFID) à la médiathèque Aimé Césaire, à l'entreprise BIBLIOTHECA, pour montant minimal de 40 000,00 € HT et un montant maximal de 85 000,00 euros HT. Le marché prendra effet à compter de sa notification et sa durée sera d'un an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-806
Reçue en Préfecture le	17/10/17
Affichée le	17/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171017-lmc1150327-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 17/10/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4967RH17 de prestations de formation "Habitations Electriques"

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice. Pour les marchés de moins de 25 000 € HT, la signature du contrat par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision d'attribution.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE dans le domaine « Ressources Humaines » ;
- **CONSIDERANT :**
 - la nécessité de passer un marché de formation en « Habitations Electriques »,
 - qu'une procédure a été lancée conformément au décret n°2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché pour une durée de vingt-quatre mois non reconductible,
 - qu'après analyse, l'entreprise EI Groupe, sise 437 avenue des Apothicaires - Bât 3 - CS n°28888 - 34197 Montpellier cedex 5, présente l'offre présentant la meilleure valeur technique.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4967RH17 est passé avec la société EI Groupe.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne des formations « Habitations Electriques ».

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de vingt-quatre mois non reconductible.

ARTICLE 4 : Le montant maximum du marché, à bons de commandes, s'élève à 50000 euros H.T. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-807
Reçue en Préfecture le	19/10/17
Affichée le	19/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171019- lmc1150338-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/10/2017

Mme R. ILLAIRE

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n° 4819 VD 17 d'accompagnement téléphonique des habitants à une opération visant à adopter des comportements écoresponsables - Autorisation de signature

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;

CONSIDERANT :

- la nécessité de passer un marché d'accompagnement téléphonique des habitants dans le cadre d'une opération visant à adopter des comportements écoresponsables.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée, d'un délai d'exécution des prestations de 21 mois (hors période de préparation et de formation initiale) dont une phase de montée en charge de 3 mois.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (40%) et la valeur technique au regard du mémoire technique (60%).
- qu'après analyse, l'entreprise E3D ENVIRONNEMENT sise 1 place Martin Luther King, Le Mansard, Porte C, 13090 Aix en Provence, présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché 4819 VD 17 à l'entreprise E3D ENVIRONNEMENT, pour un montant de 152 136.83 euros HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant au titulaire du marché de commencer l'exécution des prestations. Sa durée globale est de 24 mois à partir de sa notification.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-808
Reçue en Préfecture le	03/11/17
Affichée le	03/11/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171103- lmc1150334-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2017

Mme V. BARTHAS-ORSAL

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice " Requête n°1704703-3TA"

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°17047703-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 4 octobre 2017 par Madame Catherine THEKAL, agent de Montpellier Méditerranée Métropole de Montpellier, contre l'arrêté de Montpellier Méditerranée Métropole n°2017-6789 du 8 août 2017 constatant l'épuisement de ses droits à maladie ordinaire, la plaçant en disponibilité d'office pour une durée d'un an et contre la décision implicite de Montpellier Méditerranée Métropole du 8 août 2017 de refus d'attribution d'un congé de longue maladie au bénéfice de Madame THEKAL.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-810
Reçue en Préfecture le	16/10/17
Affichée le	16/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171016-lmc1150352-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant
l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour
le raccordement de la parcelle située rue du port (EP plaisance) à Pérols.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- **CONSIDERANT** l'autorisation d'urbanisme 24305209787841 accordé sur la parcelle rue du port,
- **CONSIDERANT** la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité,
- **CONSIDERANT** la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférent présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à signer une convention avec EDENIS en vue de la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle située rue du port EP Plaisance à Pérols.

ARTICLE 2 : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 1 243,00 € HT.

ARTICLE 3 : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

ARTICLE 4 : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 6 semaines.

ARTICLE 5 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-811
Reçue en Préfecture le	16/10/17
Affichée le	16/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171016-lmc1150363-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 16/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention avec
ENEDIS concernant le raccordement pour l'alimentation de la
construction située rue Baudin, intersection rue G. Bazille à Pérols**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- **CONSIDERANT** la demande de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 21 avril 2017 concernant le raccordement au réseau de distribution publique d'électricité de la construction située rue Baudin, intersection rue G. Bazille à Pérols.
- **CONSIDERANT** la proposition financière d'ENEDIS n°5177717502 en date du 29 septembre 2017 d'un montant total HT de 1 854,40 €.

DECIDE

ARTICLE 1 Montpellier Méditerranée Métropole est autorisés à signer une convention avec EDENIS pour la réalisation des travaux de raccordement au réseau de distribution publique d'électricité de la construction située rue Baudin à l'intersection de la rue G. Bazille à Pérols.

ARTICLE 2 : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 1 854,40 € HT.

ARTICLE 3 : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60%, soit 1335,17 € HT et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

ARTICLE 4 : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 6 semaines.

ARTICLE 5 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-812
Reçue en Préfecture le	16/10/17
Affichée le	16/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171016- lmc1150369-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 16/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une convention de prise de possession anticipée de la parcelle cadastrée AV n°7 sise commune de Cournonterral - ZAC CANNABE - Autorisation de signature

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de l'innovation et de l'artisanat »,
- VU la convention de prise de possession anticipée consentie le 28 septembre 2017 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par l'indivision ROMAN sur la parcelle leur appartenant cadastrée AV n°7, sise commune de Cournonterral, d'une superficie cadastrale de 1 236 m², moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 2 828,80 €
- **CONSIDERANT** qu'aux termes d'une promesse unilatérale de vente signée le 28 septembre 2017, l'indivision ROMAN s'est engagé à vendre, à Montpellier Méditerranée Métropole, la parcelle cadastrée AV n°7, sise commune de Cournonterral, d'une superficie cadastrale de 1 236 m² lui appartenant,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre des travaux préparatoires nécessaires pour l'aménagement du secteur CANNABE à Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne qu'elle se substituerait, souhaite prendre possession de la parcelle précitée avant la réitération, par acte authentique, de la promesse unilatérale de vente,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de prise de possession anticipée de la parcelle cadastrée AV n°7, sise commune de Cournonterral, est signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'indivision ROMAN, propriétaire, composée de M. Christian ROMAN, domicilié Quartier la Croisière 17 CD 34 à Bollène (84500), M. Denis ROMAN, domicilié à Gourdon à Bollène (84500) et M. Patrick ROMAN, également domicilié à Gourdon à Bollène (84500).

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie et acceptée moyennant le versement d'une indemnité globale et forfaitaire de 2 828, 80 € (deux mille huit cent vingt-huit euros et quatre-vingt cents).

ARTICLE 3 : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention de prise de possession anticipée ainsi que tout document relatif à cette affaire visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-815
Reçue en Préfecture le	24/10/17
Affichée le	24/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171024-lmc1150386-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la constitution de servitudes de passage de canalisation d'eaux usées sur les parcelles cadastrées A n°1363 sise commune de Sussargues, AB n°324 sise commune de Saint Geniès des Mourgues et F n°84 et 112 sises commune de Castries

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1ère Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans les domaines de « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU la décision n°2017-803 du 6 octobre 2017 autorisant la constitution par actes authentiques de servitudes de passage de canalisation d'eaux usées sur les parcelles cadastrées A n°1363 sise commune de Sussargues, AB n°324 sise commune de Saint Geniès des Mourgues et F n°84 et 112 sises commune de Castries,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de corriger les erreurs dans les articles 4 et 5 de la décision n°2017-803 en date du 6 octobre 2017 pour permettre la constitution par actes authentiques des servitudes de passage de canalisation d'eaux usées avec le GFA DE FONTMAGNE sur les parcelles cadastrées A n°1363 sise commune de Sussargues et AB n°324 sise commune de Saint Geniès des Mourgues, et avec l'indivision DE FONTMAGNE sur les parcelles F n°84 et 112 sises commune de Castries ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°2017-803 du 6 octobre 2017 est abrogée.

ARTICLE 2 : Une servitude réelle et perpétuelle de passage en tréfonds de canalisation d'eaux usées d'une emprise de 1031 m² sur la parcelle cadastrée A n°1363, sise commune de Sussargues, et d'une emprise de 256 m² sur la parcelle cadastrée AB n°324, sise commune de Saint Geniès des Mourgues est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par le Groupement Foncier Agricole DE FONTMAGNE, dont le siège est à Castries (34160), Château de Fontmagne, Domaine de Fontmagne, identifié au SIREN sous le numéro 322577594 et immatriculée au RCS de Montpellier, représenté par M. Jacques DURAND DE FONTMAGNE agissant en qualité de gérant.

ARTICLE 3 : Une servitude réelle et perpétuelle de passage en tréfonds de canalisation d'eaux usées d'une emprise totale de 286 m² sur les parcelles cadastrées F n°84, et n°112 sises commune de Castries, est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par l'indivision DE FONTMAGNE composée de :

- Mme Françoise DURAND DE FONTMAGNE, épouse DUBOSC de PESQUIDOUX, domiciliée Domaine du Moulinas – La Plaine du Moulinas à Castries (34160) ;
- M. Jacques DURAND DE FONTMAGNE, domicilié à Château de Fontmagne à Castries (34160) ;
- Mme Michèle DURAND DE FONTMAGNE, épouse DE CHOLIER DE CIBEINS, domiciliée Château de Cabriac à Douzens (11700) ;
- Mme Dominique DURAND DE FONTMAGNE, épouse ESCARD, domiciliée 24 rue de l'Olivier à Lunel-Viel (34400) ;
- Monsieur Laurent DUBOSC DE PESQUIDOUX, domicilié Le Moulinas à Castries (34160) ;
- Mme Aude DURAND DE FONTMAGNE, épouse HONEGGER, domiciliée 2 rue de l'Oiseau Blanc à Lyon (69005)
- Mme Maguelonne DURAND DE FONTMAGNE, épouse KOCH, domiciliée 44 rue du Château à Vincennes (94300)
- M. Hugues DURAND DE FONTMAGNE, domicilié Château de Fontmagne à Castries (34160) ;
- M. Hélène DE CHOLIER DE CIBEINS, épouse HINGRE, domiciliée 9 square du Pressoir à Etioilles (91450)
- Mme Bénédicte ESCARD, épouse DUMARCHER, domiciliée 518 chemin des Chênes à La-Baume-de-Transit (26790).

ARTICLE 4 : La constitution de la servitude sur les parcelles cadastrées A n°1363, sise commune de Sussargues, et AB n°324, sise commune de Saint Geniès des Mourgues visée à l'article 1, est consentie moyennant le versement au Groupement Foncier Agricole DE FONTMAGNE d'une indemnité globale et forfaitaire de 535 € (cinq cent trente-cinq euros). Les frais de constitution de servitude restent à la charge de la Métropole.

ARTICLE 5 : La constitution de la servitude sur les parcelles cadastrées F n°84 et 112, sises commune de Castries, visée à l'article 2, est consentie moyennant le versement à l'indivision DE FONTMAGNE d'une indemnité globale et forfaitaire de 115 € (cent quinze euros). Les frais de constitution de servitude restent à la charge de la Métropole.

ARTICLE 6 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 8 : Madame la 1ère Vice-Présidente est autorisée à signer les actes authentiques de constitution des servitudes visées dans les articles 1 et 2 ainsi que tout document relatif à ces affaires conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 9 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-818
Reçue en Préfecture le	24/10/17
Affichée le	24/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171024-lmc1150673-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4811EA17 - Renforcement de conduites AEP de refoulement, réhabilitation et dévoiement de conduites EU - Montferrier-sur-Lez

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de renforcer les conduites AEP de refoulement, de renouveler des conduites AEP de distribution, réhabiliter et de dévier des conduites EU sur la commune de Montferrier sur Lez,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée ouverte pour une durée de 7 mois, plus 6 semaines de préparation de chantier,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 1. Valeur technique au regard du mémoire technique (60%)
2. Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (40%),
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 5 septembre 2017 a été informée de l'attribution du marché au groupement SADE/SOGEA SUD dont l'entreprise SADE, sise 820 rue de la Marbrerie – BP 33 – 34741 Vendargues Cedex, est mandataire, groupement présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature du marché n°4811EA17 – Renforcement de conduites AEP de refoulement, renouvellement de conduites AEP de distribution, réhabilitation et dévoiement conduites EU – Montferrier-sur-Lez avec le groupement SADE/SOGEA pour un montant de 2 498 392,80 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification par ordre de service. Sa durée est de 7 mois plus 6 semaines de préparation de chantier.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-821
Reçue en Préfecture le	17/10/17
Affichée le	17/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171017- lmc1150701-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/10/2017

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Première Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Françoise MEERSSEMAN - requête n°1704609-1TA"

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1704609-1 déposée près le TA de Montpellier le 28 septembre 2017 par Madame Françoise MEERSSEMAN contre la délibération du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 29 mars 2017 approuvant la modification n°11 du PLU de Montpellier et contre la décision implicite de rejet de son recours gracieux du 30 juillet 2017.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-822
Reçue en Préfecture le	16/10/17
Affichée le	16/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171016- lmc1150705-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention de mandat d'études préalables à l'aménagement des sites Mijoulan - Bel Air - Naussargues - Communes de Juvignac et Saint Georges d'Orques

VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

-VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

-VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2014 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 4^{ème} Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

-VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

-VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans les domaines des « Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain »,

-CONSIDÉRANT la nécessité de faire réaliser les études préalables à l'aménagement des sites Mijoulan - Bel Air- Naussargues notamment en vue de la requalification du parc d'activités du Mijoulan et de la création d'une polarité économique s'appuyant sur les infrastructures routières et autoroutières existantes ou en voie de création.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de Mandat est passée avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

ARTICLE 2 : Le mandat concerne la réalisation des études préalables à l'aménagement des sites Mijoulan -Bel Air- Naussargues situés sur les Commune de Juvignac et Saint Georges d'Orques.

ARTICLE 3 : La durée prévisionnelle du mandat est égale à 24 mois à compter de l'entrée en vigueur du mandat.

ARTICLE 4 : Il est prévu une tranche ferme portant sur la réalisation d'études pour un montant prévisionnel de 575 000 € HT, la rémunération du mandataire est égale à 180 000 € HT.

ARTICLE 5 : Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention de Mandat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-824
Reçue en Préfecture le	24/10/17
Affichée le	24/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171024- lmc1150747-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/10/2017

M. G. PASTOR

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention de mandat d'études préalables à l'aménagement d'un parc d'activités sur le site "Jules Rimet" - Commune de Sussargues

VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

-VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

-VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2014 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 4^{ème} Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

-VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

-VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans les domaines des « Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain »,

-CONSIDÉRANT la nécessité de faire réaliser les études préalables à l'aménagement d'un parc d'activités sur le site « Jules Rimet » situé sur la Commune de Sussargues. Celui-ci permettra d'augmenter et de diversifier l'offre économique sur le secteur géographique « Cadoule-Bérange ».

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de Mandat est passée avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

ARTICLE 2 : Le mandat concerne la réalisation des études préalables à l'aménagement parc d'activités sur le site « Jules Rimet » situé sur la Commune de Sussargues.

ARTICLE 3 : La durée prévisionnelle du mandat est égale à 18 mois à compter de l'entrée en vigueur du mandat.

ARTICLE 4 : Il est prévu une tranche ferme portant sur la réalisation d'études de « faisabilité » pour un montant prévisionnel de 125 000 € HT. La rémunération du mandataire en ce qui concerne la conduite de la tranche ferme est égale à 40 000 € HT.

Il est prévu une tranche conditionnelle portant sur la réalisation d'études et/ou formalités « opérationnelles » pour un montant prévisionnel de 75 000 € HT. La rémunération du mandataire en ce qui concerne la conduite de la tranche ferme est égale à 40 000 € HT.

ARTICLE 5 : Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention de Mandat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-825
Reçue en Préfecture le	24/10/17
Affichée le	24/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171024- lmc1150750-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 24/10/2017

M. G. PASTOR

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Société ATE 17MA01788 - CAA de Marseille"

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts, après décision de cassation n°397126 du 19 avril 2017, près la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans l'instance n° 17MA01788 contre l'arrêt de la Cour d'Appel de Marseille du 14 décembre 2015 n°14MA02146, n°14MA02662 et n°14MA02633 condamnant les sociétés A+ Architectures, Sedes, Ate et Arteba à verser solidairement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux droits de laquelle vient Montpellier Méditerranée Métropole la somme de 373 566,66 euros, en réparation des désordres affectant le terrain du stade de rugby.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-826
Reçue en Préfecture le	16/10/17
Affichée le	16/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171016-lmc1150764-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'estimer en justice "Société SARL A
+ Architecture n°17MA01789 - CAA de Marseille"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts après décision de cassation n°397126 du 19 avril 2017, près la Cour Administrative d'appel de Marseille dans l'instance n°17MA01789 contre l'arrêt de la Cour d'Appel de Marseille du 14 décembre 2015 n°14MA02146, n°14MA02662 et n°14MA02633 condamnant les sociétés A+ Architectures, Sedes, Ate et Arteba à verser solidairement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux droits de laquelle vient Montpellier Méditerranée Métropole la somme de 373 566,66 euros.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-827
Reçue en Préfecture le	16/10/17
Affichée le	16/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171016-lmc1150772-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'estimer en justice "SARL SEDES et Société
ARTEBA requête n°17MA01749 CAA Marseille"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts après décision de cassation n°397126 du 19 avril 2017, près la Cour Administrative de Marseille dans l'instance n°17MA01749 contre l'arrêt de la Cour d'Appel de Marseille du 14 décembre 2015 n°14MA02146, n°14MA02662 et n°14MA02633 condamnant les sociétés A + Architectures, Sedes, Ate et Arteba à verser solidairement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux droits de laquelle vient Montpellier Méditerranée Métropole la somme de 373 566,66 euros, en réparation des désordres affectant le terrain du stade de rugby.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-828
Reçue en Préfecture le	16/10/17
Affichée le	16/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171016- lmc1150776-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "MOUSSOL Michel- Fixation judiciaire du prix"

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice près le Juge de l'expropriation du Département de l'Hérault pour fixation judiciaire du prix d'une emprise de la parcelle cadastrée section AI n°320 sise sur le territoire de la commune de Prades Le Lez appartenant à Monsieur Michel MOUSSOL et ce, dans le cadre du plan d'alignement de la rue du Mas de Prades.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-830
Reçue en Préfecture le	16/10/17
Affichée le	16/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171016-lmc1150784-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "SCI TOUZELINE - Fixation judiciaire du prix"

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Juge de l'expropriation du Département de l'Hérault pour fixation judiciaire du prix d'une emprise de la parcelle cadastrée section AI n°310 appartenant à la SCI Touzeline sur la Commune de Prades-le-Lez et ce, dans le cadre du plan d'alignement de la rue du Mas de Prades.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-831
Reçue en Préfecture le	17/10/17
Affichée le	17/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171017-lmc1150786-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
FRENCH CREATIV dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais de Prades-le-Lez : la société FRENCH CREATIV, représentée par Monsieur Jean-Claude MESLEM est une SAS dont l'activité est l'étude, la réalisation et la conception de matériel mécanique et électronique ainsi que la vente, l'achat et la commercialisation de matériel destiné à l'esthétique.
Elle est candidate à la location du lot A02 de 112.50 m² pour une période 23 mois.
L'entreprise projette un effectif de 4 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société FRENCH CREATIV ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le bail administratif ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-838
Reçue en Préfecture le	31/10/17
Affichée le	31/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171031- lmc1150839-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 31/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
IPCONNECT dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equiperment de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier : la société IP CONNECT, représentée par Messieurs Alain DENIS, Jérôme GOSIO et Olivier VARENNE a pour activité l'achat, la vente, l'importation, l'exportation et la distribution à des revendeurs, de solutions de téléphonie IP (matériel et logiciel) pour les entreprises et centres d'appels.
Elle est candidate à la location du lot B02D de 61 m² à compter du 25 octobre 2017 et jusqu'à démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 21 décembre 2019.
L'entreprise projette un effectif de 2 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société IP CONNECT ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à la convention d'occupation précaire ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-839
Reçue en Préfecture le	31/10/17
Affichée le	31/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171031- lmc1150851-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 31/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
NETIA dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier : la société NETIA, représentée par Monsieur Antony SAVELLI a pour activité les solutions logicielles d'automation radio, de gestion et de diffusion de contenus audiovisuels.
Actuellement locataire du lot B08C de 631 m² la société souhaite s'étendre et prendre à bail le lot B08D de 83 m², jusqu'à démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31/12/2019.
L'entreprise projette un effectif de 50 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société NETIA ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-840
Reçue en Préfecture le	31/10/17
Affichée le	31/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171031- lmc1150856-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 31/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la
société PASSE dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société PASSE, représentée par Monsieur Davi DOMERGUE est une SARL dont l'activité est la menuiserie métallique et la serrurerie.
Elle est candidate à la location du lot A05 de 108.69 m² pour une période 36 mois.
L'entreprise projette un effectif de 9 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société PASSE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-841
Reçue en Préfecture le	31/10/17
Affichée le	31/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171031- lmc1150863-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 31/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la
société VALECO dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société VALECO, représentée par Monsieur Erick GAY est une SAS dont l'activité est la production d'énergies renouvelables.
Actuellement locataire des lots A11 et B9-B10 représentant 348.12 m², la société est candidate à la location d'une surface supplémentaire, le lot B08 de 76.55 m² pour une période 36 mois.
L'entreprise projette un effectif de 31 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société VALECO ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-843
Reçue en Préfecture le	31/10/17
Affichée le	31/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171031- lmc1150868-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 31/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la
société WEMAP dans l'Hôtel French Tech à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'Hôtel French Tech de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société WEMAP, représentée par Monsieur Pierre ADOUM est une SAS dont l'activité est la production, la création et l'exploitation de logiciels.
Elle est candidate à la location du lot 3.9 de 79.52 m² à compter du 04/10/2017 jusqu'au 18/02/2022.
L'entreprise projette un effectif de 19 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société WEMAP ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, et de l'artisanat est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-844
Reçue en Préfecture le	03/11/17
Affichée le	03/11/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171103- lmc1150874-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition d'un logiciel de gestion des sinistres et contrat en matière d'assurance - Convention de groupement de commande - Autorisation de signature

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame GUIRAUD Isabelle dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridique et Protocole »,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de rationaliser les achats et de réaliser des économies d'échelles et de se grouper dans le cadre d'un groupement de commandes,
- **CONSIDERANT** que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont le souhait de conclure un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché d'acquisition d'un logiciel de gestion des sinistres et contrats en matière d'assurance,
- **CONSIDERANT** que la gestion informatisée des contrats et des dossiers sinistres pour chaque membre du groupement présente des avantages communs,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de groupement est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'acquisition d'un logiciel de gestion des sinistres et des contrats en matière d'assurance,

ARTICLE 2 : Le coordonnateur du groupement sera Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le montant prévisionnel de la dépense est estimé à 12 000 € HT. La prise en charge du financement se fera au prorata du nombre de sinistres traités par les membres, ce qui correspond à un taux de 30% pour la Ville de Montpellier et 70% pour Montpellier Méditerranée Métropole. Ce montant pourra être modifié par avenant à la présente convention en cas de modification sensible des besoins des deux collectivités, sur la base du nombre de dossiers constatés l'année N-1. La dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 4 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridique et Protocole » est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-849
Reçue en Préfecture le	26/10/17
Affichée le	26/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171026-lmc1150933-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/10/2017

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NETAC au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n° 14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 18 mai 2012 passée entre la Métropole et la société NETAC pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 2 mai 2017,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance et que la société NETAC n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NETAC pour une période de six mois à compter du 1^{er} novembre 2017 et jusqu'au 30 avril 2018.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NETAC pour la surface de 106,25 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 547,00 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-853
Reçue en Préfecture le	03/11/17
Affichée le	03/11/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171103-lmc1151039-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SNAPKIN au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n° 14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 18 mai 2012 passée entre la Métropole et la société SNAPKIN pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 15 décembre 2016,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance et que la société SNAPKIN n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SNAPKIN pour une période de douze mois à compter du 1^{er} novembre 2017 et jusqu'au 31 octobre 2018.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SNAPKIN pour la surface de 117,97 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 594,95 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-856
Reçue en Préfecture le	03/11/17
Affichée le	03/11/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171103-lmc1151087-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au changement de destination du bâtiment A dans
la Zac Port Marianne - Portes de la Méditerranée à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2017-196 du 27/07/2017 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) en vue du changement de destination du bâtiment A du Pôle Ludique 2 - ZAC Port Marianne – Portes de la Méditerranée à Montpellier : Le Bâtiment A était affecté à un usage de Bowling-Karting. Dans le cadre de la redynamisation du centre commercial, le propriétaire la SCI ODYSSEUM Place de France (OPDF) souhaite modifier la destination exclusivement ludique du Bâtiment A de 19 733 m² afin qu'y soit autorisées des surfaces commerciales.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La demande de changement de destination du bâtiment ci-dessus mentionnée est autorisée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-858
Reçue en Préfecture le	03/11/17
Affichée le	03/11/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171103- lmc1151099-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'octroi d'un délai supplémentaire à la SCI
ODYSSEUM Place de France (OPDF) pour la construction dans
la ZAC Port Marianne - Portes de la Méditerranée à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2017-196 du 27/07/2017 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'octroi d'un délai de 10 ans supplémentaire au propriétaire la société SCI ODYSSEUM Place de France (OPDF) de la parcelle SL134 dans la ZAC Port Marianne – Portes de la Méditerranée à Montpellier, dont la surface de plancher affectée est de 900 m² pour la construction d'un bâtiment à vocation ludique et/ou loisirs.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La demande de délai supplémentaire est autorisée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-859
Reçue en Préfecture le	03/11/17
Affichée le	03/11/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171103-lmc1151102-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de changement de destination du 1er niveau du volume 27 et à l'octroi d'un délai supplémentaire à la SC ODYSSEUM II pour la construction dans la Zac Port Marianne - Portes de la Méditerranée à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2017-196 du 27/07/2017 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue d'une part du changement de destination du 1^{er} niveau du volume 27 en autorisant les commerces dans la ZAC Port Marianne – Portes de la Méditerranée à Montpellier, et d'autre part en vue de l'octroi d'un délai de 10 ans supplémentaire au propriétaire la SC ODYSSEUM II pour la construction.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La demande de changement de destination est autorisée.

ARTICLE 2 : La demande de délai supplémentaire est autorisée.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-860
Reçue en Préfecture le	03/11/17
Affichée le	03/11/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171103- lmc1151105-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la mise à disposition de Madame Béatrice CLERGET

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes du Conseil au Président notamment celle autorisant le Président à adopter les conventions de mise à disposition prises en application de l'article 61 et suivants de la loi n°84-53 susvisée ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonctions attribuée à Madame Régine ILLAIRE dans le domaine des Ressources Humaines ;
- **CONSIDERANT** que Madame Béatrice CLERGET dispose des qualifications techniques spécialisées dans le domaine de la politique de la ville et qu'elle a sollicité sa mise à disposition auprès de Montpellier Méditerranée Métropole ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Madame Béatrice CLERGET est mise à disposition, par la société Services, Conseil Expertises et Territoires (SCET) à 100% auprès de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'au 30/06/2020.

ARTICLE 2 : Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente déléguée au Ressources Humaines est autorisée à signer la convention de mise à disposition visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-861
Reçue en Préfecture le	03/11/17
Affichée le	03/11/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171103- lmc1151109-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon d'un ensemble de parcelles situées sur les communes de Montpellier et Lattes

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE dans le domaine de l'Agro-écologie et de l'alimentation,
- VU le projet de convention par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, à Lattes, un ensemble de parcelles situées sur les communes de Montpellier et Lattes, tel que détaillé dans le tableau ci-dessous

Commune de LATTES

Lieu-dit	Section	N°	Surface	Nature	Classe
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0011	2 ha 41 a 75 ca	Terres	03
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0022	1 ha 38 a 36 ca	Terres	03
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0080	5 ha 11 a 07 ca	Terres	04
MAS DE PORTAL	CC	0064	8 ha 60 a 42 ca	Terres	04
FIGUIERE	CA	0001	2 ha 24 a 18 ca	Terres	04
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0003	1 ha 97 a 21 ca	Terres	03
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0006	1 ha 02 a 11 ca	Terres	03
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0005	24 a 22 ca	Vignes	03
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0008	01a 30ca	Terres	
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0009	10a 24ca	Terres	
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0010	02a 08ca	Terres	

Commune de MONTPELLIER

Lieu-dit	Section	N°	Surface	Nature	Classe
DU MAS DE BROUSSE	SM	0006	5 ha 18 a 30 ca	Terres	02
LA CAVALADE	SN	0040	12 a 31 ca	Terres	02
LA CAVALADE	SN	0041	1 ha 14 a 12 ca	Terres	02
LE TILLEUL	SR	0006	56 a 31 ca	Terres	02
LE TILLEUL	SR	0007	2 ha 77 a 25 ca	Terres	02
LE TILLEUL	SR	0014	40 a 43 ca	Terres	01
LE TILLEUL	SR	0014	30 a 00 ca	Terres	02
LE TILLEUL	SR	0015	87 a 68 ca	Vignes	01
LE TILLEUL	SR	0016	56 a 69 ca	Terres	02
LE TILLEUL	SR	0017	8 a 85 ca	Terres	01
LE TILLEUL	SR	0017	34 a 75 ca	Terres	02
LE TILLEUL	SR	0020	54 a 60 ca	Terres	02
LE TILLEUL	SO	0055	1 ha 31 a 19 ca	Terres	02
LE TILLEUL	SP	0076	34 a 24 ca	Terres	02
LE TILLEUL	SP	0077	29 a 10 ca	Terres	02
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0009	55 a 29 ca	Terres	02
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0010	21 a 07 ca	Terres	02
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0019	1 ha 93 a 52 ca	Terres	02
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0019	60 a 51 ca	Terres	02
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0032	1 ha 21 a 58 ca	Terres	04
TERRE DE BANQUIERE	ST	0058	3 ha 69 a 61 ca	Terres	02
TERRE DE BANQUIERE	ST	0060	1 ha 60 a 46 ca	Terres	02
TERRE DE BANQUIERE	ST	0076	22 a 68 ca	Terres	02
LA MOGERE	SV	0002	6 a 48 ca	Sols	
LA MOGERE	SV	0003	79 a 67 ca	Terres	02
LA MOGERE	SV	0009	10 a 58 ca	Terres	02
LA MOGERE	SV	0043	1 a 65 ca	Terres	02
PONT TRINQUAT	SH	0025 B	06a 18ca	Jardins	02
PONT TRINQUAT	SH	0027	64 a 90 ca	Terres	04
PONT TRINQUAT	SH	0030	72 a 81 ca	Terres	02
PONT TRINQUAT	SH	0045 D	1ha 30a 93ca	Terres	02
PONT TRINQUAT	SH	0048	23 ca	Terres	01
PONT TRINQUAT	SH	0048	1 ha 74 a 87 ca	Terres	02
PONT TRINQUAT	SH	0051 F	34a 04ca	Terres	04
PONT TRINQUAT	SH	0081 J	31a 49ca	Terres	02
PONT TRINQUAT	SH	0083	47 a 56 ca	Terres	02
LA MOGERE	SV	0044	1 ha 89 a 70 ca	Terres	02
LA MOGERE	SV	0045	12 a 38 ca	Terres	02
LA MOGERE	SV	0046	1 ha 14 a 78 ca	Terres	02
LE TILLEUL	SP	0087	4 ha 35 a 96 ca	Terres	02
LE TILLEUL	SR	0013	27 a 79 ca	Terres	01
LE TILLEUL	SR	0013	25 a 00 ca	Terres	02
LE TILLEUL	SR	0018	8 a 84 ca	Terres	02
BACHAGA BOUALEM	SR	0019	7 a 68 ca	Sols	
LE TILLEUL	SR	0024	57 a 86 ca	Terres	01
LE TILLEUL	SR	0008	70 a 77 ca	Terres	01
DU MAS DE BROUSSE	SM	0007	81 a 37 ca	Vergers	04
RASTOUBLE	RA	0004	84 a 85 ca	Terres	02
RASTOUBLE	RA	0005	62 a 00 ca	Terres	01
RASTOUBLE	RA	0008	90 a 40 ca	Terres	01
RASTOUBLE	RA	0008	55 a 21 ca	Terres	02
RASTOUBLE	RA	0011	7 a 32 ca	Terres	02
RASTOUBLE	RA	0012	1 ha 78 a 75 ca	Terres	02

Lieu-dit	Section	N°	Surface	Nature	Classe
RASTOUBLE	RA	0013	15 a 33 ca	Terres	03
RASTOUBLE	RA	0014	64 a 90 ca	Terres	02
RASTOUBLE	RA	0024	3 a 47 ca	Terres	02
RASTOUBLE	RA	0030	2 ha 04 a 76 ca	Terres	02
RASTOUBLE	RA	0031	81 a 56 ca	Terres	03
DE VAUGUIERES	SM	0021	74a 59ca	Terres	
RUE DU MAS DES BROUSSES	SM	0047	14a 40ca	Terres	
ROUTE DE VAUGUIERES	SM	0048	52a 20ca	Terres	
FONT DE LA BANQUIERE	SP	0006	5a 92ca	Terres	
FONT DE LA BANQUIERE	SP	0007	9a 58ca	Terres	
FONT DE LA BANQUIERE	SP	0008	13a 21ca	Terres	
FONT DE LA BANQUIERE	SP	0009	42a 16ca	Terres	
FONT DE LA BANQUIERE	SP	0043	90a 87ca	Terres	
FONT DE LA BANQUIERE	SP	0050	23a 67ca	Terres	
FONT DE LA BANQUIERE	SP	0054	2ha 20a 89ca	Terres	
LE TILLEUL	SR	0005	37a 22ca	Terres	
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0034	49ca	Terres	
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0003	25a 26ca	Landes	
DES MOURONS	SV	0004	59a 11ca	Terres	
DES MOURONS	SV	0005	11ca	Terres	
DES MOURONS	SV	0006	33a 28ca	Terres	
DES MOURONS	SV	0007	28a 19ca	Terres	
LA MOGERE	SV	0071	41a 89ca	Terres	
LA MOGERE	SV	0072	05a 26ca	Terres	
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0042	96a 68ca	Vignes	
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0043	06a 05ca	Vignes	

TOTAL SURFACE CADASTRALE: 82 ha 26 a 58 ca

- **CONSIDERANT** que la mise en culture de ces terres permet d'une part une valorisation patrimoniale entraînant la perception d'une redevance et, d'autre part, d'éviter tout risque d'occupation illicite.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions de l'article L 142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, à Lattes, les parcelles listées ci-dessus, situées sur les communes de Montpellier et Lattes pour une surface totale de 82 ha 26 a 58 ca.

ARTICLE 2 : La convention de mise à disposition est consentie pour une durée d'une campagne, soit jusqu'au 31 octobre 2018.

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle de douze mille six cent quatre-vingts euros (12 680€).

ARTICLE 4 : Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-864
Reçue en Préfecture le	07/11/17
Affichée le	07/11/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171107- lmc1151160-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/11/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société CFC
DÉVELOPPEMENT dans la Zac Port Marianne - Hippocrate à Montpellier**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC PORT MARIANNE – HIPPOCRATE à Montpellier : la société CFC DEVELOPPEMENT est une SAS. Elle est candidate à l'acquisition du lot F de 3 805 m² pour la réalisation d'un programme à la location de 4 226 m² de surface de plancher à vocation tertiaire et/ou enseignement et rez-de-chaussée commercial. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 4 250 m². Le premier utilisateur identifié est Le COURS FLORENT qui occupera 500 m². CFC DEVELOPPEMENT prévoit un effectif de 200 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°D2017-778 est abrogée.

ARTICLE 2 : La candidature de la SAS CFC DEVELOPPEMENT ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 3 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-867
Reçue en Préfecture le	03/11/17
Affichée le	03/11/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171103-lmc1151198-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4686EA17 de lutte contre les inondations - Le Verdanson Aval - Aménagement du Pont des Pradiers

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine de la prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques ;
- VU la décision n° D2017-769 du 16 /10/2017 ;

CONSIDERANT :

- la nécessité d'aménager le Pont des Pradiers dans le cadre de la lutte contre les inondations sur le secteur du Verdanson aval,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 5 mois.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%,
 2. Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 02 mai 2017 a été informée de l'attribution du marché à l'entreprise BERTHOULY TRAVAUX PUBLICS sise Espace d'activités de la Barthe – Bât 5 – Chemin de la Barthe 34660 Cournonterral présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
- que le montant estimatif du marché tel que mentionné à l'acte d'engagement est de 628 464 euros HT et non 624 464 euros HT comme indiqué à l'article 1 de la décision sus visée,

D E C I D E

ARTICLE 1 : l'article 1 de la décision D2017-769 est modifié comme suit : à la place de « 624 464 euros HT » lire « 628 464 euros HT ».

ARTICLE 2 : d'autoriser la signature du marché n°4686EA17 – Lutte contre les inondations Le Verdanson Aval – Aménagement du Pont des Pradiers à l'entreprise BERTHOULY TRAVAUX PUBLICS pour un montant de 628 464,00 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification par ordre de service. Sa durée est de 5 mois (y compris la période de préparation).

ARTICLE 3 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-868
Reçue en Préfecture le	20/10/17
Affichée le	20/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171020-lmc1151228-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/10/2017

M. J.-M. LUSSERT

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la convention n° 34 15 0004 02 de mise à disposition avec la SAFER d'un terrain situé sur la commune de Lattes, cadastré section CX n° 31

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE dans le domaine de l'Agro-écologie et de l'alimentation,
- VU le projet de convention n° 34 15 0004 02 par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de la SAFER, dont le siège est au Domaine de Maurin, à Lattes, une parcelle située sur la commune Lattes, pour une surface totale de 1 ha 48 a 15 ca,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle, acquise dans le cadre de la lutte contre les inondations par Montpellier Méditerranée Métropole, constitue une terre qui peut, de fait, être mise en culture,
- **CONSIDERANT** que la mise en culture de cette terre permet d'une part une valorisation patrimoniale entraînant la perception d'une redevance et, d'autre part, d'éviter tout risque d'occupation illicite.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions de l'article L 142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER, dont le siège est au Domaine de Maurin, à Lattes, une parcelle cadastrée section CX n° 31, lieu-dit « Mas du Cheval » située sur la commune de Lattes, pour une contenance cadastrale totale de 1 ha 48 a 15 ca.

ARTICLE 2 : La convention de mise à disposition est consentie pour une durée de 3 campagnes, soit jusqu'au 31 décembre 2020.

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle de deux cent soixante-sept euros (267€).

ARTICLE 4 : Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-873
Reçue en Préfecture le	07/11/17
Affichée le	07/11/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171107- lmc1151292-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/11/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la conclusion d'un marché n°4792CO17 pour
l'Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la refonte des sites internet et
intranet de Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI ;

CONSIDERANT :

- que La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont fusionné leur direction de la communication. De ce fait, une démarche de mutualisation de certains outils et la refonte d'autres est en cours.
Les sites internet de la ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont été refondus en 2012. Les sites Intranet de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole ont pour leur part été créés respectivement en 2008 et en 2014.
L'ensemble de ces supports apparaissent aujourd'hui comme peu adaptés aux nouveaux besoins des utilisateurs et des agents.
Les médias numériques ne cessant d'évoluer, ainsi que leurs usages, les deux institutions à travers leur direction de la communication mutualisée souhaitent se faire assister dans leur stratégie de contenus et se faire accompagner dans la refonte de ses médias numériques en prenant en compte les besoins utilisateurs.

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée de 2 ans.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 70% et prix 30%.
- qu'après analyse, l'entreprise **AGENCE CALLISENS** domiciliée à Marguerittes (30320) présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché 4793CO17 - Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la refonte des sites internet et intranet de Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier à

l'entreprise AGENCE CALLISENS, pour un montant maximum de 89 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 2 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-875
Reçue en Préfecture le	31/10/17
Affichée le	31/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171031- lmc1151300-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 31/10/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4776EA17 - Renouvellement des réseaux de l'avenue du Val de Montferrand à MONTPELLIER - Autorisation de signature

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans les domaines des « Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire d'effectuer des travaux concernant le renouvellement des réseaux d'assainissement des eaux usées et d'adduction d'eau potable de l'avenue du Val de Montferrand, sise sur la commune de Montpellier, dans le quartier Hôpitaux-Facultés.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de d'exécution des travaux de 7,5 mois dont 1 mois de préparation.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
 2. Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40 %
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 5 septembre 2017 a été informée du choix de l'entreprise SOLATRAG sise 2 rue de Chiminie – Zone Industrielle 34300 AGDE présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature du marché n°4776EA17 à l'entreprise SOLATRAG pour un montant estimatif de 521 679 ,00 euros HT (offre variante n°1 « Eaux Usées – regards de visite en béton XA3 ». Le marché prend effet à compter de sa notification par ordre de service. Sa durée est de 7,5 mois dont 1 mois de préparation.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-877
Reçue en Préfecture le	07/11/17
Affichée le	07/11/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171107-lmc1151366-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/11/2017

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Première Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "PERROT Albert - Requête n°1606195-4TA"

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1606195-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Albert PERROT tendant à obtenir réparation pour préjudice subi consécutivement à un accident de la circulation dont il a été victime le 29 septembre 2014, avenue des Bigos à Vendargues.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-878
Reçue en Préfecture le	07/11/17
Affichée le	07/11/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171107-lmc1151363-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/11/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public
d'une emprise de 450 m² avenue Vincent Auriol - commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 et L.5211-17 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n° 2015/514 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n° D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU la demande de Monsieur et Madame BELAMAN, propriétaires du Mas Saint Joseph, avenue Vincent Auriol à Montpellier, consistant à corriger une anomalie sur les plans cadastraux,
- **CONSIDERANT** que sur les plans cadastraux, existe une ancienne voie publique à travers le Mas Saint Joseph depuis l'avenue Vincent Auriol pour rejoindre la rue des Quatre Seigneurs,
- **CONSIDERANT** que sur site et sur les différentes vues aériennes, aucune voie n'existe à ce jour sur l'emprise concernée, que ce terrain est intégré de fait dans une unité foncière privée depuis de nombreuses années,
- **CONSIDERANT** que cette emprise n'est affectée à aucun usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate que le tronçon d'une ancienne voie publique d'une superficie de 450 m² partant de l'avenue Vincent Auriol à Montpellier, n'est pas affecté à l'usage du public.

ARTICLE 2 : Conformément aux dispositions de l'article L.141-3 du Code de la voirie routière, cette emprise est déclassée du domaine public.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder au numérotage cadastral de l'emprise, qui est intégrée au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-879
Reçue en Préfecture le	07/11/17
Affichée le	07/11/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171107- lmc1151386-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/11/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Marché n°4962AT17 - Aménagements paysagers - RD145 Allée des platanes
à Prades-le-Lez - Attribution du marché - Autorisation de signature**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de procéder à l'aménagement paysager de l'Allée des Platanes à Prades-le-Lez.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 37 mois et 2 semaines.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - > Prix des prestations 60%
 - > Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire justificatif (40%)
- qu'après analyse, l'entreprise UPEE7 sise 190 rue de la Balaurie - 34130 Saint-Aunès présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°4962AT17 - Aménagements paysagers de l'Allée des Platanes à Prades-le-Lez à l'entreprise UPEE7, pour un montant de 44 416.60 euros HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer. Sa durée d'exécution des travaux est de 37 mois et 2 semaines.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-883
Reçue en Préfecture le	03/11/17
Affichée le	03/11/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171103- lmc1151548-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société PRIMARK
dans la ZAC Port Marianne - Portes de la Méditerranée à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2017-196 du 27/07/2017 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de la candidature de la société PRIMARK, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) : elle est candidate à la location du Bâtiment A situé dans le pôle ludique de 19 733 m² de surface de plancher.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société PRIMARK est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier de cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-892
Reçue en Préfecture le	03/11/17
Affichée le	03/11/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171103- lmc1151669-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'estimer en justice " DELLA VOLTA Louis
Pascal - Requête CAA de Marseille n° 15MA04982"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n° 15MA04982 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1400251 en date du 23 novembre 2015 rejetant sa demande d'indemnisation pour préjudices matériel et moral subis consécutivement à un accident de la circulation dont il a été victime le 11 juillet 2009 à l'angle de la rue de Montpellier et du boulevard de bonnes Nouvelles à Montpellier.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-896
Reçue en Préfecture le	07/11/17
Affichée le	07/11/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171107- lmc1151702-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/11/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'estimer en justice "Aire de grand passage des gens du voyage de Lattes - Occupation illicite - Requête Tribunal Administratif de Montpellier"

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe de gens du voyage occupant l'aire de Grand Passage des gens du voyage sise sur la commune de Lattes et ce, sans autorisation.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-903
Reçue en Préfecture le	07/11/17
Affichée le	07/11/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171107-lmc1151960-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/11/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES du 03 au 30 novembre 2017

N° ARRETES	TITRES	PAGES
A2017-261	Ouverture d'une enquête publique relative au transfert d'office des parcelles privées constitutives de voiries du lotissement "Les Vignes d'André" dans le domaine public métropolitain - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone – Autorisation	377
A2017-262	Arrêté portant modification des membres du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole	380
A2017-268	Représentation du Président au sein de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF)	382
A2017-269	Représentation du Président de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Comité de pilotage site d'intérêt communautaire (SIC) ' Montagne de la Moure et Causse d' Aumelas '	384
A2017-277	Exclusion du réseau des médiathèques	386
A2017-279	Arrêté d'ouverture d'une enquête publique unique - Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier - Relocalisation du conservatoire à rayonnement régional (CRR)	388
A2017-280	Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Sussargues.	392
A2017-327	Exclusion du réseau des médiathèques	396



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Ouverture d'une enquête publique relative au transfert d'office des parcelles privées constitutives de voiries du lotissement "Les Vignes d'André" dans le domaine public métropolitain - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de l'urbanisme et notamment les Articles L.318-3, R.318-7, R.318-10 et R.318-11,
- VU le Code de la voirie routière, et notamment les articles L.141-3, L.141-12 et R.141-4 à R.141-10,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée métropole,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone n° 2015DAD114 en date du 29 septembre 2015 portant intégration d'office dans le domaine public des parcelles constitutives de voirie du lotissement « Les Vignes d'André » - AK n°59, 62, 66, 368, 369 ;
- VU les pièces composant le dossier soumis à enquête publique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de transfert d'office dans le domaine public métropolitain des parcelles constitutives de voiries et espaces publics du lotissement « Les Vignes d'André » visées dans la délibération du conseil municipal de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone n° 2015DAD114. Cette enquête se déroulera pendant une durée de quinze jours, du jeudi 7 décembre au jeudi 21 décembre 2017 inclus.

ARTICLE 2 : Monsieur Jean-Claude HUDRISIER, Ingénieur principal à la retraite, demeurant à Montpellier (34070), est désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur.

ARTICLE 3 : Un exemplaire du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le Commissaire-Enquêteur sera déposé en Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone, et au siège de la Métropole, du jeudi 7 décembre au jeudi 21 décembre 2017 inclus.

Le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone, et du siège de la Métropole, du jeudi 7 décembre au jeudi 21 décembre 2017 inclus.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations écrites au Commissaire-Enquêteur à l'adresse suivante :

Montpellier Méditerranée Métropole
Monsieur le Commissaire Enquêteur
Transfert d'office sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone
DFAO – Domanialité Publique
CS 39556 – 50 Place Zeus
34961 MONTPELLIER Cedex 2

ARTICLE 4 : Monsieur Jean-Claude HUDRISIER, Commissaire-Enquêteur désigné, se tiendra à la disposition du public à la Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone :

- le lundi 11 décembre 2017, de 09h00 à 12h00 ;
- le jeudi 21 décembre, de 14h00 à 17h00.

Monsieur le Commissaire Enquêteur recevra également sur rendez-vous, pris auprès de Montpellier Méditerranée Métropole, Service Domanialité Publique.

ARTICLE 5 : Un avis au public, portant les indications du présent arrêté métropolitain, sera publié quinze jours au moins avant le début de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département. Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête.

En outre, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute sa durée, il sera procédé à l'affichage du présent arrêté au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, et en Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone, ainsi que sur les lieux concernés. Ces mesures d'affichage seront justifiées par un certificat signé par Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Maire de Villeneuve-lès-Maguelone.

ARTICLE 6 : À l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 3, le registre sera clos, paraphé et signé par Monsieur le Commissaire-Enquêteur, qui disposera d'un délai de trente jours pour transmettre à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier avec son rapport qui fera état de ses conclusions motivées.

Le rapport et les conclusions motivées de Monsieur le Commissaire-Enquêteur pourront être consultés au siège de Montpellier Méditerranée Métropole pendant un an, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au Titre I de la Loi du 17 juillet 1978.

ARTICLE 7 : Si un propriétaire intéressé a fait connaître son opposition, une décision sera prise par Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, quant au transfert d'office dans le domaine public des parcelles constitutives de voirie du lotissement « Les Vignes d'André », à savoir les parcelles cadastrées AK 59, AK 62, AK 66, AK 368, AK 369. La décision et le dossier d'enquête seront adressés par Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture, et la décision de transfert sera prise par arrêté préfectoral à la demande de la Métropole.

ARTICLE 9 : Une copie du présent arrêté sera adressée à :
- M. le Préfet du Département de l'Hérault.
- Monsieur Jean-Claude HUDRISIER, Commissaire-Enquêteur.

ARTICLE 10 : Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Monsieur le Maire de Villeneuve-lès-Maguelone et Monsieur le Commissaire-Enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-261
Transmis en Préfecture le	09/11/17
Affiché le	09/11/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20171109- lmc1150725-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 09/11/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté portant modification des membres du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- **Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- **Vu** le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- **Vu** la délibération du Conseil n°12405 du 31 juillet 2014, fixant le nombre de représentants de l'administration et de représentants du personnel du Comité Technique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** l'arrêté n° A2017-218 du 26 septembre 2017 portant composition du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **Vu** le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en date du 4 décembre 2014,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2017-218 du 26 septembre 2017 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Le Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole est composé comme suit :

Comité Technique

Représentants de l'administration	Représentants du personnel
<p>Titulaires</p> <p>Mme Régine ILLAIRE, Présidente M. Abdi EL KANDOUSSI, Titulaire Mme Rosy BUONO, Titulaire Mme Eliane LLORET, Titulaire M. Christian FINA, Titulaire M. Domitien DETRIE, Titulaire</p> <p>Suppléants</p> <p>M. Gérard CASTRE, Suppléant M. Guy BARRAL, Suppléant M. Jean-Luc COUSQUER, Suppléant Mme Chantal MARION, Suppléante M. Yves NURIT, Suppléant M. Jean-Claude HEMAIN, Suppléant</p>	<p>Titulaires</p> <p>M. Mohamed CHEBLI, Titulaire – UNSA Mme Christel BALLUET-QUINTANA, Titulaire – UNSA M. Antony FERNANDEZ, Titulaire – UNSA M. Frédéric DOLADILLE, Titulaire – FO Mme Edwige HERNANDEZ, Titulaire – FO M. Jean-Louis ESTEVE, Titulaire – SUD</p> <p>Suppléants</p> <p>M. Ichem MOGHEL, Suppléant – UNSA M. Laurent BERNARD, Suppléant – UNSA Mme Sandrine CAMPOS, Suppléante – UNSA Mme Sabine BERGUA, Suppléante – FO M. Gil BUSCAYLET, Suppléant – FO M. François FOURES, Suppléant – SUD</p>

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-262
Transmis en Préfecture le	03/11/17
Affiché le	03/11/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20171103-lmc1150745-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Représentation du Président au sein de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF)

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9,
- VU la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,
- VU le décret n°2015-644 du 9 juin 2015 fixant la composition de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF),
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté A2015-151 du 14 août 2015 portant représentation du Président au sein de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF),
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, membre de droit de la CDPENAF, peut désigner une personne appelée à le représenter,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2015-151 du 14 août 2015 est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole en tant que représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de la CDPENAF. Dans ce cadre, Madame Stéphanie JANNIN, est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie JANNIN, la délégation définie à l'article 2 est accordée dans les mêmes conditions à Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, en tant que représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de la CDPENAF. Dans ce cadre, Madame Mylène FOURCADE, est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 4 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des Collectivités territoriales et sera affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Arrêté n°	A2017-268
Transmis en Préfecture le	03/11/17
Affiché le	03/11/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20171103-lmc1151249-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Représentation du Président de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Comité de pilotage site d'intérêt communautaire (SIC) ' Montagne de la Moure et Causse d' Aumelas '

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9,
- VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.110-1 et 110-2, L.414-1 à L.414-7 et R.414-8 à R.414-26,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2011-07-01175 du 26 juillet 2011 fixant la constitution du Comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du site d'intérêt communautaire FR 9101393 « Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas »,
- VU l'arrêté n°A2015-231 du 19 novembre 2015 portant représentation du Président de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du site d'intérêt communautaire FR 9101393 « Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas »,
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, membre du Comité de pilotage du site Natura 2000 « Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas » peut désigner une personne appelée à le représenter,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2015-231 du 19 novembre 2015 est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole en tant que représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Comité de pilotage du site Natura 2000 « Montagne

de la Moure et Causse d'Aumelas ». Dans ce cadre, Madame Mylène FOURCADE, est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 3 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

ARTICLE 4 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des Collectivités territoriales et sera affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-269
Transmis en Préfecture le	03/11/17
Affiché le	03/11/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20171103- lmc1151253-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Exclusion du réseau des médiathèques

- **VU** le Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la décision n°D2013-112 du 11 mars 2013 approuvant le règlement intérieur du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015,
- **VU** l'article 11 du règlement intérieur du réseau des médiathèques « Tranquillité et sécurité » disposant qu' « *il est demandé au public de : respecter le personnel de la bibliothèque et ses usagers. Tout comportement portant préjudice au personnel ou aux autres usagers par les actes ou par les propos peut entraîner une interdiction d'accès momentanée. En cas de grave perturbation du service, le personnel n'obtenant pas satisfaction est autorisé à recourir à la force publique. L'accès peut être interdit à toute personne qui, par son comportement, ses propos, son hygiène ou sa tenue entraîne une gêne pour le public ou le personnel* »,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **CONSIDERANT** qu'il a été notifié de nombreux manquements au règlement à Monsieur Stéphane GORY dont le numéro d'abonné est le 166 8221,
- **CONSIDERANT** que lors du Forum de l'actualité des jeudi 19 octobre et mercredi 25 octobre de la médiathèque centrale Emile Zola, Monsieur Stéphane GORY a insulté et menacé des agents de la médiathèque, nécessitant l'intervention de l'agent de sécurité,
- **CONSIDERANT** que lors de ces deux incidents, ce lecteur n'a pas seulement été agressif mais a manifestement cherché la confrontation physique,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire que les usagers accédant aux installations, non seulement se soumettent aux dispositions du présent règlement mais également se conforment aux instructions données par le personnel de service et respectent les prescriptions et interdictions affichées dans l'établissement et adoptent un comportement respectueux,
- **CONSIDERANT** que son comportement trouble l'ordre public ainsi que la tranquillité des autres usagers,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Stéphane GORY, porteur de la carte n°166 8221, est exclu du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, pour une durée de six mois à compter de la notification et de l'affichage du présent arrêté, conformément aux dispositions de l'article 60 du règlement intérieur susvisé.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-277
Transmis en Préfecture le	03/11/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20171103- lmc1151828-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté d'ouverture d'une enquête publique unique - Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier - Relocalisation du conservatoire à rayonnement régional (CRR)

- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-54 et suivants;
- VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-27 ;
- VU la délibération n°12196 du 15/04/2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26/12/2014 portant création, à compter du 01/01/2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22/07/2015 ;
- VU la délibération n°14731 du Conseil de Métropole, en date du 28/06/2017 prenant acte de l'engagement d'une procédure de déclaration d'intérêt général du projet de relocalisation du conservatoire à rayonnement régional (CRR) sur le site de l'ancienne maternité Grasset, emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier en date du 20/07/2017 émettant un avis favorable sur ledit projet;
- VU la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées en date du 19/09/2017 ;
- VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée en date du 09/10/2017 auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique relative au projet;
- VU la décision n°E17000181/34 en date du 16/10/2017 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier ;
- VU les pièces du dossier soumis à enquête publique.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Il est procédé à une enquête publique unique, portant à la fois sur l'intérêt général du projet de relocalisation du conservatoire à rayonnement régional (CRR) sur le site de l'ancienne maternité Grasset à Montpellier et sur la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier qui en est la conséquence, pour une durée de 32 jours consécutifs, du mardi 05 décembre 2017 au vendredi 05 janvier 2018 inclus.

ARTICLE 2 : Par décision n°E17000181/34 en date du 16/10/2017, le Président du Tribunal Administratif de Montpellier a désigné M. Philippe ORIGNY, commissaire divisionnaire de police retraité, en qualité de commissaire enquêteur en vue de procéder à l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 3 : Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur seront déposés à la Mairie de Montpellier (Place Georges Frêche- 34267 Montpellier) et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus - 34961 Montpellier). Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur support papier et présenter ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet :

- à la Mairie de Montpellier, aux heures habituelles d'ouverture, à savoir les lundis, mardis, mercredis, vendredis de 8h30 à 17h30 et le jeudi de 10h00 à 19h00 (sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles) ;
- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00 (sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles).

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à M. le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse indiquée ci-dessous : «M. le commissaire enquêteur -Déclaration de projet - Relocalisation du CRR - Mise en compatibilité du PLU de la Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 – 34961 Montpellier cedex 2 » ;
- par courrier électronique à l'adresse suivante : dpcrr@montpellier3m.fr

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences visées à l'article 4 du présent arrêté, seront consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par courrier électronique seront consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante: <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

ARTICLE 4 : Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir les observations et propositions écrites et orales à la Mairie de Montpellier (Place Georges Frêche - 34267 Montpellier) le **mardi 05 décembre 2017 de 9h00 à 12h00 ; le jeudi 21 décembre 2017 de 14h00 à 17h00 et le vendredi 05 janvier 2018 de 14h00 à 17h00**. Le commissaire enquêteur désigné se tiendra également à la disposition du public pour recevoir les observations et propositions écrites et orales au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 place Zeus -34961 Montpellier) le **mercredi 13 décembre 2017 de 9h00 à 12h00**.

ARTICLE 5 : Conformément à l'article L.104-2 du Code de l'urbanisme, le projet a fait l'objet d'une évaluation environnementale du document d'urbanisme qui a été transmise pour avis à la mission régionale d'autorité environnementale, le 21 juillet 2017. Conformément à l'article R.104-25 du Code de l'urbanisme, la mission régionale d'autorité environnementale n'a formulé aucune observation sur ladite évaluation environnementale.

ARTICLE 6 : La personne responsable du projet est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles auprès de Mme Aurélie Montroussier (aurelie.montroussier@sa3m.fr / 04 67 13 63 26), responsable de secteur SA3M.

ARTICLE 7 : A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos par le commissaire enquêteur et mis à sa disposition. Ce dernier rencontrera le responsable de projet dans un délai de huit jours à compter de la réception du registre d'enquête et des documents annexés, et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, son mémoire en réponse.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport et, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en mairie de Montpellier, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>. L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 8 : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault. L'avis au public fera également l'objet d'une publication par voie d'affiches afin de lui assurer la plus large diffusion. Il sera affiché, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci sur les lieux suivants :

- Panneau extérieur d'affichage officiel de la Mairie de Montpellier (Place Georges Frêche-34267 Montpellier) ;
- Panneau extérieur d'affichage officiel du siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus - 34961 Montpellier) ;
- Avenue du Professeur Grasset - au niveau de l'entrée principale actuelle du site de l'ancienne maternité Grasset ;
- Avenue Pierre d'Adhémar – au niveau de l'entrée du parking de la crèche ;
- A l'angle des rues Crova et de Forcrand.

Il sera, en outre, mis en ligne sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Montpellier, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 10 : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

ARTICLE 11 : A l'issue de l'enquête publique, le projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour adoption de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Montpellier.

ARTICLE 12 : M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, M. le Maire de Montpellier et M. le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-279
Transmis en Préfecture le	03/11/17
Affiché le	14/11/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20171103- lmc1151927-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Sussargues.

- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et suivants ;
- VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-27 ;
- VU l'ordonnance n° 2016-1060 du 3/08/2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;
- VU la délibération n°12196 du 15/04/2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26/12/2014 portant création, à compter du 01/01/2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22/07/2015 ;
- VU l'arrêté n° A2017-65 de Montpellier Méditerranée Métropole, datant du 17/08/2017, prescrivant l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de la Commune de Sussargues ;
- VU la délibération n° DE17_043 du Conseil Municipal de la Commune de Sussargues en date du 08/09/2017 émettant un avis favorable au projet de modification n°1 du PLU ;
- VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée en date du 03/10/2017 auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique relative au projet de modification n°1 du PLU de la Commune de Sussargues ;
- VU la décision n°E17000176/34 en date du 06/10/2017 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier ;
- VU les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Il est procédé à une enquête publique portant sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Sussargues, pour une durée de 32 jours consécutifs, du 08/12/2017 au 08/01/2018 inclus, afin de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, en vue de pallier la suppression du Coefficient d'Occupation des Sols (COS), de protéger trois chemins remarquables, d'anticiper la production de logements sociaux, de répondre ponctuellement à une problématique pluviale, de préciser la règle de stationnement et de réaliser quelques adaptations réglementaires mineures.

ARTICLE 2 : Par décision n° E17000176/34 en date du 06/10/2017, le Président du Tribunal Administratif de Montpellier a désigné Madame Sokorn MARIGOT, Cadre de la fonction publique, Attachée statisticienne, en qualité de commissaire enquêteur titulaire en vue de procéder à l'enquête publique.

ARTICLE 3 : Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur seront déposés à la Mairie provisoire de Sussargues (5 Chemin des Courtines - 34160 Sussargues) et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus - 34961 Montpellier). Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur support papier et présenter ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet :

- à la Mairie provisoire de Sussargues (5 Chemin des Courtines) de 9h00 à 12h00 et de 16h00 à 19h00 les lundis, mardis, jeudis et vendredis et de 8h30 à 12h00 les mercredis ;
- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à Mme le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse indiquée ci-après : «Mme le commissaire enquêteur - projet de modification n°1 du PLU de la Commune de Sussargues - Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 – 34961 Montpellier cedex 2 » ;
- par courrier électronique à l'adresse suivante : sussarguesm1@montpellier3m.fr.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences visées à l'article 4 du présent arrêté, seront consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par courrier électronique seront consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante: <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

ARTICLE 4 : Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions écrites et orales à la Mairie provisoire de Sussargues (5 Chemin des Courtines) le vendredi 08/12/2017 de 9h à 12h ; le jeudi 21/12/2017 de 9h à 12h et le lundi 08/01/2018 de 16h à 19h.

ARTICLE 5 : Au vu de la nature des évolutions projetées et conformément aux dispositions de l'article L.104-3 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du PLU de Sussargues n'est pas soumis à évaluation environnementale.

ARTICLE 6 : La personne responsable du projet de modification n°1 du PLU de la Commune de Sussargues est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet auprès de M. Gaël BADET (g.badet@montpellier3m.fr / 04.67.13.60.24) à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (DUH) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles.

ARTICLE 7 : A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos par le commissaire enquêteur et mis à sa disposition. Ce dernier rencontrera le responsable de projet dans un délai de huit jours à compter de la réception du registre d'enquête et des documents annexés, et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, son mémoire en réponse.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport et, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en mairie de Sussargues, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>. L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 8 : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault. L'avis au public fera également l'objet d'une publication par voie d'affiches afin de lui assurer la plus large diffusion. Il sera affiché, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci sur les lieux suivants :

- RD 54, à proximité de la Mairie ;
- Place des Mazes (à proximité de la rue du 8 mai 1945) ;
- Route de Saint-Drézéry (sur le rond-point situé à l'entrée Nord du village) ;
- RD 54, à proximité des commerces ;
- Parking des écoles ;
- Chemin de la Planchette (entrée Nord).

Il sera, en outre, mis en ligne sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Sussargues, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 10 : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

ARTICLE 11 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°1 du PLU de la Commune de Sussargues, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

ARTICLE 12 : M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Mme le Maire de Sussargues et Mme le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-280
Transmis en Préfecture le	03/11/17
Affiché le	14/11/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20171103- lmc1151939-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Exclusion du réseau des médiathèques

- VU le Code général des collectivités territoriales,
- VU la décision n°D2013-112 du 11 mars 2013 approuvant le règlement intérieur du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015,
- VU l'article 11 du règlement intérieur du réseau des médiathèques « Tranquillité et sécurité » disposant qu'« *il est demandé au public de : respecter le personnel de la bibliothèque et ses usagers. Tout comportement portant préjudice au personnel ou aux autres usagers par les actes ou par les propos peut entraîner une interdiction d'accès momentanée. En cas de grave perturbation du service, le personnel n'obtenant pas satisfaction est autorisé à recourir à la force publique. L'accès peut être interdit à toute personne qui, par son comportement, ses propos, son hygiène ou sa tenue entraîne une gêne pour le public ou le personnel* »,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **CONSIDERANT** qu'il a été notifié de nombreux manquements au règlement à Monsieur Julien LAMICHE dont le numéro d'abonné est le 1665695,
- **CONSIDERANT** que le mercredi 29 novembre 2017 au comptoir du Café des Lettres de la médiathèque centrale Emile Zola, Monsieur Julien LAMICHE a eu un geste de colère et a renversé sciemment un gobelet d'eau bouillante sur la serveuse qui a été brûlée au 2^{ème} et 3^{ème} degré, l'a insultée nécessitant l'intervention de l'agent de sécurité,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire que les usagers accédant aux installations, non seulement se soumettent aux dispositions du présent règlement mais également se conforment aux instructions données par le personnel de service et respectent les prescriptions et interdictions affichées dans l'établissement et adoptent un comportement respectueux,
- **CONSIDERANT** que son comportement est irrespectueux, trouble l'ordre public ainsi que la tranquillité des autres usagers,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Julien LAMICHE , porteur de la carte n°166 5695, est exclu du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, pour une durée de six mois à compter de la notification et de l'affichage du présent arrêté, conformément aux dispositions de l'article 60 du règlement intérieur susvisé.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-327
Transmis en Préfecture le	
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	

Fait à Montpellier, le 03/11/2017
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**CERTIFICATS D’AFFICHAGE
CONVENTIONS DE PROJET URBAIN PARTENARIAL
(PUP)**

Convention signée entre la Métropole et l’OGECE.....	399
Convention signée entre la Métropole, MM. P. SOUVIGNET et T. CARRERA.....	400



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je, soussigné Philippe SAUREL Président de Montpellier Méditerranée, certifie :

qu’une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l’OGEC dont l’objet est la prise en charge par le promoteur d’une partie des équipements publics rendus nécessaires par l’opération d’aménagement des parcelles AC n°002, 055, 52 et 50 à Saint Georges d’Orques a été affichée du 3 octobre 2017 au 3 novembre 2017 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le

- 8 NOV. 2017


Philippe SAUREL

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je, soussigné Philippe SAUREL Président de Montpellier Méditerranée, certifie :

qu’une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et monsieur Patrice SOUVIGNET et Monsieur Tristan CARRERA dont l’objet est la prise en charge par le promoteur d’une partie des équipements publics rendus nécessaires par la réalisation de trois maisons à Lattes a été affichée du 5 octobre 2017 au 5 novembre 2017 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le

- 8 NOV. 2017

Philippe SAUREL

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole